

DK NEWS



Horaires des prières

Fajr: 06h01 Dohr: 12h34
Asr: 15h16 Maghreb: 17h39 Isha: 19h01

MÉTÉO

Alger : 25° 13°
Oran : 23° 13°
Annaba : 26° 15°
Béjaïa : 26° 14°
Tamanrasset: 24° 10°

www.dknews-dz.com

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 20 novembre 2023 / 6 Djoumada Al Awla 1444 - N° 3422 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

SAHARA OCCIDENTAL

Algérie et Royaume-Uni réaffirment leur engagement à parvenir à une solution politique

P.24

PATRONAT

Le dernier discours du président de la République a redonné de l'espoir aux opérateurs économiques (CREA)

P.24

FINANCES

Hausse des recettes de l'Etat à 6.261 milliards DA durant les huit premiers mois de 2023 (DGT)

P.24

PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

Inscription de 460.000 unités de logement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Laribi a fait état, samedi à Alger, devant la Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN), de 460.000 unités de logement, toutes formules confondues, inscrites dans le cadre du projet de loi de finances (PLF 2024) dont 230.000 logements ruraux. Le programme inscrit au titre du PLF 2024 comprend 210.000 unités de logement, toutes formules confondues, auxquelles s'ajoutent 250.000 autres unités (100.000 de type public-locatif et 150.000 unités de logement rural), décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune lors du Conseil des ministres du 25 octobre dernier, portant ainsi le total de logements inscrits au programme à 460.000 unités, a précisé M. Laribi.



ENERGIE

Les efforts de l'Etat se poursuivent pour le raccordement de tous les foyers au réseau d'électricité (ministre)

P.3

AGRICULTURE

Création de 11 unités de recherche scientifique au niveau des Instituts de technologie agricole à l'échelle nationale (ministère)

P.4

CLIMAT

La chaleur extrême risque de tuer cinq fois plus d'humains d'ici 2050

P.11

SANTÉ

CANCER

Des tatouages au henné pour mieux supporter la chimio

Pp 12-13

F  T B A L L

LIGUE 1 MOBILIS (6^e J)

Le PAC solide dauphin, l'ASO Chlef se réveille, l'USMA coule

P.21



ARTS PLASTIQUES

L'exposition collective "Confidences": des toiles et des moulages dédiées à la Femme

P.16

KHENCHELA

Secousse tellurique de 3,9 degrés (CRAAG)

P.2

ADRAR

Remise de plus de 500 décisions d'affectation de logements



Pas moins de 507 décisions d'affectation de logements de différentes formules ont été remises, jeudi à Adrar, à leurs bénéficiaires, a-t-on appris des services de la wilaya.

Ce quota est composé de 146 décisions d'attribution de logements de type public aidé (LPA), 211 décisions d'aides destinées à l'habitat rural et 150 autres pour l'auto-construction dans le cadre du programme des logements sociaux, a détaillé le directeur du secteur, Brahim Azouz, en marge d'une cérémonie organisée à l'occasion au siège de la wilaya.

Lors de cette cérémonie, l'antenne locale de l'opérateur public de télécommunications "Algérie Télécom" a bénéficié d'un titre de propriété foncière, auprès de l'Agence de gestion et de régulation foncières urbaines de la wilaya.

EL-MÉNIAË

Une récolte de plus 3,5 millions quintaux de maïs fourrager attendue



Une production de plus de 3,5 millions de quintaux (qx) de maïs jaune destinés au fourrage est attendue dans la wilaya d'El-Méniaïa, lors de l'actuelle campagne de moisson, a-t-on appris jeudi de la direction locale des services agricoles (DSA).

Cette récolte prévisionnelle sera réalisée sur une surface globale de plus de 7.000 hectares (ha), répartie sur 67 exploitations agricoles à travers la wilaya, a précisé le même source. La campagne de moisson et collecte de la récolte, dont le coup d'envoi a été donné par les autorités locales à partir d'une exploitation agricole qu'abrite une superficie de 130 consacrée à la culture de maïs ensilage sous-pivots sur une surface totale exploitée de 160 ha au périmètre agricole "El-Bakrat" (15 km au nord d'El-Méniaïa), est confiée à une entreprise spécialisée qui s'occupe aussi du suivi technique de cette opération en coordination avec la DSA, a-t-on indiqué.

FILIÈRE LAIT

Entrée en production d'une nouvelle laiterie à Touggourt

Une nouvelle laiterie est entrée en production dans la wilaya de Touggourt, susceptible de couvrir les besoins du marché local en lait pasteurisé subventionné, a-t-on appris dimanche auprès des services de la direction du commerce et de la promotion des exportations.

Fruit d'un investissement privé, cette unité de production qui a été réalisée pour un coût estimé à 420 millions de dinars, assurera l'approvisionnement du marché local en lait pasteurisé subventionné à travers 11 communes de la wilaya, à la faveur d'une production de 24 mille litres de lait/jour, sachant que la capacité de production globale de cette laiterie est de 56 mille litres/an, a-t-on expliqué.

KHENCHELA
Secousse tellurique de 3,9 degrés (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude de 3,9 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée dimanche à 10h17 dans la wilaya de Khenchela, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué.

La secousse a été localisée à 15 km au sud-est de Djellal, dans la même wilaya.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

7 décès et 469 blessés en 48 heures

Sept (7) personnes sont décédées et 469 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El-Tarf avec 2 personnes décédées et autant de blessées, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion semi-remorque sur l'autoroute est-ouest au niveau de la commune Ben M'hidi, précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de premières urgences à 20 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles à Boumerdes, Relizane, Tébessa et Oran.

9 morts et 474 blessés en une semaine, en zones urbaines

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 474 autres ont été blessées dans 358 accidents de la route survenus en zones urbaines entre le 7 et le 13 novembre 2023, selon un bilan rendu public jeudi par les services de la Sûreté nationale. Le bilan fait état d'une augmentation du nombre d'accidents (+28) et de blessés (+64) et d'une baisse du nombre de morts (-3) par rapport aux chiffres enregistrés la semaine précédente.

Le facteur humain reste la principale cause de ces accidents (+96%), notamment en raison du non respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse et du manque de concentration au volant, outre l'état du véhicule, selon la même source.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les usagers de la voie publique à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens pour tout signalement 24h/24.

KENYA

Les inondations interrompent le trafic ferroviaire



Les inondations dans la région côtière du Kenya ont interrompu les services de fret ferroviaire à destination et en provenance de la ville portuaire de Mombasa, a annoncé samedi l'opérateur ferroviaire public.

"Des inondations et un glissement de terrain sur la ligne ferroviaire entre la capitale Nairobi et Mombasa ont contraint Kenya Railways à fermer tous ses services de fret", a indiqué l'opérateur dans un communiqué.

Le chemin de fer transporte également des marchandises vers d'autres pays de la région, notamment le Rwanda, l'Ouganda et le Soudan du Sud.

De fortes pluies liées au phénomène El Nino, suivies d'inondations soudaines, ont submergé des villes d'Afrique de l'Est, laissant des centaines de milliers de personnes sans abri.

Au Kenya, le bilan des inondations s'élève à au moins 46 morts, selon des médias.

FRANCE

Neuf hommes poursuivis après la mort d'un enfant

Neuf jeunes hommes, dont un mineur, ont été inculpés pour la mort d'un garçon de 10 ans, victime collatérale d'une guerre entre trafiquants de drogue l'été dernier dans le sud de la France, a annoncé samedi le parquet.

Le garçonnet avait été tué le 21 août, en fin de soirée, à Nîmes près de Marseille, dans un des quartiers de la ville gangrénés par les trafics de stupéfiants, après que la voiture de son oncle eut une prise entre les tirs des gangs en guerre pour le contrôle des points de deal.

Parmi les suspects, huit majeurs, âgés de 18 à 30 ans avec une moyenne d'âge de 21 ans, ont été placés en détention provisoire.

Le mineur, un adolescent de 17 ans, est lui sous contrôle judiciaire, a précisé le procureur de Marseille, Nicolas Bessone, lors d'une conférence de presse. Plusieurs villes du sud-est de la France dont Marseille, Avignon, Nîmes, dans un arc entre l'Espagne et l'Italie, sont touchées depuis plusieurs années par des assassinats liés au trafic de drogue, une violence qui fait désormais des victimes collatérales.

RELIZANE

Démantèlement d'un réseau de narcotraffiquants et saisie de psychotropes

Les services de police de Relizane ont réussi à démanteler un réseau organisé spécialisé dans le trafic de psychotropes, avec la saisie de 41.324 comprimés de ce type de stupéfiants, a-t-on appris, samedi, auprès de la Sûreté de wilaya.

Selon la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya de Relizane, cette opération a été menée par la brigade de recherche et d'intervention relevant du service de wilaya de la police judiciaire, suite à l'exploitation d'informations faisant état de l'existence d'un réseau criminel spécialisé dans le transport et le trafic de comprimés psychotropes, qui s'appropriait à transporter une quantité importante de ce type de stupéfiants à partir de l'une des wilayas du sud du pays, en vue de l'écouler dans la ville de Relizane, et ce, à bord d'un camion à remorque.

Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des suspects arrêtés, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Relizane, a-t-on indiqué.



PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

Inscription de 460.000 unités de logement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Laribi a fait état, samedi à Alger, devant la Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN), de 460.000 unités de logement, toutes formules confondues, inscrites dans le cadre du projet de loi de finances (PLF 2024) dont 230.000 logements ruraux.

La séance s'est déroulée sous la présidence de M. Saad Beghidja, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. Le programme inscrit au titre du PLF 2024 comprend 210.000 unités de logement, toutes formules confondues, auxquelles s'ajoutent 250.000 autres unités (100.000 de type public-locatif et 150.000 unités de logement rural), décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune lors du Conseil des ministres du 25 octobre dernier, portant ainsi le total de logements inscrits au programme à 460.000 unités, a précisé M. Laribi. Selon les chiffres donnés par le ministre, le programme est réparti comme suit: 130.000 logements publics locatifs (social), 20.000 logements promotionnels publics (LPP), 230.000 unités de logement rural et 80.000 lotissements sociaux.

La réalisation de ces projets permettra de réduire le taux d'occupation par logement (TOL) à 4,18 fin 2024 contre 4,25 enregistré fin 2023, a souligné M. Laribi, prévoyant que ce taux s'établira, fin 2025, à 4,12. Pour ce faire, le PLF 2024 prévoit des autorisations d'engagement de l'ordre de 1104,32 mds DA soit une hausse de 100% par rapport à 2023, outre 564,313 mds DA alloués aux crédits de paiement.

Une enveloppe de 711,79 mds DA a été consacrée aux autorisations d'engagement et 313,52 mds DA pour les crédits de paiement, dans le cadre du nouveau programme pour la réalisation des 460.000 unités de logement. Concernant le programme d'équipements publics, le PLF 2024 prévoit 261 mds DA pour les autorisations d'engagement et 26,8 mds DA de crédits de paiement destinés à la construction de 236 structures publiques (établissements scolaires, polycliniques et sièges de la Sûreté...). Le PLF inclut, en outre, une grande opération d'équipement relative au suivi et à la réalisation du projet de la ville médiatique "Dzair Media City" et l'affectation de 64 milliards de DA pour



les autorisations d'engagement et 40 milliards de DA pour les crédits de paiement destinés au parachèvement du projet du stade de Douera (Alger) et à la réalisation des stades de Bechar et Ouargla (avec une capacité de 25.000 sièges chacun). Ce budget comprend également un projet d'urbanisme et d'aménagement de 84,476 milliards de DA d'autorisations d'engagement et 60 milliards de DA de crédits de paiement destinés à la réalisation des routes et aux différents travaux et projets d'amélioration urbaine ainsi que le programme de villes et de nouvelles villes avec une enveloppe de 16,8 milliards de DA d'autorisations d'engagement et 34 milliards de DA de crédits de paiement destinés à la prise en charge de cinq nouvelles opérations relatives aux travaux d'aménagement au niveau des nouvelles villes de Sidi Abdallah, Bouinan, Draa Erriche, Ain Nahas et Ali Mendjil.

S'agissant des nouvelles mesures législatives prévues pour ce secteur, le ministre a passé en revue une batterie de procédures proposées dans le projet de loi, à l'instar de l'octroi par l'Etat d'une réduction de 10% au profit des bénéficiaires des logements de type "Location-Vente" ayant versé 25% du coût du logement et souhaitant régulariser la situation de leur lo-

gement avant la date d'échéance. Autre mesure prévue, la garantie par l'Etat de l'épargne-logement consacré exclusivement au financement des programmes de logement public au profit des épargnants et exonérer ses revenus de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour une durée de trois ans à partir du premier janvier 2024. Le ministre a également souligné que l'année 2024 sera marquée par le lancement de la réalisation du programme "AADL 3", annoncé par le président de la République à l'occasion de la visite qu'il a effectuée dans la wilaya de Djelfa.

Livraison de 1,25 million de logements entre 2020 et 2023

Concernant le bilan du secteur pour l'année 2023, le ministre a indiqué que le nombre de logements réceptionnés s'élève à 330.647 unités, toutes formules confondues, dont 150.000 distribuées à l'occasion de la célébration du 61e anniversaire de l'indépendance et 130.000 unités à l'occasion du 69e anniversaire de la déclenchement de la Révolution de libération nationale.

Ainsi, le bilan des logements réceptionnés depuis 2020 fait état de 1.250.647 unités, toutes formules confondues, durant la même période, selon le ministre. Durant la

même période, le nombre de logements, dont les travaux ont été lancés, s'élève à 515.369 unités, toutes formules confondues, à fin 2023, soit 128.418 unités de logements AADL formule location-vente et 202.043 logements ruraux.

Selon M. Belaribi, la concrétisation des projets réceptionnés ou en cours de réalisation a nécessité, durant les années 2020, 2021, 2022 et 2023, plus de 25 milliards de DA, "un chiffre faramineux qui exprime la volonté du Président de la République de préserver le caractère social de l'habitat qui ne s'est jamais arrêté et ne s'arrêtera pas, d'autant plus que nous avons créé des milliers de postes d'emploi et nous avons utilisé des matériaux de construction, dont la qualité équivalait aujourd'hui à celle des matériaux que nous importions dans un passé proche... ce qui a eu un impact direct et positif sur le Produit intérieur brut (PIB)".

Quant au domaine des équipements publics, 4.398 structures publiques, dont 313 structures ont été réceptionnées au titre des programmes centraux de l'année 2023, concernant plusieurs secteurs, dont l'éducation, l'intérieur, la justice, la santé, la jeunesse et les sports. Par ailleurs, il sera procédé, en coordination avec le ministère de la Santé et le ministère des Finances "dans les meilleurs délais",

au transfert du programme des investissements relevant du secteur de la santé, à savoir 79 opérations comprenant 67 projets transférés des directions de la santé aux directions des équipements publics relevant du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville qui se chargera du suivi de leur réalisation.

De plus, il sera procédé au cours de cette année, en coordination avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, au transfert d'un programme de réalisation de 380 centres de stockage de céréales (328,550 mds da) pour sa prise en charge par le ministère de l'Habitat au niveau de 58 wilayas.

Concernant les textes législatifs et réglementaires relatifs au secteur, actuellement en phase d'examen au niveau du Secrétariat général du gouvernement (SGG), le ministre a cité, notamment, un avant-projet de loi modifiant et complétant la loi fixant les règles régissant l'activité de promotion immobilière, un projet de décret exécutif portant création d'une agence nationale d'étude, de suivi et de réalisation des grands équipements publics, un projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif fixant les modalités d'instruction et de délivrance des actes d'urbanisme, un projet de décret exécutif fixant les conditions et modalités de cession des biens immobiliers relevant de l'Etat et des offices de promotion et de gestion immobilière, ainsi qu'un projet de décret exécutif portant approbation du plan d'aménagement de la nouvelle ville d'El Menia. S'agissant des textes en cours de finalisation au niveau des services du ministère de l'Habitat, le ministre a cité l'avant projet de loi sur l'urbanisme, le projet de décret exécutif modifiant le décret exécutif fixant les règles d'attribution du logement public locatif (LPL) et le projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif fixant les conditions et modalités d'acquisition, dans le cadre de la location-vente, de logements réalisés sur fonds publics.

ENERGIE

Les efforts de l'Etat se poursuivent pour le raccordement de tous les foyers au réseau d'électricité (ministre)

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé, samedi à Tizi-Ouzou, la poursuite des efforts de l'Etat afin de raccorder tous les foyers au niveau national au réseau d'électricité.

En marge de sa visite de travail dans la wilaya de Tizi-Ouzou, M. Arkab a précisé que les efforts sont focalisés sur le raccordement de tous les foyers au réseau d'électricité notamment les nouvelles habitations notamment celles construites dans le cadre des programmes d'aide au logement rural, promus par l'Etat dans les régions montagneuses comme Tizi-Ouzou. Le ministère de l'Energie et des Mines, dont les efforts "accompagneront" le développement, s'attèlera, a-t-il dit, à raccorder tous les foyers où qu'ils soient au niveau national au réseau d'électricité, en application des instructions données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour l'élaboration d'une feuille de route à réaliser en un court laps de temps. La wilaya de Tizi-Ouzou compte 24.000 foyers non-raccordés à l'électricité qui seront pris en charge en fonction d'un plan arrêté en collaboration avec les services de la wilaya.

Le ministre a fait une halte dans la localité

de Chaoufa (Commune de Mekla) où il a inauguré un transformateur d'une capacité de 30/60 KV réalisé par la Sonelgaz. Dans la commune de Zekri, M. Arkab a procédé à la mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 2.072 foyers dans le cadre d'un programme couvrant les communes de Ait Chafaa, Akerrou et Zekri.

Concernant la commune de Ait Chafaa, la seule à Tizi-Ouzou non alimentée en gaz naturel, M. Arkab a annoncé qu'elle sera raccordée durant le premier semestre de l'année 2024. Dans la commune de Sidi Namane, M. Arkab a posé la première pierre du projet de réalisation d'un transformateur électrique d'une capacité de 60/220 KV, dans le cadre du programme de renforcement du réseau national d'énergie électrique, affirmant que le projet "contribuera à renforcer le réseau électrique de la wilaya de Tizi Ouzou, à assurer l'alimentation en électricité aux citoyens et à satisfaire les besoins de différents domaines de développement dans la région, et ce dans le respect des délais de livraison impartis".

Dans la station-service de Boukhalfa (commune de Tizi Ouzou), le ministre a donné le coup d'envoi de la 10e édition de

la caravane nationale de sensibilisation à l'usage sûr des bonbonnes de gaz butane.

A cette occasion, il a écouté un exposé sur le projet de transformation numérique et de E-paiement au sein de Naftal, mais aussi les projets lancés par cette société dans le but de développer et de moderniser la gestion de ses infrastructures, ses différentes applications et ses plateformes numériques.

Dans un autre exposé sur les mesures en prévision de la saison hivernale, les statistiques indiquent une augmentation du stock de Gaz de pétrole liquéfié (GPL) non conditionné à 80% des capacités disponibles et à 100% pour le gaz butane conditionné, soulignant la mobilisation de 2.598 unités de transports, soit des camions et des citernes.

Selon ces statistiques, la consommation nationale quotidienne de bonbonnes de gaz butane a atteint 280.000 contre une capacité de production de 600.000 bonbonnes par jour. Le ministre a également mis l'accent sur "l'impératif de redoubler d'effort pour assurer tous les produits pétroliers à travers les différentes wilayas du pays, notamment dans les régions isolées". Par ailleurs, M.

Arkab a annoncé qu'un projet de révision de la distance de sécurité autour des réseaux électriques et gaziers est en cours au niveau du ministère de l'Energie et des Mines. Le ministre a indiqué que cette révision intervient suite aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour "revoir les distances de sécurité autour des réseaux énergétiques afin de lancer les projets qui sont bloqués en raison de cette mesure visant à protéger les installations énergétiques".

Le ministre a expliqué qu'"il ne faut pas rester figé sur des textes anciens qui n'ont plus lieu d'exister", indiquant que son département travaille sur ce dossier "tout en gardant la sécurité de l'homme, des équipements et de l'environnement, comme objectif". Cette révision du périmètre de sécurité autour des installations énergétiques, variant selon le type d'énergie (électricité ou gaz) et de la zone de servitude (rurale, urbaine, à proximité d'autres infrastructures), "permettra de régler pas mal de situations restées sans autorisations, le but essentiel de cette démarche étant la création d'emplois et de la richesse", a-t-il dit.

PARTIS POLITIQUES Le SG du FLN insiste sur l'unification des rangs du parti

Le Secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benbarek a affirmé, samedi à Alger, que la phase actuelle sera consacrée à l'unification des rangs du parti "sans exclusion aucune ni marginalisation".

Animant une conférence de presse au siège du parti, M. Benbarek a mis l'accent sur l'importance d'unifier les rangs des militants sans exclusion aucune ni marginalisation, et de veiller à "traiter les pratiques du passé pour permettre au parti de reprendre la place qui est sienne".

Annouçant "l'abandon de toutes les actions judiciaires intentées au nom du parti contre ses militants et ses cadres", le SG du FLN a appelé les militants à "faire prévaloir l'intérêt du pays".

Par ailleurs, M. Benbarek a réitéré le soutien de sa formation politique au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, affirmant que le parti "soutient tout ce qui sert le pays".

Il a annoncé, en outre, un programme pour réactiver et relancer les structures du parti au niveau local, en sus de la création d'une académie pour la formation politique.

Le MSP organise une conférence sur les capacités et les défis de l'économie algérienne

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a organisé une conférence économique animée par des experts et des enseignants universitaires, sur les capacités de l'économie algérienne, ses perspectives de développement et ses défis.

Lors de cette conférence, intitulée "L'économie algérienne : obstacles, défis et alternatives", l'expert économique et enseignant universitaire, Mahfoud Kaoubi a qualifié la nouvelle loi sur l'investissement de "bon système législatif qui apporte une nouvelle ingénierie", notamment à travers les plans national et local d'investissement à même de contribuer à la promotion de l'investissement en Algérie.

M. Kaoubi a également mis l'accent sur l'impératif d'appliquer ces deux plans, et ce dans le cadre de la transformation numérique que l'Etat œuvre à concrétiser.

A travers une intervention sur "la problématique des chiffres et des indicateurs économiques en Algérie", le professeur universitaire, Slimane Nacer a appelé à éviter "les signaux contradictoires" liés aux indicateurs économiques que tout investisseur national ou étranger voudrait consulter, à l'instar du produit intérieur brut (PIB) et du volume des exportations, en sus des taux de croissance et d'inflation, soulignant l'impératif d'une actualisation continue des indicateurs économiques publiés par les organismes économiques et financiers.

S'exprimant à l'ouverture des travaux de cette conférence, le président du MSP, Abdelali Hassani Cherif a indiqué que cette rencontre est plus que nécessaire en ce stade, affirmant que sa formation politique se veut "une force de proposition avec une véritable vision politico-économique".

Evoquant, par ailleurs, les attaques sionistes perpétrées contre des civils sans défense dans la bande de Gaza, M. Hassani a appelé à "lever le blocus qui lui est imposé", affirmant que ce qui se passe en Palestine est "un nettoyage religieux et ethnique".

PLF 2024

Des ressources financières supplémentaires en faveur des collectivités locales pour appuyer le développement socio-économique (ministre)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a exposé, samedi à Alger devant la Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN), les principales mesures prévues dans le projet de loi des finances (PLF 2024) concernant son secteur, relevant la mobilisation de ressources financières supplémentaires en faveur des collectivités locales pour appuyer le développement socio-économique.

La séance s'est déroulée sous la présidence de M. Saad Beghidja, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Dans son exposé, M. Merad a évoqué les principaux axes des volets législatif et budgétaire, s'étalant en détail sur l'octroi des dotations sur la base de sept (7) programmes relatifs aux libertés publiques et circulation des personnes, à l'appui aux collectivités locales, à l'aménagement du territoire, à la Sécurité nationale, à la Protection civile, aux transmissions nationales et à l'administration publique.

Dans ce sillage, le ministre a fait état de la mobilisation de 600.296.798.000 DA en tant que crédits de paiement et autorisations d'engagement dans le cadre du programme d'appui aux collectivités locales soit une hausse de 27% par rapport à l'année 2023.

Concernant les dispositions législatives, M. Merad a rappelé l'augmentation, de 30 à 50%, de la quote-part due à la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) concernant les recettes de la vignette automobile.

Les recettes de la taxe sur les produits pétroliers ont été affectées à 100% aux collectivités locales, pour compenser la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

Le PLF 2024 prévoit également l'augmentation à 50% de la quote-part affectée à la CSGCL concernant les recettes de la taxe relative aux rechargements prépayés et de 50% concernant les recettes de la taxe spécifique au torcheur de gaz, a précisé le ministre.

Par ailleurs, M. Merad a affirmé que les dispositions prévues dans le PLF 2024 relatives à son département ministériel vi-



saient à renforcer le rôle économique des collectivités locales en vue de réaliser un développement local durable, d'améliorer la qualité du service public, de poursuivre le processus de sa modernisation et sa numérisation, de rapprocher l'administration du citoyen et d'assurer un accès équitable aux services de base.

Le projet prévoit également, selon le ministre, la garantie de la sécurité des individus et des biens, la protection des établissements, des instances nationales et étrangères, ainsi que la protection des individus et des biens contre les risques d'accidents, de sinistres et de catastrophes naturelle ou d'origine humaine.

Ces mesures ont pour objectifs la concrétisation des principes de la bonne gouvernance notamment au niveau local, afin d'encourager les pratiques de démo-

cratie participative et d'adopter une nouvelle approche pour soutenir et financer les projets initiés par le mouvement associatif en vue de l'associer à la gestion des affaires publiques.

Le ministre a également indiqué que le nombre de postes budgétaires proposés au titre de l'exercice 2024, pour l'ensemble des programmes, a atteint 428.211 postes répartis comme suit: programme des libertés publiques et circulation des personnes (324 postes), programme de soutien aux collectivités locales (90 postes), programme d'aménagement du territoire (51 postes), programme de Sécurité nationale (296.561 postes), programme de Protection civile (76.664 postes), programme de transmissions nationales (6.005 postes) et programme d'administration publique (48.516 postes).

AGRICULTURE

Création de 11 unités de recherche scientifique au niveau des Instituts de technologie agricole à l'échelle nationale (ministère)

Au total, 11 unités de recherche scientifique ont été créées au niveau des Instituts de technologie agricole à l'échelle nationale, relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, de 2020 à ce jour, a-t-on appris samedi du sous directeur de l'innovation et de l'entrepreneuriat agricole au ministère.

Benaïssa Tarek a indiqué, dans une déclaration à l'APS en marge d'une journée technique sur "l'intégration technologique et l'intelligence artificielle dans l'élevage des vaches laitières", que "de 2020 à ce jour, 11 unités de recherche scientifique ont été créées au niveau des Instituts de technologie agricole à l'échelle nationale, relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural".

Il a souligné que ces unités de recherche ont été créées dans le cadre d'une convention stratégique signée entre les ministères de l'Agriculture et du Développement rural et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, afin de développer l'innovation dans toutes les spécialités liées au secteur agricole, à l'instar de l'utilisation des eaux dans l'agriculture et les cultures

protégées". Le même responsable a rappelé la création des unités de recherche scientifique à court terme au niveau des entreprises publiques économiques relevant de son département ministériel, à l'instar des offices nationaux professionnels des céréales et du lait. Dans son intervention au cours de cette rencontre, M. Benaïssa a expliqué que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural "accorde une grande importance au rôle que jouent les différents établissements universitaires et laboratoires de recherche scientifique, ainsi que les instituts de technologie relevant de ce ministère, eu égard à leur rôle pivot, à l'exemple des établissements menant des expériences au niveau des champs et sur site, permettant ainsi d'assurer l'accompagnement technique de différentes activités d'investissement aux professionnels (agriculteurs et éleveurs) en s'appuyant, notamment, sur les mécanismes de vulgarisation et de conseils pratiques, ainsi que la formation agricole qui entre dans le cadre de la stratégie de son ministère".

Les défis de la modernisation du secteur agricole nécessitent la signature de conven-

tions de coopération et de partenariat avec les entreprises économiques publiques, notamment les laboratoires de recherche, pour tirer profit de ces expériences, ce qui contribuerait à trouver des solutions scientifiques aux problèmes qui impactent négativement la qualité et la quantité de la production agricole", a-t-il fait observer, ajoutant que les journées d'études et les rencontres constituent une occasion de plus pour une confrontation fructueuse et d'échanges d'expériences qui sont bénéfiques pour la société.

Pour sa part, le wali de Mascara, Farid Mohammedi, a salué, dans son allocution au cours de cette rencontre, les efforts des autorités supérieures de l'Etat en matière de soutien à la recherche scientifique dans le secteur agricole et d'application des technologies modernes pour renforcer l'innovation et l'amélioration de la productivité, en pronant des politiques, des approches et des mesures, notamment en ce qui concerne le changement climatique et son impact sur les ressources animales.

Le recteur de l'université "Mustapha Stambouli" de Mas-

cara, le Pr Bouadi Abed, a, quant à lui, fait savoir que son établissement universitaire poursuivra sa coopération scientifique avec le secteur de l'agriculture dans la wilaya, afin de "réaliser des résultats acceptables en matière d'amélioration de la qualité de la production végétale et animale dans la région".

Cette journée d'étude a été organisée par la Chambre de l'agriculture et de la wilaya, en coordination avec la Direction des Services Agricoles (DSA), l'université "Mustapha Stambouli" de Mascara et une entreprise spécialisée dans la gestion et l'innovation en matière agricole, en présence d'experts et de chercheurs dans le domaine de l'utilisation de la technologie et de l'intelligence artificielle dans l'élevage des vaches laitières, en plus d'opérateurs dans le domaine de l'élevage des vaches laitières et des éleveurs de l'Ouest du pays. Etaient également présents des associations professionnelles qui activent dans 10 wilayas, des enseignants de plusieurs universités du pays et des représentants de laïteries publiques et privées, ainsi que des agences bancaires.

TÉBESSA

Prise de mesures au profit de plus de 6.000 céréaliculteurs affectés par les intempéries

Au total, 6.134 céréaliculteurs ayant été affecté par la faible pluviométrie qui a fait caractériser Tébéssa durant la saison agricole précédente 2021-2022, devront bénéficier de plusieurs mesures, a révélé dimanche le chef service de la production agricole et l'appui technique auprès de la direction de wilaya des services agricoles DSA.

Les céréaliculteurs affectés bénéficieront de mesures qui portent sur le décalage du remboursement des frais de la concession agricole pendant 36 mois, l'ajournement du paiement du Crédit R'fig sur 3 ans avec la prise en charge par l'Etat des intérêts qui y découlent en plus de l'octroi d'un crédit de consommation sans intérêt d'une valeur de 20.000DA pour chaque hectare répartis sur une surface de 30 hectares au maximum à rembourser dans un délai de 3 ans, a précisé Ramzi Bouaziz.

Ce cadre a ajouté que les concernés par ces mesures sont répartis à travers toutes les communes de la wilaya réputée par son cachet agricole et pastoral à l'exception des com-



munes Ferkané et Negrine qui optent pour le système d'irrigation d'appoint des récoltes agricoles, une technique très prise en compte dans cette région sud

de la wilaya et qui a permis une production céréalière abondante.

S'agissant de la campagne labours-semences pour la sai-

son en cours 2022-2023, la même source a fait part de la réservation d'une surface globale de près de 90.000 hectares pour la céréaliculture dans toutes ses espèces et la mise en place de 102.425 quintaux de semences de blés dur, tendre et orge.

La DSA a mobilisé pour la campagne labours-semences 1.650 tracteurs, 1.700 charrues, 500 engins de répartition d'engrais, et 50 semoirs parallèlement aux efforts d'accompagnement des agriculteurs à travers l'organisation d'ateliers de formation dans plusieurs exploitations agricoles et des sorties de terrain sur le circuit technique à adopter dans l'opération de labours et semences.

KHENCHELA

Les actions réformatrices et l'esprit patriotique du cheikh Abou El Yakkane mises en lumière (rencontre)

Les participants à la conférence, organisée samedi à Khenchela à l'occasion du 50ème anniversaire de la mort du journaliste réformateur cheikh Brahim Abou El Yakkane (1888-1973), ont mis l'accent sur les actions réformatrices et l'esprit patriotique de cette figure du réformisme.

Dans son intervention durant la rencontre tenue au centre culturel islamique du chef-lieu de wilaya, Dr.

Malika Guelil de l'université Abbas-Laghrou de Khenchela a relevé que le cheikh "est un pionnier de la presse et du réformisme en Algérie durant les années 1930 comme le révèlent ses articles publiés dans les journaux d'alors Oued Mizab, Mizab, El Maghrib, El Boustane, Ennebras, El Forkane, Ennour, El Oumma et El Mountakid du cheikh, Abdelhamid Ben Badis.

L'intervenante a également analysé l'impact de ses articles dans lesquels il dénonce le triptyque ennemi de l'homme constitué de l'ignorance, la pauvreté et l'archaïsme.

De son côté, Rafik Khelili, enseignant d'histoire à la même université, a invité la fondation cheikh Abou El Yakkane à œuvrer à publier les 60 manuscrits laissés par le défunt cheikh pour les mettre à la disposition des universitaires.

Il a également évoqué les traits du renouveau portés par la pensée du cheikh et le bond fait par la presse algérienne grâce à l'imprimerie arabe qu'il fut le premier à acquérir en Algérie en 1931 et son rôle dans la prise de conscience de la société algérienne sous l'occupation.

Cheikh Nacer Bouhedjam, responsable de la fondation Abou El Yakkane, a souligné dans son allocution d'ouverture les diverses qualités du cheikh qui constitue un symbole du réformisme algérien dont le rayonnement a irradié sur dans plusieurs autres pays. Un documentaire réalisé par la fondation en coordination avec l'entreprise de communication Wamdhba a évoqué le parcours du cheikh journaliste au travers des témoignages de 18 personnalités d'Algérie, de Tunisie et du Sultanat d'Oman.

Le directeur de la culture et des arts de Khenchela, Mohamed Alouani, a fait don à l'occasion d'un lot de livres à la fondation Abou El Yakkane.

La fondation Abou Yakkane a lancé au début de ce mois de novembre à l'occasion du 50ème anniversaire de la mort du cheikh Abou El Yakkane plusieurs manifestations, expositions et concours qui ont débuté au palais Moudfi-Zakaria d'Alger avant d'être déplacés vers Oran puis Constantine pour se poursuivre à Khenchela puis à partir de dimanche à Batna avant d'être clôturés à la ville natale du cheikh, El Guerrera (Ghardaïa).

BISKRA

Encourager les étudiants à adhérer à l'entrepreneuriat numérique (rencontre)

Les participants aux travaux d'une journée d'étude sur "l'entrepreneuriat numérique et les startups", organisée samedi à Biskra, ont souligné l'importance d'encourager les étudiants à adhérer à l'entrepreneuriat numérique en vue d'optimiser leurs chances à intégrer le monde de l'investissement et la création de leurs propres entreprises.

"L'entrepreneuriat numérique qui veut dire la création de nouvelles entreprises à travers la découverte d'opportunités pour offrir de nouveaux services avec l'utilisation des techniques numériques constitue un domaine vital que l'étudiant universitaire peut intégrer facilement lui permettant de réaliser des gains avant même de terminer ses études universitaires et ce en utilisant des moyens matériels moins coûteux par rapport aux moyens exigés dans l'entrepreneuriat ordinaire", a précisé, Warda Hamizi, Pr à la faculté de Droit et des sciences politiques de l'université Mohamed Khider de Biskra, dans son intervention intitulée "la numérisation de l'entrepreneuriat, une nouvelle méthode d'appui à l'investissement" présentée au cours de cette rencontre organisée à la fa-

culté des sciences exactes de cette même université. Elle a ajouté que "cet entrepreneuriat moderne n'a pas besoin d'un grand capital, mais nécessite cependant une parfaite connaissance des technologies notamment dans le domaine de la communication, et surtout les moteurs de recherche et les réseaux sociaux", précisant que ce genre d'entrepreneuriat permettra d'atteindre le niveau de l'économie internationale et capter de nouveaux investisseurs, car il s'agit là d'un domaine axé sur les idées innovantes, conformément aux exigences internationales.

Dans son intervention intitulée "le rôle de l'entrepreneuriat numérique dans l'encouragement de l'investissement", le Dr Samia Ghorab de cette même université a mis la lumière sur l'importance de tirer profit de l'orientation des étudiants vers les activités libres en les incitant à concrétiser leurs projets, précisant que la création d'une maison de l'entrepreneuriat à l'intérieur de l'université s'inscrit dans le cadre des efforts d'encouragement à l'entrepreneuriat à travers la possibilité de créer un site électronique pour capter le maximum de clients et mieux commercialiser les dif-

férents produits. Pour sa part, le Dr Saïd El Bah, enseignant à l'université de la formation continue de Biskra a indiqué au cours de son intervention sur "les startups comme mécanisme pour la concrétisation d'une mutation économique en Algérie" que "la startup qui peut être créée via la présentation d'une demande sur la plateforme numérique réservée à cet effet est en mesure d'évoluer rapidement car basée sur les technologies modernes".

Il a ajouté que la politique de l'Algérie portant sur l'implication des jeunes dans la création de la richesse et la réalisation de revenus hors hydrocarbures à travers l'octroi davantage d'opportunités pour la création de ce genre d'entreprises, donnera lieu à l'émergence dans le futur de projets innovants. La journée d'étude organisée à l'initiative de l'université de la formation continue - centre Biskra dans le cadre de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat a été marquée par la participation d'experts et professeurs des facultés des sciences économiques, commerciales et des sciences de la gestion et de Droit et sciences politiques de l'université Mohamed Khider.

MASCARA

Mise en relief de l'importance de l'utilisation des technologies modernes dans l'augmentation de la production du lait de vache (rencontre)

Les spécialistes participant à une journée d'étude sur "l'intégration des technologies et l'intelligence artificielle dans l'élevage de bovins", organisée samedi à Mascara, ont insisté sur l'importance de l'utilisation des technologies modernes pour l'augmentation de la production de lait.

Dans ce cadre, le chercheur dans le domaine de l'intégration technologique dans l'agriculture, Adnane Mounir a souligné que "s'appuyer sur les techniques modernes dans le domaine de l'élevage des bovins devrait garantir un rendement meilleur du lait cru et déterminer avec précision des quantités de lait produites par chaque vache", signalant l'importance de l'utilisation d'outils modernes, à l'instar d'instruments numériques du lait. Il a, en outre, fait savoir que d'autres recherches scien-

tifiques sont en cours de concrétisation par plusieurs universités du pays dans le domaine du développement des techniques modernes de culture de fourrage vert et de l'amélioration de la qualité du lait de vache cru.

L'expert en agriculture moderne, Hi cham Benattar a souligné pour sa part que "l'option adéquate pour réaliser de bons résultats dans le domaine de l'élevage de vaches laitières dans le pays est le recours aux techniques modernes, notamment des recherches dans le domaine permettant de promouvoir cette filière et d'atteindre une autosuffisance dans la production du lait de vache dans le pays".

L'universitaire Mohammed Kerbouche, de l'université Mustapha Stambouli de Mascara a appelé à sensibiliser les étu-

dians en sciences agronomiques et ceux en fin d'études à créer des exploitations modernes d'élevage de vaches laitières.

Cette journée d'étude, organisée par la Chambre de wilaya agricole en collaboration avec la Direction des Services Agricoles (DSA), l'université Mustapha Stambouli de Mascara, une société spécialisée dans la gestion et l'innovation agricole, a vu la présence des autorités de wilaya, des experts et chercheurs dans les technologies et l'intelligence artificielle, outre des opérateurs dans l'élevage de vaches laitières et des éleveurs de l'ouest du pays, ainsi que des représentants d'associations professionnelles opérant dans dix wilayas, des laiteries publiques et privées, des agences bancaires et des enseignants de plusieurs universités du pays.

Plus de 400 millions DA pour la réalisation de plusieurs projets de développement (wali)

Un montant de 415 millions DA a été alloué pour la réalisation de plusieurs projets de développement dans divers secteurs de la wilaya de Mascara, a annoncé, jeudi, le wali Farid Mohamedi.

Intervenant lors des travaux de la 3ème session ordinaire de l'APW, M. Mohamedi a souligné que cette enveloppe financière a été consacrée au titre du budget primitif de l'exercice 2024, soit 53 % du total de ce budget, qui sera orientée pour la réalisation d'opérations de développement dans divers secteurs, no-

tamment ceux de la jeunesse et des sports, la santé, l'action sociale et la solidarité, l'éducation, les affaires religieuses et les wakfs, la culture et le soutien des opérations de nettoyage des villes de la wilaya.

Il a ajouté qu'une tranche de cette enveloppe financière sera orientée pour la réalisation des projets de raccordement aux réseaux d'eau potable, la réalisation de nouveaux groupes scolaires et des classes d'extension dans le cycle primaire. Le wali a, d'autre part, salué les propositions contenues dans le projet

du budget primitif de l'exercice 2024, qui ont fait l'objet et de étude et de débat par les membres de l'APW. Par ailleurs, le Directeur de l'Administration Locale (DAL), Mohamed Madani, a annoncé, en présentant un exposé sur ce budget lors des travaux de cette session, qu'une enveloppe de 100 millions DA est réservée comme aide en faveur des associations juvéniles et sportives locales. Une aide financière de l'ordre de 72,5 millions DA est également allouée pour les couches sociales vulnérables, personnes aux besoins spécifiques et pour les

élèves issus de familles nécessiteuses, a-t-on ajouté. Les travaux de la 3ème session ordinaire de l'APW ont permis l'adoption du budget primitif de l'exercice 2024 d'une valeur globale de 1,1 milliard DA, sachant que l'ordre du jour de cette session a été également consacré à un exposé sur l'état des lieux du secteur de l'éducation et au taux d'exécution des recommandations des membres de l'APW dans les secteurs de l'industrie, la santé, le tourisme et les forêts.

AGRICULTURE

96% des agriculteurs concernés ont reçu leurs contrats de concession à l'échelle nationale (ONTA)

96% des agriculteurs concernés par la reconversion du droit de jouissance permanent en droit de concession, à l'échelle nationale, ont reçu leur contrat de concession après régularisation de leur situation, a affirmé, samedi à Boumerdes, le directeur général de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Mohamed Ameziane Lanasri.

"Les dossiers des 4% restants se trouvent toujours au niveau des tribunaux qui statueront sur leurs cas", a ajouté le responsable de l'ONTA dans une déclaration à la presse en marge d'un colloque national sur "Les Nouveautés de l'investissement agricole : nouvelle orientation pour la diversification économique".

"A terme, les opérations d'assainissement du foncier agricole vont cibler une superficie globale de 2,8 millions d'hectares, à l'échelle nationale", a-t-il précisé. M. Lanasri a souligné l'inscription des efforts de régularisation de la situation du foncier agricole dans le cadre d'une "nouvelle vision" ayant permis la réalisation, dernièrement, de 39 nouveaux périmètres agricoles à travers les wilayas d'El Bayadh, Djelfa, Naâma, Laghouat et Ghardaïa.

"Ces périmètres agricoles se-

ront généralisés ultérieurement à travers le pays, aux fins de permettre la production de cultures dites stratégiques, dont le blé, la betterave sucrière et le maïs, outre l'élevage de vaches laitières et autres", a-t-il ajouté. Selon le même responsable, cette orientation s'inscrit au titre d'une nouvelle approche du secteur visant à encourager l'investissement dans les productions agricoles dites stratégiques dans les wilayas du Sud, pour en faire "une locomotive" de développement du secteur, au vu de la disponibilité d'eaux souterraines de nature à faciliter l'exercice de ce type de cultures.

Il a relevé, par ailleurs, que l'organisation de cette rencontre destinée aux investisseurs, aux opérateurs du secteur agricole et aux agriculteurs, vise à "confirmer que tout investissement agri-



colle sérieux peut réussir, aujourd'hui, notamment suite à la mise en place d'une plateforme numérique destinée aux investisseurs, à travers l'ensemble des wilayas". Le lancement, dernièrement, de cette plate-

forme numérique "permettra aux concernés d'introduire leurs demandes pour bénéficier d'un foncier agricole pour l'investissement, en toute transparence et avec un gain de temps considérable, parallèlement à la

sélection des investisseurs sérieux garantis d'un investissement qualitatif, par l'intégration des technologies modernes", a-t-il estimé. La manifestation a été marquée par l'animation d'une série de conférences axées notamment sur la législation en matière d'investissement agricole, les nouveaux moyens de gestion de l'activité agricole et les moyens d'extension de l'exploitation rationnelle de l'activité agricole pour faire face aux risques agricoles. A noter, la signature de deux conventions de partenariat à l'issue de cette rencontre. La première entre l'ONTA et la Faculté de Droit et des sciences politiques de l'université de Boumerdes, et la deuxième entre l'ONTA et les secteurs locaux de l'agriculture et de la formation et de l'enseignement professionnels.

ENTREPRENEURIAUT

Lancement de la première plateforme numérique dédiée au soutien de tous types d'entreprises en Algérie

La première plateforme numérique dédiée au soutien et à l'accompagnement de tous types d'entreprises a été lancée samedi au profit des jeunes et des porteurs de projets, en vue de répondre aux besoins de l'économie nationale et de créer de nouveaux postes d'emploi. Cette plateforme baptisée "IAMAL" a été lancée par "Diar Dzair e-commerce et innovation", en présence de sa directrice générale, Nadjet Ghalmi et du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, outre des directeurs généraux

d'institutions bancaires et des représentants d'entreprises publiques et privées. A cette occasion, le directeur général de la plateforme, Abderraouf Saighi, a précisé que ce projet avait pour but le soutien et l'accompagnement de tous types d'entreprises (start-up, PME ou grandes entreprises), en leur fournissant les équipements et matières premières nécessaires à leurs différentes activités commerciales, industrielles ou de services.

Les services de la nouvelle plateforme sont destinés à toutes les catégories de

jeunes (commerçants, artisans ou femmes au foyer), outre des projets destinés aux personnes handicapées. A cette occasion, le président du Conseil supérieur de la Jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui a affirmé que ce projet intervenait dans le cadre de "la nouvelle dynamique de l'Algérie qui mise, dans son processus économique, sur l'investissement dans les capacités des jeunes, les start-up et les petites et moyennes entreprises (PME)".

Il s'agit, selon lui, du meilleur investissement au vu des nouvelles solutions pro-

posées, étant "une valeur ajoutée" à l'écosystème économique du pays. Pour sa part, la directrice générale de "Diar Dzair e-commerce et innovation", Nadjet Ghalmi a souligné que cette mesure s'inscrivait dans le cadre du soutien aux startups, aux nouvelles idées et aux jeunes compétences, dans le but de contribuer au développement et à la généralisation de la numérisation via des plateformes en ligne, entièrement développées par des jeunes algériens, en accord avec les exigences du marché national.

TRAVAUX PUBLICS

Les entreprises et les startups appelées à contribuer au développement de l'industrie ferroviaire (Rekhroukh)

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a appelé samedi à Alger les entreprises et les startups à contribuer au développement de l'industrie ferroviaire en Algérie, afin d'assurer la disponibilité de certains matériaux et équipements importés. "La réalisation des projets ferroviaires nécessite l'importation de certains matériaux et équipements compte tenu de la spécificité de ces structures vitales", a souligné le ministre lors d'une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère M. Ali Boulouba, à l'occasion d'une journée d'étude organisée par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), sous le thème "Industrie ferroviaire... perspectives d'investissement" et ce dans le cadre des activités de la 19e édition du salon international des travaux publics. Il a indiqué que pour éviter l'importation, "les entreprises algériennes dont les startups ayant des compétences développées doivent être au fait des besoins de ce secteur industriel". Il a également estimé que l'arrivée des entreprises algériennes à ce stade leur permettra de "contribuer à l'optimisation du développement de l'industrie ferroviaire en Algérie", rappelant les capacités techniques dont disposent les entreprises et les bureaux d'étude algériens dans le domaine des Travaux publics et des infrastructures de base". M. Rekhroukh a affirmé que son département ministériel "ne ménagera aucun effort" pour accompagner les startups et les porteurs de projets innovants afin de leur permettre de bénéficier des opportunités offertes par nos institutions pour promouvoir leurs idées et en tirer profit pour résoudre les problématiques auxquels nous sommes confrontés. Dans ce cadre, le ministre a évoqué le programme de développement et de modernisation du réseau ferroviaire, qui s'étend sur une longueur de 4.722 km, devant atteindre 6.500 km à la réception du projet en cours de réalisation, et 15.000 km à l'horizon 2030. Il a également souligné que ce programme intervient en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à améliorer et à développer le réseau ferroviaire pour désenclaver les régions intérieures et du Sud, faciliter le transport des richesses minérales vers le nord et relancer les projets d'investissement dans le Sud. M. Rekhroukh a souligné, par ailleurs, que ce salon dont il a annoncé la clôture samedi, a été l'occasion d'établir des partenariats et des échanges fructueux qui permettront de renforcer les capacités nationales dans les opérations de réalisation sur les plans national et régional". La journée d'étude a permis de passer en revue les détails du programme national de développement du réseau ferroviaire et de souligner son importance pour le développement économique, ainsi que l'importance des téléphériques, du métro et des lignes de tramway dont dispose l'Algérie. Pour rappel, la 19e édition du SITP, organisée par le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base en partenariat avec "Algeria Expo" filiale de la Société nationale des foires et des exportations (Safex), au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger) du 14 au 18 novembre, a vu la participation de plus de 230 entreprises nationales et étrangères, avec la Turquie comme invitée d'honneur.

ENERGIE

Vers l'exploitation de la mine de feldspath de Tizi-Ouzou (ministère)

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a révélé samedi un projet d'exploitation de la mine de feldspath de Tizi-Ouzou, destiné à la production locale de ce minéral utilisé dans l'industrie céramique. Tizi-Ouzou est une "région minière par excellence", et "elle compte une importante mine de feldspath, une matière première exploitée dans la production de céramiques supérieures de qualité internationale", a indiqué M. Arkab, en marge d'une visite de travail dans la wilaya. Il a souligné la "présence de ce minéral dans nombre de régions du pays, dont la plus importante en terme de capacités, est la mine de Tizi-Ouzou". Outre la mine de feldspath de Tizi-Ouzou, qui est la plus importante du pays, l'Algérie compte une mine similaire à Annaba, mais en dépit de cette richesse, nous continuons à importer cette ressource minière de l'étranger", a-t-il relevé, insistant sur "l'importance de l'exploitation de cette

mine pour réduire la facture des importations". Le ministre de l'Energie et des Mines a fait part, au titre des démarches visant l'exploitation de la mine de feldspath de Tizi-Ouzou, de la mise au point d'une feuille de route, par son département ministériel en coordination avec les autorités locales de Tizi-Ouzou, en vue du lancement de ce projet dans les meilleures conditions".

L'Office national de recherches géologiques et minières (ORGM) a élaboré une étude préliminaire du projet, avant le lancement de la phase pratique, consistant en la visite des sites miniers par une équipe d'experts du ministère, et de l'étude, et de la wali, d'un plan pour assurer la réussite du projet, a-t-il expliqué. M. Arkab a, en outre, affirmé la mobilisation de tous les moyens pour assurer "la réussite de ce projet qui générera de la richesse", soit le feldspath, parallèlement à la "création de nombreux postes d'emplois pour les citoyens de Tizi-Ouzou".

DÉTECTEURS DE MONOXYDE DE CARBONE

Le ministère du Commerce décide le retrait de deux marques du marché

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, samedi dans un communiqué, le retrait immédiat du marché national de deux marques de détecteur de monoxyde de carbone pour non-conformité aux standards de sécurité. La décision a été prise "après examen minutieux de plusieurs échantillons de détecteurs de monoxyde de carbone de di-

verses marques commercialisées sur le marché national au niveau des laboratoires de contrôle de qualité relevant du ministère", et ce dans le cadre d'une campagne de contrôle de la conformité des chauffages et accessoires aux normes de sécurité en vigueur. Le ministère du Commerce a décidé le retrait immédiat des marques de détecteurs Maxwell et Eyemann du marché national,

appelant les consommateurs ayant acquis ces produits à arrêter immédiatement leur utilisation. Le ministère a précisé, dans ce cadre, que cette décision intervient sur la base de l'article 7 de l'arrêté interministériel du 10 novembre 2020 portant adoption du règlement technique fixant les exigences de sécurité des appareils électriques de détecteur de monoxyde de carbone à usage domestique.

ZONE EURO

Les Etats doivent rester "proactifs" face aux risques sur la stabilité financière (Lagarde)

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE) Christine Lagarde a appelé jeudi les Etats de la zone euro à "rester proactifs" face aux risques pesant sur la stabilité financière, sur fond de taux d'intérêt élevés en raison de l'inflation.

"Jusqu'à présent, le système financier européen a évité le pire scénario dans lequel de graves risques systémiques se matérialiseraient en même temps", a reconnu jeudi Mme Lagarde. "Mais les décideurs politiques doivent rester proactifs et attentifs aux risques liés à la stabilité financière au fur et à mesure qu'ils surviennent", a-t-elle ajouté.

La banquière centrale s'exprimait en tant que présidente du Comité européen du risque systémique (CERS), rattaché à la BCE, qui avait lancé en septembre 2022 à la finance européenne un avertissement sans précédent depuis plus de dix ans.

Le comité appelait alors les banques à se "préparer" à des "scénarios de risques extrêmes", rendus plus probables depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine et le rapide retournement de tendance sur les taux d'intérêt face à l'inflation.

Depuis un an, les secousses au sein du système financier mondial se sont certes produites en dehors de la zone euro, avec la faillite de banques régionales aux



Etats-Unis, la crise des obligations souveraines du Royaume-Uni et, plus récemment, les fluctuations des prix des bons du Trésor américain. A moyen terme toutefois, la rentabilité des banques "sera affectée par la hausse des coûts de financement, liée à la hausse des taux directeurs (de la BCE), et par une baisse considérable des volumes de prêts", a prévenu Mme Lagarde. De plus, la "combinaison durable d'une faible croissance et de coûts plus élevés du service de

la dette continuera de mettre à rude épreuve les ménages et les entreprises vulnérables, ce qui pourrait entraîner une augmentation des prêts" en souffrance, selon la première gardienne de l'euro. Plus généralement, la liste des "points névralgiques" dans le système financier "reste longue", a-t-elle dit, citant en exemple les fonds du marché monétaire et les fonds d'investissement, en particulier ceux investis dans des actifs non liquides.

JAPON

La Bourse de Tokyo proche de l'équilibre, l'économie américaine inquiète

La Bourse de Tokyo avançait à peine vendredi matin après une séance sans relief à Wall Street la veille, alors que de nouveaux indicateurs ont semblé confirmer l'essoufflement de l'économie américaine. Après un départ en légère baisse, l'indice vedette Nikkei stagnait vers 00H40 GMT (+0,04% à 33.437,91 points), tout comme l'indice élargi Topix (+0,09% à 2.370,73 points).

Les demandes hebdomadaires d'allocations chômage ont augmenté aux Etats-Unis et la production industrielle dans le pays a été plus faible que prévu en octobre, selon des données publiées jeudi. Les investisseurs à Tokyo s'inquiétaient un peu de ces nouveaux indicateurs, se demandant si la dégradation de l'économie aux Etats-Unis ne risque pas d'aller trop loin par rapport à "l'atterrissage en douceur" espéré par la Réserve fédérale américaine (Fed) pour mai-

triser l'inflation. Les titres des constructeurs automobiles nippons, qui pour la plupart sont étroitement dépendants du marché nord-américain, étaient en repli: Toyota perdait 1,11% vers 00H30 GMT, Honda reculait de 0,83% et Nissan de 0,44%. Le géant japonais de l'électronique et de l'industrie du divertissement Sony, lui aussi très dépendant des Etats-Unis, voyait quant à lui son action reculer de 1,77%. Sur le marché des changes, le cours dollar/yen était quasi stable vers 00H20 GMT, un dollar s'échangeant pour 150,71 yens contre 150,73 yens jeudi à 21H00 GMT.

L'euro se négociait pour 163,51 yens contre 163,57 yens la veille, et pour 1,0849 dollar contre 1,0852 dollar jeudi à 21H00 GMT. S'agissant du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,27% à 73,10 dollars vers 00H15 GMT.

CHINE

Les ventes de véhicules commerciaux en hausse de 19,8% de janvier à octobre 2023

Les ventes de véhicules commerciaux de la Chine ont augmenté de 19,8% sur un an, à environ 3,3 millions d'unités au cours des dix premiers mois de l'année 2023, d'après des données de l'industrie.

C'est ainsi que les ventes de camions ont augmenté de 19,5% sur un an à 2,91 millions d'unités, selon l'Association chinoise des constructeurs automobiles. Quelque 389.000 autobus ont été vendus au cours de la même période,

soit une hausse de 22,2% par rapport à la même période DE l'année précédente. Au cours de la période janvier-octobre, la Chine a exporté 616.000 véhicules commerciaux, soit une hausse de 28,3% en glissement annuel.

Expansion constante de la production de l'énergie

La production chinoise de charbon, de pétrole brut et de gaz naturel a maintenu une expansion constante au cours des dix premiers mois de l'année, selon le Bureau d'Etat des statistiques (BES). Pas moins de 390 millions

de tonnes de charbon ont été produits en octobre, soit une hausse de 3,8% en base annuelle. La production de charbon au cours des dix premiers mois de l'année a atteint 3,83 milliards de tonnes, soit 3,1% de plus que la même période

de l'année dernière. Au cours de la période janvier-octobre, le pays a importé un total de 380 millions de tonnes de charbon, en hausse de 66,8% sur un an.

La production de pétrole brut du pays a augmenté de 1,7% en

glissement annuel au cours de la période pour atteindre 174,05 millions de tonnes, tandis que les importations de pétrole brut ont augmenté de 14,4% à 473,22 millions de tonnes.

La production de gaz naturel a

progressé de 6,1% à 189,6 milliards de mètres cubes au cours des dix premiers mois de l'année, tandis que les importations de gaz naturel ont augmenté de 8,8% à 96,51 milliards de mètres cubes, selon les données du BES.

Le secteur de la construction navale poursuit sa forte expansion

L'industrie chinoise de la construction navale est restée en tête au niveau mondial au cours des dix premiers mois de 2023, avec une forte croissance de la production et des nouvelles commandes, selon les données de l'Association chinoise de la construction navale. La production de la

construction navale du pays a augmenté de 12% en glissement annuel pour atteindre 34,56 millions de tonnes de port en lourd (TPL) de janvier à octobre, représentant 49,7% sur le total mondial, selon l'Association. Les nouvelles commandes ont augmenté de 63,3% sur un an à 61,06 millions

de TPL, représentant 67% du total mondial pendant la période, a précisé la même source. Le volume des commandes en cours pour l'industrie s'est élevé à 133,82 millions de TPL à la fin du mois d'octobre, en hausse de 28,1% par rapport à l'année précédente et représentant 54,4% du total

mondial. Les constructeurs navals du pays ont exporté des navires d'une valeur combinée de 21,14 milliards de dollars au cours des dix premiers mois, soit une augmentation de 21% par rapport à la même période de l'année dernière, d'après l'Association.

APS

ETATS UNIS

Les conventions collectives avec les trois constructeurs sont ratifiées

Les accords de principe négociés avec les trois grands constructeurs automobiles américains Ford, Stellantis et General Motors ont été ratifiés par leurs employés syndiqués à l'UAW, qui a mené une grève inédite de plus de six semaines, a indiqué samedi une source syndicale. "Les trois sont ratifiés", a simplement fait savoir cette source, au sujet de ces accords conclus par chaque constructeur avec le syndicat United Auto Workers. Selon les données publiées jeudi sur le site du syndicat, environ 55% du personnel rémunéré à l'heure chez General Motors a donné son feu vert à ce contrat qui doit s'appliquer pendant les quatre prochaines années. Les employés syndiqués de Ford et de Stellantis ont donc désormais fait de même avec 67,4% de votes favorables chez le premier et 66,8% chez le second, d'après les données figurant samedi sur le site du syndicat. Stellantis, propriétaire notamment des marques Jeep et Chrysler, a confirmé cette ratification dans un communiqué. "Avec les négociations désormais officiellement derrière nous, nous allons concentrer toute notre attention sur la mise en oeuvre de notre plan stratégique + Dare forward 2030+ et sur la fourniture à nos clients des produits et des technologies de haute qualité qu'ils souhaitent et attendent", a commenté Mark Stewart, directeur opérationnel du groupe, cité dans le communiqué.

ALLEMAGNE

Les taux ne devront pas baisser "trop tôt", prévient le patron de la Bundesbank

Le président de la Banque centrale allemande a estimé vendredi que les taux d'intérêt ne devront pas être réduits "trop tôt". Le resserrement monétaire n'ayant pas encore produit tous ses effets sur le niveau d'inflation. "Il ne serait pas judicieux de commencer à réduire les taux d'intérêt trop tôt", a déclaré Joachim Nagel, président de la Bundesbank, lors d'un congrès bancaire à Francfort. Avec la chute des prix de l'énergie, les taux élevés ont contribué à ramener l'inflation à 2,9% sur un an en octobre en zone euro, contre 10,6% un an plus tôt. Mais à baisser les taux trop vite, le risque serait, dans un contexte de remontée d'inflation si les prix d'énergie se tendent de nouveau, de devoir à nouveau resserrer les vannes du crédit. Il s'agit d'être "patient et maintenir le cap pour récolter les fruits du resserrement en termes de désinflation", selon M. Nagel. Les taux d'intérêt directeurs de la BCE ont été portés à leur plus haut historique - le principal d'entre eux sur les dépôts campe désormais à 4% - entre juillet 2022 et septembre 2023, pour combattre une inflation record en zone euro. Ces taux "devront donc rester à un niveau élevé pendant une période suffisante", a martelé le banquier central allemand, connu pour ses positions orthodoxes en matière de politique monétaire. Dans la même veine, la présidente de la BCE Christine Lagarde a estimé il y a une semaine qu'un changement sur les taux "n'est pas quelque chose qui se passera dans les prochains trimestres". M. Nagel s'est voulu optimiste sur le fait qu'avoir des taux élevés, dans le but de freiner la demande et calmer la pression sur les prix, ne "signifie pas nécessairement provoquer une récession". La zone euro évitera selon lui un "atterrissage brutal" de l'économie, grâce à des marchés du travail stables robustes, des niveaux d'endettement favorables des entreprises et des ménages et une forte activité d'investissement.

TOUGGOURT

Plusieurs opérations de développement en cours dans la daïra de Mégarine

Plusieurs opérations de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la daïra de Mégarine, dans la wilaya de Touggourt, dans le but de répondre aux attentes de la population et d'améliorer ses conditions de vie, ont indiqué samedi les services de la wilaya.

Ces projets consistent en la réalisation en cours d'un hôpital de 60 lits, lancés fin 2022 pour un délai de 24 mois, le raccordement, pour un investissement d'un (1) milliard DA, de 2090 foyers au réseau d'électrification à la faveur d'un linéaire de 90 km, pour être livré début 2024, ont précisé les mêmes services.

Le programme de développement retenu pour cette daïra prévoit également d'autres opérations portant réhabilitation de la polyclinique de la commune de Sidi Slimane, la réalisation d'un stade de proximité "Mateco" au quartier El-Guebla, la réalisation d'un réseau d'assainissement au niveau des lotissements 600 lots au chef lieu de la daïra, la réalisation d'un mur long de 800 pour la protection des palmeraies de la localité de Herihira, en sus de la réalisation de salles d'extension à l'école primaire "Beriyala Tayeb" de la même localité.

Le wali de Touggourt, Abdelaziz Othmane, a, lors de sa dernière sortie dans la région, appelé au respect des normes et qualité de réalisation des projets, et à œuvrer au rattrapage du retard accusé dans certaines opérations, avant d'assurer, lors d'une rencontre avec des citoyens, que leurs préoccupations sont prises en charge en coordination avec les parties concernées.

INCENDIE D'UN CAMION À ORAN Le bilan porté à 8 morts (source hospitalière)

Le bilan de l'incendie d'un camion survenu lundi dernier dans la commune d'El-Braya (Oran), s'est alourdi à 8 décès, a-t-on appris, samedi, de source hospitalière.

Selon Bahi Yamina, chargée de communication à l'Établissement hospitalier spécialisé des brûlés "Dr Ouahrani Fethi Mustapha", une huitième personne est décédée, vendredi, des suites de ses blessures, alors qu'elle souffrait de brûlures du troisième degré, tandis qu'une autre personne se trouve toujours au niveau du service de réanimation du même établissement hospitalier.

Pour rappel, un incendie s'est déclaré lundi dernier dans un petit camion avec des ouvriers à bord sur la route reliant les communes d'El-Braya et Oued Tlelat, entraînant la mort sur place de cinq personnes, qui ont été carbonisées, et quatre autres ont été brûlées, dont trois sont morts des suites de leurs blessures.

Une enquête préliminaire a été ouverte sur cet incendie et confiée à la brigade de Gendarmerie Nationale de Oued Tlelat pour déterminer les tenants et les aboutissants de cette affaire, et présenter les responsables devant le Parquet de la République près le tribunal de Oued Tlelat, a indiqué un communiqué du Parquet général près la Cour d'Oran.

La même source a souligné qu'"en application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale et dans le but d'informer l'opinion publique, le Parquet général près la Cour d'Oran a appris que, le 13 novembre 2023 à neuf heures trente du matin, un incendie s'est déclaré dans un camion au niveau de la zone d'El-Braya, relevant du tribunal de Oued Tlelat, entraînant la mort de sept personnes qui se trouvaient à bord et deux brûlés actuellement sous traitement".

TRAFIC DE BIENS CULTURELS

Démantèlement d'une bande de trafiquants de pièces archéologiques à Alger et Tipasa

Les éléments de la Gendarmerie Nationale à Alger et Tipasa ont mis un terme aux activités d'une bande constituée de 4 individus, impliqués dans une affaire de trafic de pièces archéologiques, indique samedi un communiqué de ce corps constitué. L'affaire fait suite à l'exploitation, par la

section de recherche de Bir Mourad Raïs, d'informations faisant état d'un groupe d'individus s'adonnant au trafic de pièces archéologiques sur le territoire des wilayas d'Alger et de Tipasa, précise la même source.

L'opération s'est soldée par l'arrestation

des mis en cause et la saisie de 1370 pièces de monnaie remontant au 17^e et 18^e siècles, trois pièces en ivoire, des jumelles, des téléphones mobiles et deux véhicules, a ajouté le communiqué.

L'expertise scientifique effectuée par l'Institut National de Criminalistique et de

Criminologie de Bouchaoui (INCC-GN) a fait ressortir que les pièces saisies étaient authentiques et dataient des 17^e et 18^e siècles. Les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes une fois les procédures légales parachevées.

APS

SOCIÉTÉ CIVILE

Benbraham appelle à la diversification des initiatives pour promouvoir la citoyenneté

Le président de l'Observatoire national de la société civile, Noureddine Benbraham a appelé samedi à Saïda à l'intensification et la diversification des initiatives pour promouvoir la citoyenneté et renforcer la cohésion sociale.

M. Benbraham a insisté, dans une allocution prononcée lors "du forum de la société civile pour le dialogue et la citoyenneté et le développement local", abrité par l'université Dr Moulay Tahar de Saïda, sur la prise de différentes initiatives en faveur du développement, permettant de renforcer la cohésion sociale, de réaliser la solidarité et la prise en charge sociale.

Il a souligné que ces initiatives devraient contribuer à la consécration de la démocratie et offrir des espaces aux jeunes pour développer leur connaissance et leur ouvrir les perspectives dans les différents domaines pour pratiquer et apprendre l'art du leadership.

Le président de l'Observatoire a fait observer que "la justice sociale nécessite de donner la chance au citoyen le plus éloigné, qui habite le dernier point frontalier du pays, afin



d'adhérer au travail associatif et participer au débat".

M. Benbraham a ajouté que "l'amélioration de la performance des acteurs dans la société civile doit passer également par la formation, à travers l'exploitation des nouvelles technologies de l'informa-

tion et de la communication". Dans ce cadre, il a annoncé le lancement dans les deux prochaines semaines de la première plateforme numérique de formation thématique de la société civile, qui sera ouverte à tout le monde sans distinction, soulignant que cette

plateforme numérique contient des vidéos d'experts algériens devant assurer l'encadrement de sessions de coaching à l'étranger, portant sur la manière de gérer les associations et de valoriser les capacités de la société civile.

D'autre part, il a affirmé que "le forum national de la société civile pour le dialogue et le développement local" qui sera organisé au mois de décembre prochain, accueillera plus de 600 associations locales et sera une occasion pour lancer de nouveaux dispositifs au profit de la société civile.

M. Benbraham a saisi l'occasion de cette rencontre dans la wilaya de Saïda pour réaffirmer la solidarité du peuple algérien avec leurs frères palestiniens, qui font face quotidiennement aux agressions barbares de l'entité sioniste qui tue enfants, femmes et vieillards.

AUTOROUTE EST-OUEST

Début des travaux d'entretien des joints de chaussée des ouvrages d'art (ADA)

Des travaux d'entretien et de maintenance des joints de chaussée des ouvrages d'art de l'autoroute Est-ouest ont été lancés samedi à Lakhdaria (Ouest de Bouira), a annoncé l'Algérienne des autoroutes (ADA).

"Il s'agit d'une vaste opération consistant à entretenir les joints de chaussée des ponts et autres ouvrages d'arts sur le long de l'Autoroute Est-ouest", a expliqué à l'APS un responsable à l'ADA, Nacereddine Baghdadi, précisant que les premiers travaux ont été lancés au niveau du pont autoroutier de Lakhdaria sur sa voie menant vers Alger.

A cause de cette opération, les équipes de

l'autoroute Est-ouest recourent à la réservation d'un couloir pour les travaux, tout en laissant ouverte la circulation sur la demivoie restante de l'autoroute menant à Alger, selon les détails fournis par M. Baghdadi.

Il a précisé que ces travaux concerneront également d'autres points de l'Autoroute à Djebahia et à Ain Tork.

"L'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme spécial visant à réhabiliter les joints de chaussée des ouvrages d'art endommagés par le trafic routier, et elle touchera à un certain nombre d'ouvrages d'art prioritaires à Bouira, Lesnam, Lakhdaria

ainsi qu'Ain Defla, et Boumerdès", a souligné le même responsable.

L'ADA présente ses excuses aux usages de l'Autoroute Est-ouest pour tous les désagréments causés, et leur recommande d'être plus vigilants et de respecter le code de la route sur le long de la voie autoroutière.

Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer la sécurité routière, l'ADA a déjà entamé un programme de mise à niveau de la signalisation et de réparation de certains tronçons autoroutiers dégradés, a rappelé M. Baghdadi.

SKIKDA

Relogement de 60 familles dans la commune de Beni Bechir (wilaya)

Soixante (60) familles résidant dans des habitations précaires, au site Guerabaâ, dans la commune de Beni Bechir (Sud de Skikda) ont été relogées, récemment, dans des logements neufs, réalisés dans la même collectivité locale, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Ces familles ont bénéficié de

nouveaux appartements situés dans la cité 300 logements à "El Anabat", dans la commune de Beni Bechir, qui dispose de toutes les commodités (raccordement aux réseaux divers, dont l'eau, électricité et gaz), a précisé la même source, indiquant que l'opération qui s'est déroulée fin de la semaine der-

nière, s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat visant à éliminer l'habitat précaire et à améliorer les conditions de vie des citoyens.

Par ailleurs, l'ensemble des habitations précaires a fait l'objet d'une opération de démolition, ce qui a permis la récupération d'assiettes fon-

cières qui abriteront des projets d'équipements publics, a-t-on souligné.

Cette opération de relogement est la seconde après celle organisée auparavant dans la commune de Ramdane Djamel portant relogement de 50 autres familles habitant dans des habitations précaires.

MÉDÉA

Un mort et neuf blessés dans des accidents de la route (Protection civile)

Une personne est décédée et neuf autres blessées à des degrés divers dans deux accidents de la circulation distincts survenus sur les tronçons de l'autoroute nord-sud desservant les localités d'El-Hamdan et Meudjbeur dans la wilaya de Médéa, a-t-on appris samedi auprès de la Protection civile.

Le premier accident s'est produit la nuit de vendredi à samedi, à Haouch Messaoudi, commune d'El-Hamdan, nord de Médéa, sur un tronçon de l'autoroute nord-sud et

impliquant un véhicule touristique et un camion, a-t-on indiqué.

Le véhicule accidenté a percuté par derrière un camion qui roulait dans le même sens, et un des occupants du véhicule touristique est mort sur le coup, alors que trois autres personnes souffrent de blessures diverses et ont été secourues sur les lieux de l'accident puis évacuées d'urgence vers l'hôpital de Médéa pour recevoir les soins nécessaires. La même source a fait savoir,

par ailleurs, que six personnes ont été grièvement blessées suite à un carambolage survenu en début d'après-midi sur un autre tronçon de l'autoroute nord-sud, au lieu-dit Chaabet-el-Ar, dans la commune de Meudjbeur, au sud de Médéa.

Les blessés ont été pris en charge par les secouristes de la Protection civile qui les ont ensuite évacués vers la polyclinique de la commune voisine de Seghouane, a-t-on signalé.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

1,3 million de décès chaque année dans le monde, selon l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déclaré qu'en plus du nombre de morts, dépassant 1,3 million, 50 millions de personnes supplémentaires sont blessées chaque année sur les routes.

Ce dimanche, 19 novembre, l'ONU célèbre la Journée mondiale du souvenir des victimes des accidents de la route.

Dans son message à l'occasion, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, met en avant une "sombre réalité" : chaque année, il y a 1,3 million de morts et 50 millions de blessés dans les accidents de la route.

Pour le chef de l'ONU, il faut "faire davantage pour éviter ces tragédies totalement évitables".

Guterres ajoute que le Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière, qui en est à sa troisième année, vise à réduire de moitié le nombre de morts sur les routes.

L'initiative vise à renforcer



leurs capacités en accélérant la mise en œuvre des conventions des Nations unies sur la sécurité routière, en sensibilisant et en

mobilisant des ressources pour une plus grande sécurité routière.

Cette année, la Campagne

mondiale pour la sécurité routière a également été lancée, qui devrait toucher 1 000 villes dans 80 pays.

Le secrétaire général mentionne également que le Fonds des Nations unies pour la sécurité routière finance des actions dans les pays à revenu faible et intermédiaire, où se produisent environ 90 % des victimes de la route.

Pour lui, une action urgente reste impérative.

C'est pourquoi, à cette date, il appelle tous les donateurs à augmenter leurs contributions financières et techniques.

"En cette Journée mondiale, unissons nos forces pour rendre les routes plus sûres pour tous, partout", conclut-il.

CLIMAT

L'ONU alerte contre l'augmentation "dramatique" des tempêtes de sable

L'ONU a alerté mercredi contre l'augmentation "dramatique" des tempêtes de sable et de poussière dans le monde, notamment en Asie centrale, une menace pour la santé humaine, conséquence notamment du dérèglement climatique.

"Les tempêtes de sable et de poussière sont un problème sous-estimé dont la fréquence a considérablement augmenté dans certaines régions du monde, 25% au moins du phénomène étant attribué aux activités humaines", a déploré la Convention onusienne contre la désertification (CNULCD) dans un rapport daté de Samarcande en Ouzbékistan, publié mercredi, à deux semaines de l'ouverture de la COP28. Les tempêtes de sable et de poussière vont crescendo depuis quelques années

dans plusieurs régions du monde, dont l'Asie centrale et il n'y a aucune raison d'espérer une amélioration, selon les experts.

Les scientifiques ont déjà établi qu'avec le réchauffement de la planète, les événements extrêmes (tempêtes, sécheresses, incendies, etc...) allaient se multiplier sur toute la planète.

L'ONU a indiqué que plus de 80% de l'Asie centrale est couverte de déserts et de steppes, où le changement climatique et des sécheresses durables constituent des facteurs expliquant la multiplication des tempêtes de sable et de poussière.

Au Tadjikistan voisin de l'Ouzbékistan, la capitale Douchanbé est régulièrement recouverte d'un voile grisâtre, rendant

parfois même invisibles les imposantes montagnes dominant la ville.

"Toutefois, si les tempêtes de sable et de poussière sont exacerbées par les activités humaines, elles peuvent également être réduites par des actions humaines", a relevé le chef de la CNULCD, le Mauritanien Ibrahim Thiaw, évoquant "un phénomène coûteux qui fait des ravages partout".

Dans son rapport, la CNULCD a également mis en garde contre la "menace vitale" représentée par ces phénomènes climatiques, capables d'"aggraver" les maladies respiratoires.

Plusieurs réunions sur le sujet sont prévues jusqu'à vendredi à Samarcande, avant l'ouverture de la COP28 le 30 novembre à Dubaï.

INONDATIONS AU KENYA, EN SOMALIE ET EN ETHIOPIE

Un bilan de 130 morts

Au moins 130 personnes sont mortes en Ethiopie, au Kenya et en Somalie à la suite de fortes pluies qui ont déclenché ce que les agences humanitaires ont décrit comme des inondations qui "ne surviennent qu'une fois tous les 100 ans".

La Somalie a été la plus durement touchée par les crues soudaines qui ont inondé la région de la Corne de l'Afrique.

L'Agence de gestion des catastrophes du pays a déclaré que 51 personnes avaient été tuées à travers le pays et un demi-million de personnes déplacées depuis le début des pluies en octobre.

L'organisation humanitaire Save the Children a déclaré que la ville de Beledweyne, dans le centre de la Somalie, a été complètement submergée après la sortie du fleuve Shabelle de son lit, forçant environ 250 000 personnes à quitter leurs maisons. Au Kenya voisin, la Croix-Rouge a signalé que des centaines de maisons avaient été emportées sur la côte et dans le nord du Kenya, entraînant la mort de plus de 50 personnes et forçant au moins 30 000 personnes à quitter leurs maisons. Les autorités éthiopiennes ont déclaré que les inondations ont fait 30 morts.

INDONÉSIE

Nouvelle arrivée massive de réfugiés rohingyas par la mer

Trois bateaux transportant plus de 500 réfugiés rohingyas sont arrivés dimanche sur les côtes indonésiennes, a indiqué une agence de l'ONU, ce qui porte à plus de 800 le nombre de réfugiés en moins d'une semaine dans la province d'Aceh (nord).

Une première embarcation, qui avait été refoulée jeudi par des habitants de la région avec à son bord 256 personnes, dont 110 femmes et 60 enfants, est arrivée dans le district de Bireuen, dans la province d'Aceh.

"Ils ont été localisés dans différents endroits", a indiqué aux médias Faisal Rahmah, qui collabore avec l'agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), confirmant qu'il s'agit du même bateau repoussé jeudi en mer.

"C'est confirmé car beaucoup de gens avaient été identifiés par des responsables de la sécurité", a-t-il ajouté.



L'embarcation de fortune avait été refoulée par des habitants en colère qui ont renvoyé les passagers à leur errance maritime.

Leur bateau délabré et surchargé était arrivé jeudi au large de la province d'Aceh, mais des villageois avaient refusé de le laisser accoster.

Deux autres bateaux transportant respectivement 239 et

36 réfugiés ont accosté dimanche dans la région de Pidie et dans l'est d'Aceh, a précisé l'agence.

Des milliers de Rohingyas risquent leur vie chaque année lors de longs et coûteux voyages en mer, souvent à bord de bateaux délabrés, pour tenter d'atteindre la Malaisie ou l'Indonésie.

Au total, ce sont plus de 800

réfugiés qui sont arrivés en moins d'une semaine dans cette région d'Aceh, avec un premier décompte de 196 personnes mardi et un autre de 147 le lendemain, selon des responsables locaux.

Les réfugiés, dont la plupart étaient en bonne santé, ont été conduits vers un centre de rétention temporaire en attendant une décision des autorités sur leur sort.

Cette décision doit être prise par "d'autres institutions", a indiqué dimanche Ibrahim Ahmad, un responsable local.

Selon l'UNHCR, plus de 2.000 Rohingyas, dont beaucoup sont réfugiés au Bangladesh, ont tenté en 2022 la difficile traversée vers l'Indonésie ou la Malaisie et 200 sont morts ou portés disparus.

Le Bangladesh abrite environ un million de Rohingyas, dont quelque 750.000 ont fui la Birmanie voisine en 2017.

PHILIPPINES

Six morts et deux disparus après un puissant séisme

Au moins six personnes ont trouvé la mort et deux autres sont portées disparues suite au tremblement de terre de magnitude 6,8 qui a frappé vendredi après-midi le sud des Philippines, a annoncé samedi l'agence philippine en charge des catastrophes.

Edgardo Posadas, directeur du Conseil national de réduction et de gestion des risques de catastrophes (NDRRMC), a déclaré que les détails des décès et des disparitions signalés dans le sud de la région de Mindanao étaient encore en cours de validation.

Il a indiqué qu'au moins 450 personnes dans les zones touchées par le séisme avaient besoin de soins médicaux.

Le séisme offshore, qui s'est produit vendredi à 16h14 heure locale (08h14 GMT), est survenu à un profondeur de 72 kilomètres, à environ 34 km au nord-ouest de la ville de Sarangani dans la province du Davao Occidental.

La secousse a également été ressentie dans plusieurs régions de l'île de Mindanao, endommageant des bâtiments et des maisons.

Des répliques ont continué à être ressenties. La NDRRMC est en train d'évaluer le nombre de victimes et les dégâts causés par le tremblement de terre.

L'archipel des Philippines connaît de fréquentes activités sismiques en raison de sa situation le long de la Ceinture de feu du Pacifique.

INTEMPÉRIES

AU KENYA

Interruption des services de fret au port de Mombasa

La compagnie ferroviaire nationale du Kenya a annoncé dimanche l'interruption des services de fret à destination et en provenance de la ville portuaire de Mombasa, provoquée par de fortes pluies et des glissements de terrain le long de la région côtière.

La Corne de l'Afrique a connu ces dernières semaines des pluies intenses et des crues soudaines liées au phénomène climatique El Nino qui ont fait des dizaines de morts, dont au moins 46 au Kenya.

Kenya Railways a déclaré que les inondations et les glissements de terrain de ces derniers jours avaient causé "un retard inattendu dans l'écoulement des marchandises de Mombasa et de Nairobi et dans leur livraison au port de Mombasa".

"Cela a donc affecté les opérations ferroviaires habituelles, y compris les transferts de marchandises, ainsi que les activités de chargement et de déchargement au port de Mombasa", a souligné Kenya Railways dans un communiqué publié samedi sur X.

En outre, un glissement de terrain sur un tronçon de la ligne ferroviaire de fret reliant Mombasa à Nairobi a entraîné "la fermeture de cet axe à tous les trains de marchandises", a ajouté le communiqué.

Kenya Railways a cependant précisé que les trains de voyageurs circulaient toujours mais qu'il y avait des retards.

Mombasa, la deuxième plus grande ville du pays, et sa ligne de fret ferroviaire desservent non seulement le Kenya, mais également les voisins enclavés de la région, notamment l'Ouganda, le Soudan du Sud et le Rwanda.

L'ONG Save the Children a déclaré jeudi que plus de 100 personnes, dont 16 enfants, étaient mortes et que plus de 700.000 personnes avaient été forcées de quitter leurs maisons dans la Corne de l'Afrique en raison d'inondations soudaines.

Environ 46 personnes sont mortes au Kenya, 32 en Somalie et 33 autres en Ethiopie, a indiqué l'organisation caritative britannique, avertissant que les pluies "ne montraient aucun signe de ralentissement".

Le nombre de personnes déplacées par les fortes pluies et les inondations en Somalie "a presque doublé en une semaine", pour atteindre près de 650.000, a indiqué de son côté l'agence humanitaire de l'ONU, OCHA dans ses derniers chiffres publiés samedi.

APS

BECHAR

Don d'équipements médicaux au profit de zones éparses

Le Croissant rouge algérien a fait don d'équipements et produits médicaux au profit de structures de santé dans des zones éparses de la wilaya de Bechar, a-t-on appris samedi auprès du CRA.

"Les zones éloignées et frontalières du Sud du pays sont prioritaires en ce qui concerne les actions de solidarité et de dotation de leurs structures de santé en équipements et produits médicaux nécessaires, et ce, dans le cadre des efforts menés par le CRA en coordination avec le secteur de la Santé pour améliorer les prestations sanitaires dans ces régions", a déclaré à l'APS la présidente du CRA, Ibtissam Hamlaoui.

A la faveur de cette initiative, la salle de soins de la localité frontalière de Boukais (55 km à l'ouest de Bechar) et celle de Rosf Ettayba (160 km au nord de Bechar) ont bénéficié d'un "important" lot d'équipements et produits médicaux, a-t-elle fait savoir, affirmant que le CRA voudrait apporter une contribution à l'amélioration des conditions de prise en charge médicale des citoyens issus des régions reculées.

Depuis début 2023, plus de 200 opérations et actions de solidarité dont des campagnes de collecte de sang, ont été menées par le comité de wilaya du CRA, a, pour sa part, indiqué son président, Mohamed Alloua, signalant que plus de 60 tonnes d'aides humanitaires ont été collectées auprès des bienfaiteurs et donateurs au profit de la population de Ghaza, martyrisée par l'agression de l'entité sioniste.

Le CRA est présent à Bechar à travers neuf comités de daïra et recense plus de 300 adhérents volontaires, de même qu'il entreprend au quotidien diverses actions de solidarité avec les différentes franges de la société, a-t-il poursuivi.

La présidente du CRA a achevé sa visite de travail de deux jours dans la wilaya en se rendant au Centre de l'enfance assistée pour s'enquérir des conditions de prise en charge des pensionnaires de cette structure qui abrite une trentaine d'enfants.

BISKRA

Caravane médicale au profit des habitants des régions enclavées de la daïra de Zeribet El Oued

Une caravane médicale de solidarité a été lancée mercredi par les associations "Nass El Kheir" de Biskra et "El Amel" d'aide aux cancéreux de la wilaya Bouira au profit des habitants des régions enclavées de la daïra de Zeribet El Oued (Est de Biskra), et ce en collaboration avec l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de la commune Zeribet El Oued.

Selon le directeur de cet établissement de santé, Boualem Chenaf, la caravane doit silloner les régions enclavées et lointaines des communes de Zeribet El Oued, d'El Feidh, de Khenguet Sidi Nadjji et de Mezraïa relevant de cette daïra.

Elle a pour objectif "d'offrir des prestations sanitaires à travers la réalisation de consultations médicales spécialisées en pédiatrie, gynécologie et chirurgie obstétrique, tumeurs cancéreuses, orthopédie, urologie et les maladies du rein en plus de la sensibilisation sur l'importance de la prévention des maladies, notamment le diabète et la tension artérielle", a-t-il précisé.

Il sera procédé également dans le cadre de cette caravane à la réalisation d'analyses médicales et l'orientation des cas de certaines maladies vers les services spécialisés des établissements publics hospitaliers de la wilaya pour recevoir le traitement avec la possibilité de réaliser des interventions chirurgicales pour des malades dans l'établissement public hospitalier Allag Seghir de la commune de Zeribet El Oued, selon la même source.

La caravane de solidarité comprend 14 médecins spécialistes venus des établissements hospitaliers des wilayas de Bouira et d'Alger en plus de staffs médicaux et paramédicaux des établissements publics de santé de proximité de la commune Zeribet El Oued, selon la même source.

Cette caravane de solidarité de 4 jours sera clôturée par l'organisation d'une journée médicale spécialisée sur le diabète à la polyclinique de Zeribet El Oued, a fait savoir la même source.

JOURNÉE MONDIALE DU DIABÈTE
Le ministre de la Santé préside la cérémonie de célébration

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, samedi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), la cérémonie de célébration de la Journée mondiale du diabète sous le thème : "Diabète : l'éducation pour protéger l'avenir".

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Saihi a affirmé que le texte de loi relatif à la prévention et aux risques sanitaires, en cours d'élaboration, permettrait de "définir la responsabilité de chaque secteur dans le domaine de la prévention des maladies et d'améliorer le mode de vie de la population".

Estimant que "toute mesure liée au système de santé qui ne repose pas sur la prévention n'a aucune véritable valeur", M. Saihi a souligné que la prévention est devenue "une nécessité qui nous amène à proposer une loi fixant les missions de tous les acteurs".

Le ministre a également insisté sur "l'impératif de recourir au médecin référent et de revoir le rôle fondamental du médecin généraliste en le généralisant à toutes les wilayas, afin de permettre un dépistage pré-



coc des maladies et la protection des individus avant que leur état ne se complique".

Il a précisé, dans ce sens, que le ministère avait adopté "une stratégie nationale axée sur la prévention et la prise en charge de l'individu, reposant sur l'éducation, la participation de tous les secteurs et l'intensification des rencontres scientifiques". M.

Saihi a mis l'accent, en outre, sur l'importance de l'implication des associations dans le domaine de la prévention, et l'organisation d'ateliers dans tous les établissements hospitaliers, ainsi que la sensibilisation au danger de ces maladies. Pour sa part, le directeur de la prévention au ministère de la Santé, Dr Djamel Fourar, a mis en relief l'importance du volet pré-

vention pour protéger les générations futures des différentes maladies, notamment le diabète, faisant remarquer que cette journée internationale est célébrée dans toutes les wilayas afin de sensibiliser les citoyens aux dangers de cette maladie.

Il a rappelé, en outre, le lancement de campagnes de sensibilisation sur le diabète au niveau des wilayas de Tébessa, Khenchela, et Alger, ainsi que d'autres campagnes sur l'importance d'une nutrition saine dans les établissements scolaires dans la capitale.

A cette occasion, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, M. Nouhou Hamadou a salué les efforts de l'Algérie dans le domaine de la prévention, de la prise en charge des patients, et le développement de la recherche et la disponibilité des médicaments.

LUTTE CONTRE LE CANCER

Volonté politique d'asseoir une approche coordonnée et globale (association)

La mise en place d'une instance nationale de lutte contre le cancer traduit la volonté politique de mettre en place une approche "coordonnée et globale" pour lutter contre cette pathologie, a affirmé samedi à Alger le président de l'Association nationale des pharmaciens algériens (ANPA), Dr Mouadh Tabainet.

"La récente décision des pouvoirs publics de mettre en place une instance nationale de lutte contre le cancer en Algérie traduit la volonté politique de mettre en place une approche coordonnée et globale pour lutter contre cette

pathologie et illustre l'importance accordée à cette problématique", a déclaré le Dr Tabainet, à l'ouverture du 6e sommet sur la pharmacie du cancer.

Il a ajouté que cette initiative "témoigne également de la détermination des autorités publiques à mobiliser les ressources nécessaires pour relever ce défi de la santé publique", tout en insistant sur "l'impératif de la durabilité du financement adéquat pour assurer un traitement de qualité aux malades".

Après avoir rappelé le rôle "clé" du pharmacien dans la chaîne de prise en charge des malades, il a mis en avant la

contribution du spécialiste du médicament s'agissant de "la sécurisation de l'approvisionnement en produits de qualité ainsi que de la promotion des bonnes pratiques pharmaceutiques". Pour sa part, la représentante du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Nassima Belabbès a salué "l'impact positif" du 1er "Plan Cancer" ayant permis de réduire le taux de mortalité en Algérie, la mise en place du Registre national dédié à la lutte contre cette pathologie, ainsi que la multiplication des centres anti-cancer (CAC) à travers le territoire national.

EHU D'ORAN

Trois opérations de transplantation rénale effectuées le weekend

Les services d'urologie et néphrologie de l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) "1er Novembre 1954" d'Oran ont effectué des opérations de transplantation rénales au profit de trois couples donneurs-receveurs, au cours de ce week-end, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de cet établissement.

Deux opérations ont été effectuées vendredi et une autre est prévue pour ce samedi, en présence du président de l'Agence nationale des greffes d'organes (ANG), Pr Hocine Chaouche, a-t-on précisé de même source.

Deux hommes âgés de 38 et 43 ans ont été opérés, vendredi, après avoir reçu des dons d'organes de leurs sœurs, et un troisième patient âgé de 31 de la wilaya de Sidi Bel Abbès sera opéré, samedi, ayant reçu, quant à lui, un don de son père âgé

de 67 ans, a-t-on indiqué. Ces opérations ont été réalisées dans le cadre de l'engagement de l'EHU pour l'amélioration de la prise en charge des malades et trouver des solutions pour les patients qui souffrent de maladies rénales, a-t-on souligné de même source, appelant les citoyens à adopter la culture du don d'organes en mesure de sauver beau coup de vies.

Pour rappel, la transplantation rénale à l'EHUO, qui a connu des arrêts et des perturbations pendant des années, a été relancée en octobre dernier, sous l'égide de l'ANG avec des engagements de pérennité et de régularité.

L'EHUO est le seul établissement qui prend en charge ce type d'interventions dans la wilaya d'Oran et toute la région Ouest du pays.

ORAN

Le secteur de la santé renforcé à partir du premier trimestre 2024

Le secteur de la santé dans la wilaya d'Oran sera renforcé, à partir du premier semestre 2024, par plusieurs infrastructures et équipements, comme l'Institut du cancer et l'hôpital d'El Kerma, a-t-on appris auprès du Directeur de la Santé et de la Population, Hadj Boutouaf.

Les travaux de réalisation de l'Institut du cancer, implanté à Oran, près de l'hôpital des grands brûlés, avoisinent les 75% et la réception est prévue pour le premier semestre 2024, a indiqué M. Boutouaf, dans une déclaration à l'APS.

Cet établissement spécialisé est

scindé en deux parties, la première pour la prise en charge des cancéreux, avec une capacité de 120 lits, et la deuxième dédiée à la recherche scientifique sur le cancer.

Le projet de réalisation de l'Etablissement public hospitalier (EPH) d'El Kerma, avec une capacité de 60 lits, sera réceptionné, quant à lui, dans les mêmes délais, a affirmé M. Boutouaf.

S'agissant des accélérateurs linéaires nécessaires à la radiothérapie, le même responsable a fait savoir que quatre appareils seront réceptionnés avant fin 2024, ajoutant que deux sont

destinés à l'Institut du cancer, alors que les deux autres seront accordés au CHU d'Oran et au centre anti-cancer de Misserghine.

Hadj Boutouaf a rappelé que la wilaya d'Oran a été dotée, au cours de l'année 2023, de plusieurs infrastructures, comme l'hôpital des grands brûlés d'une capacité de 120 lits et l'EPH "Docteur Ferradi" de Gdyl, d'une capacité de 240 lits, en plus de polycliniques au nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" à Misserghine, Belgaid, Oued Tlelat et Hai Bouâama (El Hassi).

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA L'OMS demande l'évacuation de l'hôpital al-Chifa devenu une "zone de mort"

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé avoir mené samedi une mission à l'hôpital al-Chifa de Gaza, occupé par l'armée israélienne, et travailler à un plan d'évacuation de l'établissement qu'elle a décrit comme une "zone de mort".

Selon l'OMS, dont les experts ont passé une heure à l'intérieur de l'immense complexe hospitalier, celui-ci hébergeait encore samedi 25 soignants et 291 patients, dont 32 bébés dans un état critique, 22 patients sous dialyse et deux en soins intensifs. Les membres de la mission ont décrit l'hôpital comme une "zone de mort" où la situation est "désespérée", a rapporté l'OMS dans un communiqué.

"L'OMS et ses partenaires élaborent d'urgence des plans pour l'évacuation immédiate des patients restants, du personnel et de leurs familles", a ajouté l'or-



L'OMS met en garde contre un "risque grave" de propagation des maladies à Gaza

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a mis en garde vendredi contre le "risque grave" de propagation de maladies au sein de la population "épuisée et vulnérable" de la bande de Gaza, victime d'une agression sioniste meurtrière depuis le 7 octobre dernier. "Le manque d'eau,

d'assainissement, d'accès aux soins de santé de base, au carburant et à d'autres nécessités pose un risque grave de maladies commençant à se propager parmi une population déjà épuisée et vulnérable", a indiqué M.

Ghebreyesus, affirmant que les équipes de l'OMS "continueront à travailler en

organisation. "L'équipe a vu un hôpital qui n'était plus en mesure de fonctionner: pas d'eau, pas de nourriture, pas d'électricité, pas de carburant, des fournitures médicales épuisées", a écrit pour sa part sur X (ex-Twitter) le secrétaire général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus.

"Compte tenu de cette situation déplorable et de l'état de nombreux patients, y compris des bébés, le personnel soignant a demandé de l'aide pour évacuer les patients qui ne peuvent plus recevoir de soins vitaux sur place", a-t-il ajouté.

étroite collaboration pour servir la population de Gaza au mieux de nos capacités". Il a affirmé que l'Organisation mondiale de la santé et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) "continuent d'appeler à la protection de la santé et des civils, et surtout à un cessez-le-feu".

MOZAMBIQUE 150 morts en deux mois à cause du choléra (porte-parole)

Au moins 150 personnes sont mortes du choléra au cours des deux derniers mois au Mozambique, dont la majorité dans le centre et le nord du pays, ont déclaré les autorités mozambicaines.

La plupart des victimes de cette épidémie se trouvent dans le district de Gile, dans la province centrale de Zambézie, a indiqué aux journalistes le porte-parole du conseil des mi-

nistres, Filimao Suaze, après une réunion du gouvernement mardi dans la capitale mozambicaine, Maputo.

Il a précisé que du 14 septembre au 13 novembre, un total de 36.930 cas de choléra avaient été enregistrés dans le pays.

"Il faut également noter qu'on dénombre un total de 150 décès pour un taux de mortalité qui s'élève donc à 0,4%", a fait

savoir M. Suaze. Le Mozambique a enregistré 70 cas de choléra au cours des dernières 24 heures, dont 62 ont été hospitalisés, a poursuivi le porte-parole.

En outre, 505 nouveaux cas ont été signalés sur les sept derniers jours sans que de nouvelles victimes soient à déplorer, a-t-il ajouté.

Le conseil des ministres a décidé d'envoyer des équipes

dans les provinces du centre et du nord du pays afin d'évaluer les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra, associées au début de la saison des pluies.

Au cours de la dernière saison des pluies, de novembre 2022 à mai 2023, le choléra a touché plus de 30.000 personnes au Mozambique et fait au moins 141 morts, selon les données du ministère de la Santé.

ONU Une scientifique avertit contre les risques d'une mauvaise utilisation des antibiotiques

Une mauvaise utilisation des antibiotiques pour soigner certaines infections "dangereuse", indique une chercheuse.

Ce samedi, 18 novembre marque le début de la Semaine mondiale de sensibilisation à la résistance aux antimicrobiens (RAM), visant à réduire l'émergence et la propagation des infections pharmacorésistantes.

La chercheuse brésilienne Margareth Dalcolmo a déclaré à l'occasion que "l'utilisation aveugle de ces médicaments, souvent inutiles, pour traiter les infections virales, la grippe et le rhume, les processus allergiques ne fait rien pour guérir la maladie ou contrôler ce problème qui nous inquiète tant".

Elle a estimé qu'"en raison de la résistance, les médicaments deviennent inefficaces et les infections deviennent difficiles, voire impossibles, à traiter, augmentant ainsi le risque de propagation de la maladie et de décès".

Selon Margareth Dalcolmo, le développement de nouveaux antibiotiques est un processus lent qui doit être accompagné de mesures strictes de distribution: "Sans doute, compte tenu du temps qui s'écoule entre la découverte d'une molécule et le moment où ce médicament devient une réalité disponible pour être prescrit par les médecins ou éventuellement utilisé par tous, cela prend beaucoup de temps, souvent plus de dix ans, c'est pourquoi nous recommandons fortement une plus grande rigueur et une plus grande discrétion dans la prescription et l'utilisation des antimicrobiens et de tous les antibiotiques en général".

La Semaine mondiale se déroule jusqu'au 24 du mois en cours et a pour thème "Prévenir ensemble la résistance aux antimicrobiens".

CHOLÉRA AU ZIMBABWE Etat d'urgence dans la capitale Harare

Harare, la capitale du Zimbabwe, a été déclarée en état d'urgence en raison d'une résurgence de choléra, qui a déjà fait 51 morts confirmés, infecté plus de 7.000 personnes dans le pays et continue de se propager, a annoncé vendredi son maire.

Ian Makone a jugé la "situation actuelle alarmante", au vu du nombre de cas confirmés dans la plupart des quartiers de la capitale, reconnaissant que la principale cause est l'absence d'eau potable.

"Nous avons déclaré l'état d'urgence, car la situation est désormais très grave.

La maladie se propage dans toute la ville", a-t-il expliqué à la presse.

Ce jour, douze décès ont été comptabilisés officiellement à Harare.

Plus de 7.000 cas de choléra présumés et près de 150 morts possiblement liés, dont 51 confirmés par des tests en laboratoire, ont jusqu'ici été recensés par les autorités du pays enclavé d'Afrique australe. Celles-ci sont en alerte, craignant une hécatombe comme en 2008, lorsque le choléra y avait fait des milliers de morts.

"Les gens ont creusé des puits à proximité de latrines à fosse, en particulier dans les quartiers en plein essor et les autres banlieues qui n'ont pas d'eau courante.

Ce qui signifie que leur eau potable est contaminée", a expliqué M. Makone.

La mairie, le ministère de la Santé et des ONG ont uni leurs forces pour doubler l'approvisionnement en eau dans les zones touchées, a indiqué le maire.

Selon un rapport du ministère de la Santé publié jeudi soir, 157 personnes sont actuellement hospitalisées dans le pays, dont seize à Harare.

Et l'épidémie s'est étendue à plus de 17 districts traditionnellement touchés par le choléra dans le pays.

Infection diarrhéique aiguë provoquée par l'absorption d'aliments ou d'eau contaminés par une bactérie, le choléra est en forte recrudescence sur le continent, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

CLIMAT La chaleur extrême risque de tuer cinq fois plus d'humains d'ici 2050 (rapport)

Près de cinq fois plus de personnes risquent de mourir sous l'effet de la chaleur extrême sur Terre dans les prochaines décennies, alertent des experts internationaux dans un rapport publié mercredi, avertissant que "la santé de l'humanité est en grave danger" si rien n'est fait contre le changement climatique.

Dans le scénario d'un réchauffement planétaire de 2 Celsius d'ici la fin du siècle (il est actuellement en voie d'atteindre 2,7 C d'ici 2100), les décès annuels liés à la chaleur devraient augmenter de 370% d'ici 2050, soit une multiplication par 4,7, selon l'édition 2023 d'un document de référence publié tous les ans par la revue médicale The Lancet.

Et la chaleur fatale n'est qu'une des menaces pour la santé humaine découlant de l'usage croissant des combustibles fossiles, confirme ce "compte à rebours sur la santé et le changement climatique" à quelques semaines de la conférence internationale sur le climat (COP28) de Dubaï, où, pour la première fois, une journée sera dédiée à la santé, le 3 décembre. Des sécheresses plus fréquentes exposant des millions de personnes au risque de mourir de faim, des moustiques voyageant plus loin et transportant des maladies infectieuses, des systèmes de santé peinant à faire face au fardeau figurent dans les autres dangers évoqués dans ce rapport, qui présente 47 indicateurs.

Malgré des appels toujours plus pressants à une action mondiale, les émissions de carbone liées à l'énergie ont atteint de nouveaux sommets l'an passé, déplorent les auteurs du rapport, qui épinglent les gouvernements, entreprises et banques qui subventionnent et

investissent encore massivement dans les combustibles fossiles alimentant le réchauffement planétaire. En 2022, les habitants du monde entier ont été exposés, en moyenne, à 86 jours de températures potentiellement mortelles, selon le "compte à rebours" du Lancet. Et le nombre de personnes de plus de 65 ans décédées à cause de la chaleur a bondi de 85% entre 1991-2000 et 2013-2022, estime ce rapport. Ces estimations interviennent alors que 2023 s'annonce comme l'année la plus chaude de l'histoire de l'humanité: l'Observatoire européen du climat a déclaré que le mois dernier avait été le mois d'octobre le plus chaud jamais enregistré.

"Les effets observés actuellement pourraient n'être qu'un symptôme précoce d'un avenir très dangereux", a déclaré à des journalistes Marina Romanello, directrice exécutive du r rapport. Dans le scénario d'un réchauffement de 2 C d'ici 2100, l'impact sur la santé humaine dépasserait la surmortalité.

Environ 520 millions de personnes supplémentaires se retrouveraient en insécurité alimentaire modérée ou grave d'ici le milieu du siècle, selon les projections publiées par le Lancet. Et les maladies infectieuses propagées par les moustiques continueraient à se répandre dans de nouvelles zones.

La transmission de la dengue pourrait ainsi bondir de 36%.

Face à ces multiples impacts du changement climatique, plus d'un quart des villes étudiées par les chercheurs a exprimé la crainte de systèmes de santé débordés.

"Nous affrontons crise sur crise", a confié aux auteurs du rapport Georgiana Gordon-Strachan, dont le pays natal, la Jamaïque, tra-

verse une épidémie de dengue. Et de souligner que "les habitants des pays les plus pauvres, souvent moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, payent le prix des impacts sur la santé, mais ont moins de capacités financières et techniques de s'adapter à des tempêtes mortelles, des mers qui montent ou des sécheresses dévastatrices, aggravées par le réchauffement mondial".

Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, qui ne cesse d'alerter sur le changement climatique, a répondu au rapport en jugeant que "l'humanité est confrontée à un futur insupportable".

"Nous voyons déjà la catastrophe pour la santé et la vie de milliards d'humains dans le monde, mis en danger par des chaleurs records, des sécheresses dévastatrices pour les récoltes, des famines croissantes, des flambées grandissantes de maladies infectieuses, des tempêtes et inondations meurtrières", a-t-il pointé dans un communiqué.

Dann Mitchell, titulaire de la chaire sur les risques climatiques à l'université britannique de Bristol, a déploré auprès du Science Media Center que les avertissements sanitaires "déjà catastrophiques" sur le changement climatique ne l'aient "pas réussi à convaincre les gouvernements de réduire suffisamment les émissions de carbone pour respecter le premier objectif de l'accord de Paris, soit +1,5 C".

Pour Marina Romanello, sans réels progrès contre le changement climatique et les émissions, "l'accent croissant sur la santé dans les négociations sur le climat risque de se limiter à des mots creux".

LE HENNÉ, UNE POUDRE AUX MULTIPLES FACETTES

On connaît le henné surtout pour les reflets qu'il donne à la chevelure et pour les tatouages. Moins pour son côté « soin » des cheveux et des peaux grasses...

Avant d'être une poudre, le henné est un arbuste qui ressemble à un buisson, et dont les petites feuilles vertes sont très riches en molécules actives. Ce sont elles qui teignent les cheveux ou la peau en rouge auburn. Dans la tradition orientale, ce végétal, cultivé notamment au Maghreb, a une charge symbolique importante. Il est ainsi utilisé pour tatouer les mains et les pieds des jeunes mariées. Et au hammam, il s'emploie en cataplasme pour adoucir la peau. Ce sont les femmes égyptiennes qui, les premières, l'ont intégré dans leurs rituels de beauté. Le produit est apparu en France au XIX^e siècle, pour les premières colorations capillaires. Il existe aujourd'hui différentes poudres sous cette appellation.

Attention à la qualité du produit !

Tous les hennés protègent les cheveux, grâce à une action gélifiante. Ils sont également purifiants lorsqu'ils sont appliqués sur la peau. Mais, seul celui qui est appelé « naturel » apporte les fameux reflets rouges. Leur qualité peut également être aléatoire. « Certains sont ainsi coupés avec de la poudre de fer, des sels d'aluminium ou de plomb, sans que cela ne soit mentionné sur l'emballage, ce qui altère bien sûr la qualité du produit », précise Anna Grandjean. D'où l'intérêt de privilégier les marques reconnues pour profiter pleinement des bienfaits de cette plante. Mieux vaut éviter de l'acheter sur les marchés, par exemple. Idem pour les tatouages pratiqués sur les lieux de vacances : abstenez-vous si la couleur est noire, car la poudre de henné a sans doute été mélangée à un colorant très allergisant et dangereux pour la peau.

Un colorant tout doux

Le henné naturel contient une molécule colorante, baptisée lawsone. C'est grâce à elle que la chevelure peut prendre de doux reflets acajou sans s'abîmer. Au contraire des colorations permanentes qui rentrent dans la fibre, ouvrent les écailles et déposent leurs pigments à l'intérieur, le henné se superpose sur les longueurs sans en altérer la matière. Et il tient jusqu'à un mois et demi » poursuit Anna Grandjean. Ce qui explique que la coloration traditionnelle ne tient pas sur une coloration au henné, qui doit donc être faite sur une chevelure vierge. Si vous souhaitez camoufler vos cheveux blancs, Anna Grandjean recommande de faire au préalable un henné naturel, qui couvre parfaitement tous les « fils argentés ». Puis, dans un second temps, d'appliquer un henné neutre coloré (Cassia italica, mélange à des pigments).



Car, le henné châtain ou blond ne masque pas complètement les cheveux blancs : ceux-ci restent visibles en transparence.

Une action purifiante

Le henné est aussi un très bon soin capillaire. Pour profiter de ses bienfaits sans avoir d'action colorante, il faut choisir du henné neutre, issu de la plante Cassia italica. « Il est riche en tanins qui viennent se

fixer sur la kératine de la chevelure et épaissir le diamètre du cheveu. C'est pourquoi il apporte du corps ainsi que du volume aux cheveux fins. Il contient aussi des flavonoïdes qui renforcent la structure de la fibre et la protègent des méfaits des radicaux libres » poursuit Anna Grandjean. Son action est également purifiante en absorbant l'excès de sébum, ainsi au niveau du cuir cheveu que sur la peau.

Différentes associations possibles avec le henné

La recette de base : ajouter 330 ml d'eau tempérée avec 100g de poudre de henné naturel et laisser reposer quelques heures. On applique ensuite la préparation avec un temps de pause d'une à deux heures, en fonction de l'intensité souhaitée.

En cas de cheveux secs ou déshydratés : remplacer l'eau par une cuillère à café d'huile végétale d'amande douce (ou de ka-

riti ou de coco) pour un mélange de henné ou un yaourt entier.

Pour des reflets plus prononcés : ajouter le jus d'un citron à la préparation initiale.

Pour un effet plus nuancé : verser une demi-tasse de thé noir en plus dans la recette.

Pour obtenir plus de volume : compléter le mélange de base avec un verre de bière moussée.

Recette de l'autobronzant au henné

Versez de l'eau chaude sur 150 g de henné naturel jusqu'à ce que vous obteniez une pâte un peu élastique, facile à étaler. Laissez reposer une heure le mélange ou toute la nuit si vous pouvez, au réfrigérateur. Déposez ensuite la pâte sur l'ensemble du corps avec une spatule. Puis, attendez 3 minutes avec une peau claire et jusqu'à 5 sur une carnation plus mate avant de rincer abondamment dans la douche.

CANCER : DES TATOUAGES AU HENNÉ POUR MIEUX SUPPORTER LA CHIMIO



Une association canadienne propose aux femmes ayant perdu leurs cheveux des suites de la chimiothérapie de leur faire une couronne de henné. Les chimiothérapies anticancéreuses peuvent bloquer l'activité des cellules-souches du cheveu et provoquer sa chute. Pour beaucoup de patientes, cet effet secondaire du traitement anticancéreux est un moment pénible à surmonter. Avec la perte des cheveux, les femmes se voient comme dépossédées d'une partie de leur féminité. Elles peuvent le vivre comme un handicap au quotidien. Pour aider les femmes à passer ce cap, une association

canadienne d'artistes-tatoueurs, Henna Heals ("le henné guérit"), dessine des tatouages au henné sur le crâne nu des patientes. Une idée originale moins connue que les perles et les foulards, trop associés à la maladie. "Le henné est un véritable coup de pouce vers la guérison", explique Frances Darwin, fondatrice de Henna Heals. Les photos visibles sur le site de l'association <http://www.hennaheals.ca/> montre les femmes coiffées de ces œuvres d'art. Les femmes peuvent facilement changer de tête une fois la chimio terminée : la couronne de henné ne dure que

deux semaines. Le coût du tatouage est de 100 dollars (environ 72 euros). 10% des bénéfices sont reversés à une association qui finance ces tatouages pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se l'offrir. Les initiatives touchantes de soutien aux femmes atteintes de cancer se multiplient. Récemment des femmes sud-africaines ont ému la "toile en rasant leur chevelure en signe d'amitié pour leur amie atteinte d'un cancer du sein. Vous avez subi une chimiothérapie et perdu vos cheveux ? Partagez cette expérience avec d'autres femmes sur notre forum.

Minceur : pourquoi il ne faut pas faire ses courses quand on a faim



Vous arrive-t-il d'aller au supermarché alors que votre estomac crie famine ? Grave erreur ! Cette fâcheuse habitude vous pousserait à acheter compulsivement des produits plus sucrés.

Si vous voulez éviter les grignotages intempestifs et les kilos superflus, évitez d'aller faire vos courses l'estomac vide. Des chercheurs américains de l'Université de Cornell journal dans un article du *Journal for the American Medical Association* ce qu'on avait déjà constaté dans les rayons alimentaires : quand nous avons faim, il nous est plus difficile de faire des choix alimentaires raisonnables et de résister à l'appel des produits sucrés.

Pour le vérifier les chercheurs ont fait appel à 68 volontaires à qui ils ont demandé de ne rien manger pendant cinq heures. Ils ont ensuite été divisés en deux groupes. Un premier groupe a pu manger des biscuits salés pour couper leur faim tandis que le second n'était toujours pas autorisé à manger. Ensuite on leur a demandé d'aller sur le site Internet d'un supermarché pour faire des courses alimentaires. Sans surprise, le second groupe a acheté en moyenne plus de produits riches en calories que le premier groupe qui avait calmé sa faim.

Prenez vos courses de préférence après manger

Dans une seconde expérience, les chercheurs ont comparé le contenu des achats alimentaires de consommateurs allant au supermarché entre 13 et 16 heures et de ceux faisant leurs courses entre 16 et 19h. Ces derniers se sont rebattus sur plus de produits riches en sucres et en gras que les premiers qui ont fait leur course après le déjeuner.

Morale, pour rester mince, faites plutôt vos courses quand vous êtes rassasiés après le déjeuner.

Morale, pour rester mince, faites plutôt vos courses quand vous êtes rassasiés après le déjeuner.

MÊME SANS ANTÉCÉDENT CARDIAQUE

On surveille son cholestérol !

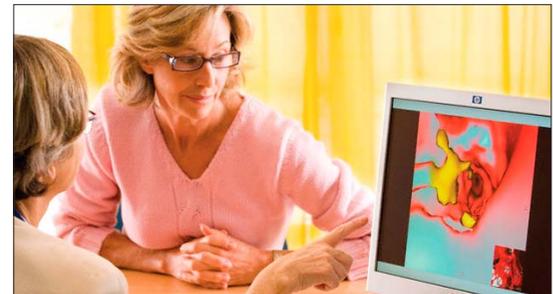
Ce n'est pas parce qu'on n'a jamais souffert d'une pathologie cardiaque qu'il ne faut pas surveiller son cholestérol, particulièrement si son taux de mauvais cholestérol est élevé. Inutile de recourir aux médicaments, c'est avant tout son mode de vie qu'il faut changer.

Pour la majorité des personnes qui n'ont ni infarctus, ni AVC, mais dont le taux de LDL-cholestérol est élevé, la prévention vise avant tout à retarder l'apparition des complications de l'athérosclérose. Pour cela, la priorité est claire : adopter les mesures hygiéno-diététiques qui ont fait la preuve de leur efficacité. Les études l'attestent ne manquent pas. Ainsi l'étude qui a suivi pendant 11 ans 20 000 personnes (sous-groupe étude EPIC) a montré que chez les sujets qui combinaient 4 facteurs protecteurs (pas de tabagisme, ni de sédentarité, consommation modérée d'alcool et un régime de type méditerranéen), la mortalité est 4 fois inférieure. Autrement dit : le cholestérol n'explique pas tout.

« Les maladies cardiovasculaires sont d'abord des maladies du mode de vie et non la conséquence d'une simple anomalie biologique sauf en cas d'hypercholestérolémie familiale, ce qui est rare », précise le professeur Claude Le Feuvre, président de la Fédération française de cardiologie.

Mangez mieux et bougez, c'est efficace

Sous ce nom toujours un peu rabat-joie de « mesures hygiéno-diététiques », les cardiologues veulent parler de trois éléments importants : améliorer sa façon de se nourrir (voir encadré), ce qui va contribuer à réduire un éventuel excès de poids, lutter



contre la sédentarité en marchant régulièrement, réduire sa consommation d'alcool et de tabac. En effet, ces mesures agissent non seulement sur le mauvais cholestérol mais aussi sur l'hypertension artérielle, le diabète de type 2. Certes plus difficile car il faut s'y tenir, ces mesures sont au moins aussi efficaces que la prise de médicaments contre le cholestérol, l'HFA ou le diabète et qui s'expliquent ! « Le tabac favorise la réaction oxydative de la paroi artérielle qui se traduit par une exagération de la réponse inflammatoire locale », précise le professeur T'edgui. Quant à l'hypertension, elle favorise aussi l'inflammation vasculaire et l'accumulation du LDL-cholestérol

dans les artères d'où l'intérêt de l'exercice physique quotidien qui contribue à réduire la pression artérielle. En modifiant ainsi son mode de vie, il est possible de réduire de 15%, voire plus, son taux de mauvais cholestérol sans prendre de médicament.

Que changer dans son alimentation quand on a trop de cholestérol ?

Plus que des aliments riches en cholestérol, le jaune d'œuf ou la cervelle, c'est surtout des graisses animales dont il faut se méfier. C'est là que le foie puise les acides gras qui servent à fabriquer le LDL-Cholestérol. » En pratique, les conseils diététiques

sont assez simples à suivre. Il est inutile de se restreindre en l'absence de surpoids : manger à sa faim, prendre 3 repas par jour, éviter les boissons sucrées et ne pas dépasser 2 verres de vin par jour. Pour le reste, privilégier les aliments riches en acides gras essentiels (huile d'olive, de colza, les poissons gras, les noix, noix-sèches et autres amandes, etc.) sans excès, préférer le jambon blanc et les viandes maigres (poulet, dinde sans la peau) et limiter sa consommation d'œufs à 2 ou 4 par semaine. En modifiant son alimentation et son mode de vie, il est possible de réduire de 15%, voire plus, son taux de mauvais cholestérol sans avoir besoin de médicament.

Pourquoi faut-il le contrôler ?

Le cholestérol fait partie des graisses indispensables à la vie. Mais, en excès, il fait courir des risques de maladie cardiovasculaire (Infarctus, etc.), surtout après 40 ans. Pourquoi faut-il le contrôler ? Y a-t-il des personnes à risque ?

Qui est concerné ?

Tout le monde doit être vigilant. En moyenne 20 à 30% de la population serait concerné par une hypercholestérolémie. Attention, vous pouvez avoir la "ligne haricot" et un taux élevé de mauvais cholestérol ! L'excès de cholestérol touche plus particulièrement les hommes de plus de 45 ans et les femmes de plus de 55 ans. Les personnes dont les parents ou frères et sœurs ont du cholestérol. Si vous êtes diabétique, hypertendu, obèse ou fumeur, il convient de surveiller plus attentivement votre taux de cholestérol, de même si vous prenez la pilule.

Quand réaliser un contrôle ?

Le rythme de surveillance varie d'une personne à l'autre en fonction de son histoire fa-

miliale. En général, surveiller votre taux de cholestérol dès l'âge de 25 ans. Effectuez ensuite des contrôles tous les 5 ans (tous les 3 ans pour les personnes âgées).

S'il y a des antécédents d'hypercholestérolémie importante dans votre famille, vous pouvez faire dépister vos enfants dès l'âge de 5 ans. Si vous prenez la pilule, votre taux de cholestérol a été dosé avant le début de la contraception et contrôlé 3 mois et un an plus tard. S'il est normal, un contrôle tous les 2 ans est suffisant. Il doit être accompagné du dosage des triglycérides, d'autres graisses provenant des sucres et de l'alcool.

Comment se passe l'examen ?

L'analyse biologique se fait en général en laboratoire. La prise de sang s'effectue à jeun. On mesure directement le cholestérol total, le bon cholestérol, les triglycérides. Le mauvais cholestérol est calculé par une formule complexe, mais le résultat n'est valable que si les triglycérides ne dépassent pas 4g/l (normalement inférieurs à 1,3g/l). Il existe aussi un test à domicile. Recueil-

lez une goutte de sang au bout de votre doigt, à n'importe quelle heure de la journée, sans vous être imposé au préalable de restriction alimentaire. Le résultat est disponible en 10 minutes, mais il est moins précis qu'une analyse en laboratoire. Nous vous le conseillons essentiellement comme signe d'alerte.

Comment analyser les chiffres ?

Il existe deux types de cholestérol. Le bon cholestérol LDL et le mauvais cholestérol HDL. Sans facteur de risque, un bon taux de cholestérol se caractérise par un taux global de cholestérol en dessous de 2g/l, un taux de LDL supérieur à 0,43g/l et un taux de LDL en dessous de 1,6g/l.

Si vous avez des risques vasculaires supplémentaires (tabac, alcool, hypertension, surpoids, hérédité, infarctus...), les limites sont encore plus sévères. Avec un facteur de risque, on conseille un cholestérol total de 1,8g/l et un LDL de 1,3g/l. Avec deux facteurs de risque ou plus, ils nécessitent d'être maintenus encore plus bas : 1,6g/l et 0,7g/l.

12E CONGRÈS DE L'OUSA Appel à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la promotion du mouvement syndical africain

Les participants au 12e congrès de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) ont appelé, samedi à Alger, à l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour promouvoir le mouvement syndical africain et être au diapason des avancées technologiques dans le marché du travail.

A ce propos, M. Francis Atwoli, président de l'OUSA a précisé que les avancées technologiques que connaît le marché de l'emploi nécessitent l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour la promotion du mouvement syndical africain en vue de "renforcer les acquis des travailleurs et de protéger leurs droits, tout en leur assurant un climat favorable au travail".

Il a également mis en avant l'importance de la formation continue pour le travailleur africain afin qu'il soit au diapason des nouveautés du marché du travail, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, du e-commerce et de l'économie numérique.

Saluant les efforts de l'Algérie en matière de promotion du mouvement syndical africain et son attachement à faire réussir les congrès africains, le président de l'OUSA s'est félicité des démarches algériennes visant le développe-

ment du Continent et la réalisation de l'intégration africaine à travers "le financement de projets et la préservation de sa souveraineté face aux défis internationaux". Pour sa part, le SG de l'OUSA, Arezki Mezhoud a rappelé les mesures prises par l'Algérie à l'effet de promouvoir l'action syndicale et de consolider les acquis des travailleurs, en garantissant un climat de travail favorable, la protection contre les conflits collectifs en milieu professionnel.

M. Mezhoud a appelé aussi à l'amélioration de la performance du travailleur africain pour être au diapason des derniers progrès survenus sur le marché international du travail. Dans son intervention, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takkdjout a mis l'accent sur l'importance de "la consolidation du dialogue avec le partenaire social dans le cadre des lois, l'objectif étant la préservation des acquis réalisés en termes d'amélioration des conditions socio-professionnelles des travailleurs et de promotion des libertés syndicales".

A noter que l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) a remis au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune une distinction honorifique pour son haut patronage des travaux de ce congrès, en reconnaissance de ses efforts pour la promotion du dialogue social et l'amélioration des conditions des travailleurs.

Le président de l'OUSA a remis cette distinction honorifique au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb. Tenus sous le haut patronage du Président de la République, les travaux du 12e congrès de l'OUSA ont vu la participation de plus de 100 délégués syndicaux de près de 50 pays, outre des personnalités syndicales internationales.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Accord pour le déploiement d'une force de la SADC dans l'est du pays

La République démocratique du Congo (RDC) a procédé à la signature de l'accord portant sur le déploiement d'une force de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) dans l'est du pays, rapportent samedi des médias citant des autorités. Le président congolais, Félix-Antoine Tshise-

kedi a présidé vendredi la cérémonie de signature par la partie congolaise, de l'Accord portant statut de la force de la SADC qui va être déployée "dans les jours à venir" en RDC, indique la Présidence congolaise sur la plateforme x. "Le gouvernement congolais s'engage ainsi à mettre à la disposition de cette force, les facilités diplo-

matiques liées à ce type d'intervention. Cet accord définit l'objet de la mission de force régionale. Celle-ci va être déployée pour appuyer l'armée congolaise à combattre et éradiquer le M23 et d'autres groupes armés qui continuent de perturber la paix et la sécurité en RDC", a déclaré le ministre congolais des Affaires

étrangères, Christophe Lutundula. Les chefs d'Etat de la SADC étaient réunis le 4 novembre à Luanda (Angola) dans un sommet extraordinaire pour évoquer la situation dans l'est de la RDC, depuis la résurgence de la rébellion du M23. Lors de cette rencontre, il a été décidé l'envoi d'une force régionale de la SADC.

Des militants lancent une mission d'observation électorale

Des militants de la société civile congolaise ont annoncé vendredi à Kinshasa une mission d'observation électorale autofinancée, disant craindre des fraudes lors de la présidentielle du 20 décembre prochain.

Des élections législatives, provinciales et municipales sont prévues le même jour que la présidentielle, à laquelle le chef de l'Etat sortant, Félix Tshisekedi, est candidat à un second mandat de cinq ans. Au cours d'une conférence de presse, Mino Bo-

pomi, le chef de cette nouvelle mission électorale citoyenne baptisée "Kapita", a précisé qu'au moins 1.300 observateurs seraient déployés pour surveiller 19.000 bureaux de vote à travers le pays. Ce nombre représente 26% du nombre total de bureaux. L'objectif est d'avoir un "décompte parallèle" le jour du scrutin, a-t-il expliqué. Selon lui, de nombreux problèmes dans le processus électoral sont susceptibles de "favoriser la fraude". Cela va, entre autres, des noms

dupliqués sur les listes électorales jusqu'aux électeurs obligés de payer pour s'inscrire sur ces listes, a-t-il dit. Le jour des élections, les bénévoles de Kapita prendront des photos des résultats affichés dans les bureaux de vote et les centraliseront dans une application. Maud-Salomé Ekila, une autre organisatrice de Kapita, a souligné que cette initiative serait autofinancée, les observateurs citoyens n'ayant besoin que d'un téléphone pour prendre des photos des résultats.

SÉNÉGAL

Le Sénégal n'a pas violé les droits de l'opposant Sonko (Tribunal de la Cedeao)

La Cour de justice de la Cedeao a jugé vendredi que l'Etat sénégalais n'avait pas violé les droits de l'opposant emprisonné Ousmane Sonko, une décision qui compromet ses chances de participer à l'élection présidentielle de 2024. "Le Sénégal n'a violé aucun de ses droits", a affirmé la Cour de justice de la Communauté économique des Etats

d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) à Abuja, la capitale nigériane. Cette décision intervient le jour où à Dakar, la Cour Suprême doit statuer sur la réintégration d'Ousmane Sonko sur les listes électorales en vue du scrutin de 2024. Sonko et l'Etat sénégalais sont en conflit depuis plus de deux ans, l'opposant accusant les autorités de vouloir l'empêcher de se

présenter à l'élection présidentielle de 2024. Le mois dernier, le tribunal de Ziguinchor, la ville dont Sonko est maire depuis 2022, avait annulé la radiation de l'opposant des listes électorales. L'Etat a fait appel de cette décision. M. Sonko, 49 ans, a été condamné à deux ans de prison ferme le 1er juin 2023 dans une affaire de

moeurs. Il a été écroué fin juillet sous d'autres chefs d'inculpation, dont appel à l'insurrection, association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste et atteinte à la sûreté de l'Etat. Sa condamnation en juin a provoqué des émeutes qui ont fait 16 morts selon le gouvernement et une trentaine selon le parti de Sonko.

PRÉSIDENTIELLE AU LIBERIA Weah reconnaît sa défaite et félicite le vainqueur Joseph Boakai

Le président sortant du Liberia, George Weah, a reconnu sa défaite à l'élection présidentielle de mardi et félicité l'opposant Joseph Boakai, dont la victoire s'est confirmée samedi avec de nouveaux chiffres de la commission électorale. L'issue démocratique de ce scrutin rompt avec les coups d'Etat survenus ces derniers mois dans la région.

"Ce soir, le CDC (le parti de M. Weah) a perdu l'élection mais le Liberia a gagné. C'est le temps de l'élégance dans la défaite", a déclaré M. Weah, ancienne gloire du football élue en 2017, dans un discours vendredi soir sur la radio publique.

"J'ai parlé au président élu Joseph Boakai pour le féliciter pour sa victoire", a dit M. Weah. Les résultats publiés samedi par la commission électorale, représentant 99,98% des bureaux, donnaient 50,64% à M. Boakai, 78 ans, et 49,36% à M. Weah qui augmente légèrement son score.

Ce dernier avait toutefois reconnu vendredi soir ne pas pouvoir rattraper son retard. Les chiffres publiés vendredi par la commission électorale, représentant plus de 99% des bureaux, accordaient 50,89% à M. Boakai contre 49,11% à M. Weah. M. Boakai bénéficiait samedi d'un peu plus de 20.000 voix d'avance. Environ 2,4 millions de Libériens étaient appelés aux urnes mardi et la participation a dépassé les 65% selon les chiffres publiés sur le site de la commission électorale.

SOUDAN L'ONU s'inquiète des meurtres interethniques au Darfour

L'organisation des Nations unies a fait part de ses inquiétudes quant aux violences interethniques au Darfour, au Soudan, appelant à des "enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales".

Le bureau des droits de l'homme des Nations unies a déclaré, vendredi, que les informations préliminaires obtenues auprès des survivants et des témoins suggèrent que les civils de Masalit "ont subi six jours de terreur" au début du mois.

Le 5 novembre, "66 hommes Masalit avaient été sommairement exécutés lors de trois incidents distincts", selon l'ONU. "Certaines des victimes ont été sommairement exécutées ou brûlées vives", a affirmé le porte-parole Jeremy Laurence aux journalistes à Genève.

Entre mai et juin derniers, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants Masalit, dont le gouverneur du Darfour occidental, ont été tués, a-t-il rappelé. "Toutes les violations doivent cesser immédiatement et les responsables doivent être traduits en justice à l'issue d'enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales", a déclaré Laurence. Ces attaques surviennent au milieu d'une guerre qui fait rage au Soudan depuis le 15 avril. Jusqu'à présent, plus de 10 400 personnes ont été tuées dans le conflit soudanais, selon une estimation du projet Armed Conflict Location and Event Data. La guerre a provoqué le déplacement de plus de 4,8 millions de personnes au Soudan, tandis que 1,2 million d'autres ont fui vers les pays voisins, selon les chiffres de l'ONU.

CÔTE D'IVOIRE L'ONU salue les progrès dans la lutte des autorités contre le travail des enfants

L'ONU a salué, vendredi, les mesures prises par la Côte d'Ivoire pour éliminer le travail des enfants et la traite des personnes, exhortant le gouvernement et les entreprises à faire davantage pour s'attaquer aux causes profondes de l'exploitation des enfants.

Au terme d'une visite de 12 jours dans le pays, le rapporteur spécial des Nations unies sur les formes contemporaines d'esclavage, Tomoya Obokata, a félicité le gouvernement ivoirien, dans sa déclaration de fin de mission, pour la mise en place de cadres juridiques et institutionnels rigoureux en matière de lutte contre la traite des personnes et le travail des enfants, selon un communiqué, relayé par des médias. "Nous félicitons la Côte d'Ivoire pour son architecture juridique et institutionnelle rigoureuse en matière de lutte contre le travail des enfants et la traite des personnes", a-t-il déclaré, appelant à lutter contre la pauvreté, notamment dans les zones rurales, à promouvoir l'autonomisation économique des femmes et à garantir l'accès à un travail décent, surtout pour les jeunes.

AGRESSION SIONISTE CONTRE LA BANDE DE GHAZA Le président Mahmoud Abbas appelle Joe Biden à faire cesser le massacre de Palestiniens

Le président de l'Etat de Palestine Mahmoud Abbas a appelé samedi soir, quelques heures après deux sauvages bombardements contre des écoles à Jabaliya qui ont fait plus de 80 martyrs, le président américain Joe Biden à intervenir en urgence pour mettre un terme au génocide contre le peuple Palestiniens.

"Aujourd'hui, je m'adresse au président américain Joe Biden, qui porte seul la responsabilité en raison de sa position internationale et de sa grande influence sur les autorités d'occupation israéliennes, d'intervenir immédiatement pour mettre fin à cette agression", a déclaré le président Palestinien dans un discours diffusé par la télévision palestinienne.

Mahmoud Abbas a enjoint son homologue américain à intervenir "immédiatement pour mettre fin à l'agression et de soulager le peuple Palestinien assiégé dans la bande de Gaza", ainsi que la fin des "attaques des forces d'occupation (sionistes) et au terrorisme des colons contre le peuple Palestinien en Cisjordanie et à Al Qods occupée, ce qui laisse présager une explosion imminente". "Les massacres et les destructions auxquels notre peuple est exposé dépassent les capacités humaines. Qu'attend l'Amérique face au génocide de notre peuple dans la bande de Gaza", s'est par ailleurs interrogé le président Mah-

moud Abbas, qui a souligné que "le sang des enfants, des femmes et des personnes âgées ne suffit-il pas à éveiller les consciences du monde ?" "Président Biden, je vous appelle, dans toutes vos capacités officielles et humanitaires, à mettre fin à cette catastrophe humanitaire, et à ce génocide contre notre peuple innocent, dont l'histoire n'exonérera personne, et à porter secours à notre peuple assiégé dans la bande de Gaza.

Cette guerre doit cesser immédiatement. Comment cette guerre d'extermination peut-elle être une légitime défense ? En fait, ce sont des crimes de guerre qui méritent d'être punis", a ajouté le président Palestinien dans son discours, rapporté par l'agence Wafa.

Mahmoud Abbas a insisté sur "les horribles massacres commis par les forces d'occupation israéliennes contre les enfants palestiniens dans la bande de Gaza, dont le dernier en date, a-t-il rappelé, a eu lieu aujourd'hui dans les écoles d'Al-Fakhoura et de Tel Al-Zaatar,

qui ont coûté la vie à des centaines de personnes déplacées de force de leurs foyers".

"Je vous appelle une fois de plus pour exiger que vous et les dirigeants du monde portiez la responsabilité de mettre fin à cette agression et à ces crimes de génocide contre les enfants de notre peuple", qui ont coûté la vie à plus de 12.000 Palestiniens, dont la majorité sont des enfants et des femmes, en plus des blessés et des destructions globales qui ont touché des dizaines de milliers de maisons, d'écoles, d'hôpitaux, de lieux de culte, et des infrastructures publiques, clame le président Palestinien.

Lançant "arrêtez la guerre de génocide contre notre peuple", Mahmoud Abbas rappelle au président Biden que le peuple palestinien "mérite de vivre dans sa patrie en toute liberté et dignité, et restera attaché à sa terre jusqu'à ce qu'il obtienne ses droits légitimes à l'indépendance et à un Etat avec comme capitale, Al Qods".

Manifestations de soutien au peuple palestinien en Europe

Des milliers de personnes ont à nouveau manifesté samedi dans plusieurs métropoles européennes pour soutenir les Palestiniens et demander un cessez-le-feu, au 43e jour de l'agression sioniste sauvage contre la population Ghazaouie et dans les territoires occupés.

A Londres, plutôt qu'un grand cortège comme les cinq samedis précédents, plusieurs rassemblements et défilés ont été organisés. Dans le nord de la capitale britannique, des centaines de personnes ont manifesté aux abords de la permanence du chef de l'opposition travailliste Keir Starmer, qui se voit reprocher son refus d'appeler à un cessez-le-feu.

"On est là pour mettre la pression sur le gouvernement et sur Keir Starmer

en tant que chef du parti travailliste pour qu'ils fassent pression sur le gouvernement (sioniste) pour un cessez-le-feu", a déclaré un manifestant. En France, après une première vague d'interdictions décidées par les autorités françaises, des manifestations ont défilé pour le troisième week-end consécutif, bravant parfois comme à Paris, une pluie battante. Selon la CGT, 100.000 personnes ont battu le pavé dans le pays, dont 60.000 à Paris où plusieurs représentants de partis de gauche étaient présents dans le cortège. "L'heure est grave pour nos amis palestiniens", a déclaré à la presse Bertrand Heilbron, président de l'association France Palestine Solidarité. Décrivant les "indescriptibles souff-

rances pour le peuple palestinien", réclamant "la fin des bombardements", "des offensives terrestres" et la "levée du blocus" de Gaza, le militant de la cause palestinienne a également mis en cause la "position illisible" de l'exécutif français "qui fait honte à notre pays". Au Portugal, des milliers de manifestants ont défilé dans le centre de Lisbonne, derrière une banderole "Palestine libre" en scandant en anglais "Palestine will be free". "Je suis ici pour soutenir le peuple palestinien qui a le droit de disposer d'un Etat", pour "mettre la pression sur les gouvernements occidentaux afin qu'ils retirent leur soutien politique, diplomatique, économique et militaire à l'entité sioniste" et réclamer l'arrêt du "génocide en cours", a

témoigné Rui Faustino, un bibliothécaire de 49 ans portant un keffieh noir et blanc.

A Amsterdam, une manifestation a eu lieu dans l'après-midi appelant à un cessez-le-feu à Gaza, alors qu'à Genève, 4.000 personnes, selon les organisateurs, ont défilé jusqu'à la place des Nations, devant le siège européen des Nations unies, derrière une banderole "Stop au génocide à Gaza". En Pologne, quelques centaines de personnes ont défilé au centre de Varsovie sous le slogan "Pas une seule bombe de plus. Libérez la Palestine". A Istanbul, une centaine de personnes ont allumé des feux de détresse et brandi des banderoles anti-guerre devant l'ambassade de l'entité sioniste.

L'UNICEF appelle à mettre fin immédiatement à l'agression sioniste contre la bande de Ghaza

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a souligné la nécessité de mettre fin immédiatement à l'agression sioniste contre la bande de Ghaza après les scènes de meurtres et de destructions suite aux attaques contre les écoles d'Al-Fakhoura et de Tal Al-Zaatar. La directrice régionale de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Adele Khodr, a déclaré dans un communiqué que "ces scènes de meurtres sont horribles et choquantes". Khodr a averti que "les en-

fants, les écoles et les abris ne sont pas des cibles militaires". Dans ce contexte, la Directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell, a indiqué: "nous voyons une fois de plus des images horribles d'enfants et de civils tués à Gaza, alors qu'ils se réfugiaient dans une école qui doit toujours être protégée".

Dans un commentaire qu'elle a publié sur les réseaux sociaux, Russell a souligné "la nécessité de mettre fin aux meurtres, à la destruction et à la souffrance, et de mettre fin, dès main-

tenant, à ce cauchemar que vivent les enfants". Des dizaines de Palestiniens ont été tués et blessés samedi d ans une frappe des forces d'occupation sioniste sur l'école al-Fakhoura, gérée par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa), dans la ville de Ghaza. Des sources médicales et locales palestiniennes ont déclaré que "l'armée d'occupation sioniste a bombardé l'école al-Fakhoura, faisant plus de 200 martyrs et des dizaines de blessés".

La Turquie portera le conflit à Ghaza devant un tribunal international, selon Erdogan

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé samedi que la Turquie porterait le "massacre" à Ghaza devant un tribunal interna-

tional. "Nous porterons le massacre à Ghaza devant la Cour internationale avec près de 2.000 avocats", a-t-il indiqué lors d'un évé-

nement à Istanbul retransmis en direct sur la chaîne de télévision turque NTV. "Il est impératif que ce crime soit suivi et fasse l'objet

d'une enquête au niveau international et que les oppresseurs reçoivent le châtiment qu'ils méritent", a ajouté le président turc.

ETATS UNIS

La justice du Colorado rejette une demande d'exclusion de Trump des bulletins de vote

Un tribunal du Colorado a rejeté vendredi une demande d'exclusion des bulletins de vote pour Donald Trump aux primaires républicaines pour l'élection présidentielle américaine de 2024 dans cet Etat de l'Ouest américain. L'inculpation historique de l'ex-président le 1er août au niveau fédéral puis le 14 août par l'Etat de Géorgie pour ses tentatives présumées illicites d'obtenir l'inversion des résultats de l'élection de 2020 a ouvert un débat juridique sur son éventuelle inéligibilité, entraînant des recours dans plusieurs Etats.

Mais un juge de première instance de Denver, capitale du Colorado, a rejeté le recours, comme précédemment ses pairs du Minnesota et du Michigan. La Cour ordonne aux autorités électorales du Colorado "de placer Donald J.

Trump sur le bulletin de vote des primaires" républicaines de 2024, indique la décision de la juge, Sarah Wallace. Les requérants, le groupe de citoyens anticorruption Crew, accusaient Donald Trump d'avoir "incité une foule violente" de centaines de ses partisans à prendre d'assaut le 6 janvier 2021 le Capitole, siège du Congrès, afin d'empêcher la certification de la victoire de son adversaire démocrate Joe Biden.

Is invoquaient le 14e amendement de la Constitution, adopté en 1868. Cet amendement prévoit l'exclusion de toute responsabilité publique quiconque, après avoir prêté serment de défendre la Constitution, se serait livré à des actes de "rébellion".

ARGENTINE

Cinq arrestations pour menaces au candidat Massa

Cinq personnes ont été interpellées vendredi et samedi en Argentine, à la veille du second tour de l'élection présidentielle, à la suite de menaces visant le candidat gouvernemental Sergio Massa ou des membres de sa famille, selon des sources concordantes.

Trois hommes et une femme de 26 à 56 ans ont été interpellés vendredi dans la ville de Cordoba (nord), dans la province du Chaco (nord) et à Buenos Aires, selon des sources policières citées par l'agence officielle Telam.

Une cinquième, une jeune femme de 18 ans, a été arrêtée samedi à Salta (nord), a confirmé le ministre de la Sécurité Anibal Fernandez. La nature des menaces n'a pas été précisée, mais la jeune femme arrêtée samedi aurait proféré des menaces de mort directes contre Tomas, le fils cadet de Sergio Massa âgé de 17 ans, via la messagerie Instagram, selon des sources judiciaires citées par le site Infobae. Une juge fédérale avait lancé une enquête jeudi, après une série de messages menaçants interceptés sur les réseaux sociaux, et une plainte en début de mois de l'épouse de Sergio Massa. La juge a aussi ordonné une protection rapprochée de la famille Massa.

Le ministre-candidat, 51 ans, a évoqué vendredi l'incident en marge d'une rencontre avec des entrepreneurs, révélant que sa "famille est à présent sous sécurité, en raison de menaces répétées". Samedi, il a publié sur son compte X (ex-Twitter) un message pour remercier "toutes celles et ceux qui nous ont écrit pour s'inquiéter des menaces que nous avons reçues".

MALDIVES

Le nouveau président demande à l'Inde de retirer ses troupes

Le nouveau président des Maldives Mohamed Muizzu a formellement demandé samedi à l'Inde de retirer ses soldats stationnés dans ce pays insulaire de l'océan Indien, remplissant ainsi une promesse électorale au lendemain de sa prestation de serment, ont rapporté des médias. M. Muizzu a demandé à New Delhi de rapatrier le personnel déployé par l'Inde pour piloter trois avions offerts aux Maldives afin d'effectuer des patrouilles sur son vaste territoire maritime. "Le président a fait formellement cette demande lors d'une rencontre avec le ministre indien des Sciences de la Terre Kiren Rijiju au bureau" présidentiel, ont indiqué les services de M. Muizzu, cités par les médias.

Les effectifs devant être retirés et le calendrier du retrait n'ont pas été précisés. Vendredi après sa prestation de serment, le nouveau président avait déclaré que le retrait des forces militaires étrangères était une priorité. "Le pays n'aura aucun personnel militaire étranger" sur son territoire, avait-il déclaré.

ARTS PLASTIQUES

L'exposition collective "Confidences": des toiles et des moulages dédiés à la Femme

L'exposition collective "Confidences", regroupant les œuvres des artistes plasticiennes Barbara Wlodno Madej Amokrane, Chafika Benkhodja Moulaï et Taous Ben Amara, a été inaugurée, samedi à Alger, dans un élan créatif uni autour de la thématique de la "Femme".

Visible jusqu'au 14 décembre au siège de la Fondation culturelle "Ahmed & Rabah Asselah", "Confidences", est une "création d'ensemble dans l'harmonisation des tons et du temps" qui met en valeur l'Imaginaire créatif. Présentes avec 17 toiles chacune pour Barbara et Chafika Benkhodja Moulaï et 12 tableaux pour Taous Ben Amara, les trois artistes ont conçu leurs rendus aux formats moyens dans un croisement de courants artistiques et un savoir faire varié en techniques.

Ainsi, la Polonaise Barbara, présente en Algérie depuis les années 1980, a dû prendre des cours de peinture durant cinq ans, avant d'exposer pour la première fois en 2003, liant sa venue dans l'univers des arts plastiques à "sa foi et sa spiritualité".

Basant ses travaux sur un optimisme exprimé à travers plusieurs couleurs vives, traitant de différents sujets en lien avec le bien être de la femme, Barbara, qui a déjà exposé à Alger, Tizi Ouzou, Bejaïa et Blida, se tourne parfois et alerte sur ce qui pourrait être l'avenir, à l'instar de cette toile où elle a le regard fixant sa main qui tient une boule, donnant l'impression d'être attentive aux appels du futur.

"Les quatre saisons", "Main tendue", "Regard bavard", ou encore une série de toiles aux formes ambiguës dans un mélange de couleurs varié, la créativité foisonnante de Barbara se déploie dans la technique de

l'acrylique et les courants, figuratif, réaliste et abstrait qui, pour elle est une école qui donne libre court à l'imaginaire.

Dans une vision novatrice au regard frais, Chafika Benkhodja Moulaï restitue au regard du visiteur dans un élan original et singulier puisant ses sources des courants figuratif moderne et abstrait, la "femme coquette qui se met en valeur et revendique sa féminité".

Du haut de ses 35 ans d'expérience reposant sur une formation de sept ans, entre Société des Beaux Arts (5 ans) et Ecole supérieure des Beaux Arts (2 ans), l'artiste a développé plusieurs collections, présentant pour cette exposition la femme porteuse du patrimoine culturel algérien dans sa richesse et sa diversité.

Masques de femmes portant des motifs et des symboles amazighs, femmes de la Casbah d'Alger, ou encore des toiles aux formes géométriques abstraites dissimulant des symboles culturels du terroir, Chafika Benkhodja Moulaï prône dans son élan créatif, l'image de la femme algérienne support à la promotion du patrimoine et de la culture algérienne.

L'artiste-plasticienne et poétesse, Taous Ben Amara se pose en gardienne des traditions et des valeurs ancestrales qu'elle déploie généreusement dans un mélange de couleurs qui obéit à une démarche déterminée et qui ne l'empêchera pas de répercuter sur ses toiles la bonne hu-

meur et le sourire qui l'habite et ne la quitte jamais.

Lumineuses et débordante de bonté, de joie et de bien-être, les œuvres de Taous Ben Amara se dressent tel un miroir qui réfléchit toutes les bonnes ondes qu'elle dégage à travers la thématique de la femme comme centre de réflexion, et qui permettent au visiteur, dans un élan d'apaisement et de félicité de se "refaire".

La femme est ainsi mise en rapport avec les thématiques de "l'Identité", "la Parole", "les Origines", "la Féminité", "l'Emancipation", "la Liberté", ou encore "la Responsabilité", autant de poésies muettes de Taous Ben Amara, une artiste prolifique diplômée de l'Ecole nationale supérieure des Beaux Arts, qui invite à un voyage onirique.

Faisant apparaître dans certaines de ses toiles des textes poétiques de sa plume et des motifs et des signes d'appartenance à la Culture algérienne, notamment celle amazighe à travers la mise en valeur des dimensions ancestrale et historique, Taous Ben Amara entend "défendre le modèle algérien" qui se distingue par la "richesse de sa diversité culturelle" et par son "Originalité", à travers des toiles figuratives ou expressionnistes, réalisées dans des techniques mixtes, acrylique, aquarelle, ou gouache.

Artiste-plasticienne depuis 1998, Taous Ben Amara compte à son actif plusieurs expositions dans différentes villes d'Algérie.

ALGER

Rencontre poétique autour de l'œuvre de Si Mohand U M'Hand

Une rencontre en hommage au poète algérien Si Mohand U M'Hand a été animée, samedi à Alger, par un collectif de conteuses et poétesses qui ont évoqué la grandeur de l'homme au verbe ciselé et au bâton de pèlerin dans ses errances existentielles.

Accueillie au Palais des Rais (Bastion 23), la rencontre, "Isefra, poèmes de Si Mohand U M'Hand", a été organisée suite à l'initiative de la conteuse, poétesse et auteure, Hanifa Hamouche qui a choisi une dizaine de textes du poète, faisant l'unanimité auprès de ses consœurs Djedjiga Derriche (également professeure), Mina Belmihoub, Karima Imkhellaf et Hamida Ferroukhi, qui, ensemble, ont donné vie à de beaux ateliers lyriques.

Déclamées dans la langue d'origine (le Kabyle) par Karima Imkhellaf et traduites vers l'Algérois et le Français par respectivement Mina Belmihoub et Hanifa Hamouche, les dix poésies présentées ont interrogé le divin, à travers l'espace et le temps sur l'adversité de la vie et la condition humaine soumise alors aux pratiques barbares de l'occupation française.

L'évocation par Djedjiga Derriche du parcours et de l'œuvre de Si Mohand U M'Hand, figure emblématique de la culture et de la poésie kabyle de la fin du XIXe siècle avec un court rappel sur le triple drame qu'il a subi, a permis à l'assistance de la profon- deur et l'ampleur des bouleversements survenus dans sa vie, car déraciné et seul, il avait choisi l'errance et la thérapie de la parole pour unique mode de vie.

En effet, contraint d'abord par l'armée coloniale de quitter la maison avec sa famille et aller vivre ailleurs, le barde vit bien après, le village qui l'avait

alors accueilli rasé par les troupes du tristement célèbre général Randon, pour vivre encore, quelques temps plus tard, l'assassinat de son père par l'armée coloniale, une autre tragédie qui le marquera à jamais.

Avec une voix suave, Hamida Ferroukhi a interprété en a cappella, une berceuse dédiée à toutes les mamans et "Ts'ghennigh'ts I Mohand U M'Hand Amokrane nech 'Chouâra" (Je chante cet air à Si Mohand U M'Hand, le plus grand de tous les poètes), chant élogieux à l'endroit du poète-pèlerin de Mohand Ouzeguène (1911-1972), repris plus tard par Sami El Djazairi (1945-1987).

Les conteuses et poétesses se sont relayées, 75mn durant, invitant l'assistance à méditer une œuvre sage et mesurée, que Si Mohand U M'Hand, a déployé dans des thématiques en lien avec l'exil, l'amour, la terre natale, le destin, la malédiction, le désespoir ou encore la résilience face à l'adversité.

Photographie d'une époque où les algériens vivaient au rythme des exactions, des brimades, des crimes et des génocides que perpétrait l'armée coloniale française au quotidien, les textes, avec leur densité au contenu empreints de réalisme et de créativité de celui qui a juré de ne jamais répéter deux fois le même poème, ont été confiés aux bons soins de la mémoire populaire qui a veillé à leur conservation.

"La poésie de Si Mohand U M'Hand fait l'objet de plusieurs études universitaires et académiques, il conviendrait peut-être de proposer son inscription sur la liste du patrimoine national immatériel", ont estimé plusieurs intervenants durant le débat qui a suivi la rencontre.

ARCHITECTURE

L'exposition "La baie d'Alger" de Farid Benyaa, un voyage visuel à travers la capitale

"La baie d'Alger, El Bahdja", une exposition d'œuvres de l'artiste et architecte Farid Benyaa, proposant des vues inédites de la capitale à travers ses paysages et monuments prestigieux, a été inaugurée samedi soir à Alger.

Accueillie à la galerie d'art "Benyaa", l'exposition propose un voyage visuel parcourant les principaux monuments historiques et édifices de différentes époques de l'histoire de la capitale, remarquable par son esthétique architecturale singulière.

Dessinées à l'encre de chine, les œuvres de Farid Benyaa, alliant art et architecture, développent des vues inédites de la capitale, représentée à travers sa baie, une des plus belles au monde, ses principaux boulevards et monuments historiques et lieux de mémoire.

"Djamaa Ketchaoua", mosquée historique du XVe siècle faisant partie du patrimoine classé de la Casbah d'Alger, le boulevard Zighoud Youcef, offrant une vue sur le port de la ville, la rue Larbi ben M'Hidi ou encore "Djamaa El Djedid", édifice religieux construit à la fin du XVIIe siècle par Mustapha Pacha, comptent parmi les œuvres exposées.

En couleur ou en noir et blanc, d'autres œuvres aux contours "abstraits", revisitent des immeubles haussmanniens et édifices remarquables par leur architecture comme le Palais des Rais - un des plus importants monuments historiques de la capitale -, la Grande Poste, ouvrage représentatif de l'architecture néo-mauresque, édifié en 1910.

Présent au vernissage, l'artiste Farid Benyaa explique que l'exposition "La baie d'Alger" symbolise l'"alliage entre l'art et l'architecture" à travers ses plus beaux bijoux architecturaux et ses repères historiques.

Avec un niveau élevé de détail, ses œuvres "explorent la beauté architecturale" du patrimoine bâti de la capitale, a résumé l'artiste. L'exposition "La baie d'Alger, El Bahdja" est visible jusqu'au 18 décembre à la galerie d'art Benyaa.

JOURNÉE MONDIALE DE CALLIGRAPHIE ARABE

L'histoire des Casbahs d'Algérie dans une exposition artistique à Oran

Une exposition d'arts plastiques dont le vernissage a été effectué samedi au Musée d'art moderne et contemporain (MaMo) d'Oran invite le public au voyage dans les profondeurs de l'histoire des casbahs d'Algérie, qui sont des villes antiques revêtant une esthétique patrimoniale et urbaine.

Cette exposition, organisée par le Musée national des arts islamiques, le Centre des arts et expositions de Tlemcen en collaboration avec le MaMo d'Oran, vise à faire découvrir au public l'histoire des casbahs, l'art islamique et sa relation avec l'architecture en Algérie, a souligné à l'APS la gérante du MaMo, Malika Hamri.

Organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la Calligraphie arabe, cette exposition comporte une dizaine de photos des casbahs d'Alger, Tlemcen, Oran, Constantine, Mostaganem, Dellys, Miliana, Mila, Annaba, Adrar et Timimoun, autant de sites archéologiques qui se distinguent par leur harmonie et unité architecturale, leur esthétique d'une importance historique, artistique et civilisationnelle qui documentent l'histoire de l'urbanisme en Algérie.

À travers des images des anciennes casbahs d'Algérie, le visiteur expérimente des moments de l'histoire de ces anciennes structures urbaines, considérées comme l'un des styles de construction traditionnelle les plus importants connus en Algérie, qui se caractérisent par une ingénierie unique.

Le public découvre de près les caractéristiques, les formes et les installations réparties dans ces bâtiments patrimoniaux, qui documentent la vie politique, sociale et culturelle de cette époque. Cette exposition comprend également 12 grandes affiches retraçant l'histoire des anciennes écoles pédagogiques de Tlemcen, dont les écoles "Dar El-Hadith" et "Abou Mediène", dans le quartier "El Eubbad" (Sidi Boumediène), ainsi que la mise en valeur du mode d'utilisation du bois dans l'architecture islamique de Tlemcen, bien visible dans ses allées et certains de ses hôtels, des mosquées et des écoles, dont l'école Khaldounia, ainsi que des palais, les maisons et même les fours ancestraux.

Au cours de cette manifestation, qui se poursuit jusqu'au 18 décembre prochain, des peintures sont exposées sur l'art de la décoration islamique et les formes géométriques que porte ce type d'art, qui ont une valeur artistique, esthétique et historique.

ETATS UNIS

La fusée Starship atteint l'espace avant d'exploser pour son 2e vol test

SpaceX a fait décoller samedi la plus grande et plus puissante fusée jamais construite, Starship, dont l'étage supérieur a réussi à atteindre l'espace avant qu'une "anomalie" n'entraîne son explosion.

"Starship a décollé avec succès sous la poussée des 33 moteurs Raptor du propulseur Super Heavy et a atteint l'étape de séparation" des deux étages, a écrit SpaceX sur X (anciennement Twitter). La fusée géante de 120 mètres de haut s'est arrachée du sol peu après 07H00 locales (13H00 GMT) depuis la

base de SpaceX à Boca Chica, dans l'extrême sud du Texas.

Le module Starship, placé au sommet de la fusée, s'est séparé avec succès de l'étage de propulsion Super Heavy, mais les deux parties de la fusée n'ont pas survécu jusqu'à leur redescente programmée et ont explosé en vol, selon SpaceX.

La fusée est composée de deux étages: l'étage de propulsion Super Heavy et ses 33 moteurs, et le vaisseau Starship, placé au-dessus et qui donne par extension son nom à la fusée entière. Le premier lancement au printemps s'était terminé en gigantesque explosion, avant la séparation.



PROTECTION DES MINEURS SUR INTERNET L'UE ouvre une enquête visant TikTok et YouTube

Bruxelles a ouvert jeudi une enquête sur les mesures prises par le réseau social TikTok et le site de partage de vidéos YouTube pour protéger les enfants, poursuivant un tour de vis contre les grandes plateformes entamé en octobre, ont rapporté jeudi des médias.

L'exécutif européen s'inquiète notamment de l'impact de certaines vidéos sur la "santé mentale et physique" des jeunes.

Il souhaite vérifier les procédures permettant de garantir que les contenus diffusés sont adaptés à l'âge des mineurs concernés.

Le commissaire européen au Numérique, Thierry Breton, s'applique à faire respecter aux très grandes plateformes les nouvelles obligations qui s'imposent à elles depuis l'entrée en vigueur fin août de la nouvelle législation de l'UE sur les services numériques (DSA).

"La protection des enfants sera une priorité", avait-il déjà prévenu.

La Commission européenne a annoncé dans un communiqué avoir demandé à TikTok et YouTube "de fournir davantage d'informations sur les mesures qu'elles ont prises pour se conformer à leurs obligations en matière de protection des mineurs".

Ces demandes ne constituent pas pour l'instant une mise en cause.

Mais il s'agit d'une première étape dans des procédures qui peuvent conduire à de lourdes sanctions financières en cas d'infractions avérées et prolongées à la réglementation.

Dans des cas extrêmes, les amendes peuvent atteindre 6% du chiffre d'affaires mondial des groupes mis en cause.

TikTok et YouTube doivent fournir les informations demandées à la Commission au plus tard le 30 novembre

2023. En fonction de l'évaluation des réponses, la Commission déterminera les prochaines étapes", a-t-elle précisé.

Un porte-parole de TikTok a souligné que le patron du groupe avait eu des "discussions positives" cette semaine avec la Commission européenne.

"Nous sommes heureux que nos efforts pour préserver la sécurité des utilisateurs (...) et respecter le DSA ne passent pas inaperçus. Nous continuerons de travailler étroitement avec la Commission, y compris sur cette dernière demande", a-t-il ajouté.

Le patron de TikTok, Shou Zi Chew, était mardi en visite à Bruxelles où il a rencontré la vice-présidente de la Commission chargée des Valeurs et de la Transparence, Vera Jourova, et le commissaire à la Justice et à la Concurrence, Didier Reynders. Thierry Breton a salué des évolutions positives au sein du ré-

seau social chinois et l'a appelé à poursuivre ses efforts. "Nous avons constaté des changements sur la plateforme TikTok au cours des derniers mois, avec la mise en place de nouvelles fonctionnalités visant à protéger les utilisateurs et des investissements dans la modération de contenus et la sécurité", a-t-il déclaré lundi après une discussion avec Shou Zi Chew en visioconférence. Bruxelles avait déjà annoncé en octobre des enquêtes visant les réseaux sociaux TikTok (propriété du groupe chinois ByteDance), X (ex-Twitter) et Meta (maison mère de Facebook et Instagram) pour réclamer des précisions sur les mesures mises en œuvre contre la diffusion de "fausses informations", d'images et de propos violents. Le DSA impose depuis fin août des règles plus strictes à 19 très grands acteurs de l'internet.

APS

PUBLICITÉ

Large empty rectangular box for advertising content.

Large empty rectangular box for advertising content.

SÉTIF

Lancement de la réhabilitation de dix établissements de jeunes (responsable)

Une opération portant réhabilitation de dix (10) établissements de jeunes de la wilaya de Sétif, a été lancée par l'office des établissements de jeunes (ODEJ), a-t-on appris jeudi de son directeur, Nacer Fadli.

L'ODEJ de Sétif, a entamé durant ces derniers jours, une opération consistant en la rénovation de 6 auberges de jeunes, 3 salles polyvalentes et 1 centre de loisirs scientifique", a précisé le responsable de cette structure relevant du secteur de la jeunesse et des sports.

Les opérations en cours de réalisation, ciblent les auberges des communes d'Ain Oulmane, de Guenzet, d'Ain Arnat, de Babour et de Maoklane en plus de la réhabilitation des

salles polyvalentes implantées dans les zones d'Ain Roua, de Ksar El Abtal, d'Ain Terik ainsi que le centre de loisirs scientifique d'El Baz, situé, à la commune de Sétif, a-t-il déclaré. L'opération d'aménagement de ces établissements ayant nécessité la mobilisation d'un montant financier estimé à 58 millions 500 mille DA, puisés du budget de wilaya, contribuera à offrir de bonnes conditions aux jeunes adhérents à ces infrastructures, a indiqué la même source, soulignant

que les travaux à entreprendre concernent l'étanchéité, l'aménagement intérieur et extérieur.

Toutes les mesures ont été prises pour la réception de ces établissements "avant la fin de l'année en cours" afin de permettre à 40.000 adhérents aux 90 établissements de jeunes de la wilaya, de pratiquer les activités de loisirs, dans les meilleures conditions, a-t-on ajouté.



VOLLEY / NATIONALE 1 (MESSIEURS ET DAMES)

Coup d'envoi de la nouvelle saison le 24 novembre

La Fédération algérienne de volley-ball (FAVB) a dévoilé jeudi les calendriers des Championnats nationaux, Nationale 1 (messieurs et dames), dont le coup d'envoi est prévu le 24 novembre 2022, ainsi que les groupes composant les deux compétitions. Pour la nouvelle saison 2023-2024, les Championnats nationaux de volley-ball, Nationale 1 (messieurs et dames), garderont la même formule de compétition avec 20 clubs répartis en deux poules de dix, Centre-Est et Centre-Ouest chez les messieurs, ainsi que 16 clubs en deux poules de huit chez les dames.

Pour rappel, le NR Bordj Bou Arreridj (messieurs) et le MB Bejaïa (dames) ont été sacrés champions d'Algérie lors de la saison écoulée (2022-2023).

-Composition des groupes de la Nationale 1 messieurs :

Groupe Centre-Est : NR Bordj Bou Arreridj, JSC Ouled Adouane, ES El-Eulma, OMK El-Milia, EF Ain Azel, ES Sétif, ES Tadjenanet, MB Bejaïa, JM Batna, Olympique Ain M'lila (Promu).

Groupe Centre-Ouest : WA Tlemcen, MC Alger, PO Chlef, ASV Blida, RM Arzew, JSB Ighram, RC M'sila, O. El Kseur, JS Messelmoun, ES Bethioua (promu).

-Composition des groupes de la Nationale 1 dames :

Groupe Centre-Est : MB Bejaïa, WA Bejaïa, NC Bejaïa, ASW Bejaïa, RC Bejaïa, OS Tichy, CRR Toudja, CM Bejaïa (promu).

Groupe Centre-Ouest : MC Alger, NR Chlef, USP Akbou, Seddouk VB, US Ben Aknoun, JS Azzazga, NRS Alger-Centre, WA Tlemcen (promu).

EQUITATION/CONCOURS NATIONAL DE QUALIFICATION D'ENDURANCE Illustration des cavaliers des clubs de Tiaret



Les cavaliers des clubs équestres de Tiaret se sont distingués de fort belle manière, en s'adjugeant les premières places au concours national de qualification d'endurance, disputé vendredi au centre équestre "Emir Abdelkader" de Tiaret.

Dans l'épreuve de 80 kilomètres destinée aux chevaux de 6 ans et plus, la première place est revenue au cavalier Safi Sabri de l'Association sportive équestre

et loisirs de Tiaret montant 'Ghazel de Dilmi'.

Chez les jeunes cavaliers sur une distance de 60 km, la victoire est revenue à Tahrir Mohamed du club Haras El Mesk de Tiaret, enfourchant 'El Habib', alors que l'épreuve de 40 kilomètres a été remportée par le cavalier Gouacem Hamou du club Emir Abdelkader de Tiaret montant 'Myhorse'.

Les concurrents se sont affrontés dans

trois épreuves sur des distances de 80 km pour les chevaux âgés de 6 ans et plus, 60 km pour les chevaux de 5 ans et plus et 40 km pour les chevaux âgés de 4 et 5 ans et des cavaliers de plus de 14 ans titulaires de 1er degré.

Le niveau technique de la compétition a été jugé appréciable par le président du jury Kaddour Sihane, notant la bonne organisation qui a marqué cet événement sportif tout au long de son déroulement, officié par des juges et vétérinaires de la fédération équestre.

Cette compétition des sports équestres d'une journée, organisée par l'Association sportive équestre et loisirs de Tiaret (ASELC Tiaret) en collaboration avec la Fédération équestre algérienne et la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de Tiaret, a été marquée par la participation de 28 cavaliers issus de neuf clubs équestres du pays.

Les lauréats de ce concours national ont été récompensés par des coupes et des médailles, lors de la cérémonie de clôture, à laquelle ont assisté des membres de la Fédération équestre algérienne et des représentants de la DJS de la wilaya de Tiaret.

PARA-VOLLEY/COUPE DU MONDE (2E JOURNÉE/GR B) Premier succès pour l'Algérie face à l'Angleterre

La sélection algérienne messieurs de para-volley a enregistré son premier succès en Coupe du Monde (messieurs et dames), en battant l'Angleterre sur le score de 3-0, mercredi au Caire en Egypte, pour le compte des matchs de classement de la 9e à la 14e place de la compétition qualificative aux Jeux paralympiques de Paris (JP-2024). Le six algérien s'est imposé en trois sets: 25-21, 25-17, 26-24. Ce premier

succès donne aux Algériens le droit de disputer trois autres matchs. Le premier, jeudi, contre le Rwanda, vainqueur de la France 3-0 (25-11, 25-8, 25-21), le second et le troisième, vendredi, face respectivement, à la France et l'Inde.

Cette dernière a été battue, mercredi, par l'Angleterre 3-0 (25-21, 25-17, 25-12). Pour le compte des quarts de finale de la Coupe du Monde de para-volley,

l'Egypte a battu le Japon 3-0 (25-12, 25-19, 25-9), et affrontera en demi-finale, l'Allemagne vainqueur du Brésil 3-1 (25-20, 25-19, 20-25, 25-21), alors l'Irak qui a éliminé l'Irak 3-0 (25-12, 25-14, 25-13) en découdra avec l'Ukraine qui s'est qualifiée pour les demis, devant la Chine 3-1 (25-20, 22-25, 25-23, 25-17).

Les rencontres des demi-finales auront lieu jeudi après-midi.

Résultats des quarts de finales et matchs de classement :

Quart de finale

Egypte - Japon	3-0 (25-12, 25-19, 25-9)
Irak - Iran	0-3 (12-25, 14-25, 13-25)
Chine - Ukraine	1-3 (20-25, 25-22, 23-25, 17-25)
Allemagne - Brésil	3-1 (25-20, 25-19, 20-25, 25-21)

Matchs de classement :

Algérie - Angleterre	3-0 (25-21, 25-17, 26-24)
Rwanda - France	3-0 (25-11, 25-8, 25-21)
Angleterre - Inde	3-0 (25-21, 25-17, 25-12)

Programme des demi-finales et matchs de classement, prévus jeudi :

Demi-Finale :

Iran - Ukraine
Egypte - Allemagne

Matchs de classement :

Rwanda - Algérie

Irak - Chine
Japon - Brésil
Inde - France
Angleterre - Rwanda

Vendredi 17 novembre :

Matchs de classement :

France - Algérie
Inde - Rwanda
France - Angleterre
Algérie - Inde

Samedi 18 novembre :

7e/8e place : perdant match Japon-Bresil contre perdant match Irak-Chine

5e/6e place : gagnant match des mêmes matchs
Match pour la médaille de bronze
Match pour la médaille d'or.

LIGUE 1 MOBILIS (6^E J) Le PAC solide dauphin, l'ASO Chlef se réveille, l'USMA coule

La 2e partie de la 6e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, disputée samedi a permis au Paradou AC de conforter sa place de dauphin à la faveur de sa courte victoire sur l'ES Ben-Aknoun (1-0), alors que l'ASO Chlef a réalisé l'essentiel en disposant de l'ES Sétif (2-1), tout comme l'US Biskra vainqueur à domicile devant l'USM Alger (1-0).

Au stade du 20 août 1955 (Alger), le Paradou AC, n'a pas raté l'occasion d'engranger une précieuse mais difficile victoire aux dépens du nouveau promu et lanterne rouge par la plus petite des marges sur une réalisation de Titraoui (79e).

Ce succès ô combien important, permet au PAC de talonner l'actuel leader le MC Alger qui ne compte plus que deux longueurs d'avance.

L'ESBA, toujours à la recherche de sa première victoire de la saison, ferme la marche avec un petit point au compteur.

L'ASO Chlef qui accueillait l'ES Sétif, s'est bien ressaisie de sa courte défaite concédée lors de la précédente journée face au MCA, en venant à bout d'une solide équipe sétifienne (2-1), au terme d'une rencontre assez équilibrée.

À la faveur de cette victoire acquise grâce aux buts de Tarek Aggoun (13e) et Moulay Abdelaziz (50e), les Chélifiens remontent à la 3e place en compagnie du MC El-Bayadh et NC Magra avec 10 points pour chaque équipe.

Quant au club phare de hauts-plateaux, le but égalisateur auparavant



de Walid Zaamoum (37e) n'a pas suffi pour améliorer sensiblement son classement, en reculant à la 6e place avec 9 points.

La dernière rencontre au programme de samedi a vu l'US Biskra battre l'USM Alger (1-0). Les Biskris ont pris l'avantage dès la 14e minute sur une réalisation Zeghnoun, alors que la capitaine des Rouge et Noir, Zinedine Belaid a raté un penalty en première période.

À la faveur de ce succès, l'USB (9 pts) rejoint le CR Belouizdad, l'ES Sétif, le CS Constantine et l'USM Khenchela à la sixième place du classement, tandis que l'USMA (6 points), qui concède sa quatrième défaite de la saison (2e consécutive), occupe le 13e rang avec le MC Oran.

La 1ère partie de cette 6e journée jouée hier vendredi, a été caracté-

risée par la nette victoire du MC Alger qui a conforté sa place du leader, en atonisant la JS Saoura (4-0) dans un stade du 5-juillet coloré, alors que le MC Oran a signé son premier succès de la saison, à domicile face à l'USM Khenchela (1-0).

Grâce à son maître à jouer, Youssef Belaïli auteur d'un doublé, le Mouloudia a confirmé son ambition en alignant un quatrième succès de rang, face à une équipe de la Saoura qui n'a pas pesé lourd.

À Constantine, le NC Magra a réalisé la sensation en s'imposant devant le CS Constantine (1-0) grâce à un but signé Bourahla en seconde période (70e).

Le MC El-Bayadh, grâce notamment à un doublé de Belmiloud (11e, 49e), n'a pas fait dans la dentelle en laminant l'US Souf (4-0), confirmant à l'instar du NCM, sa bonne dyna-

mique, en témoigne sa belle série en cours de trois matchs sans défaite. En revanche, rien ne va plus chez l'USS, qui n'arrive pas amorcer son apprentissage parmi l'élite, d'autant que les joueurs de l'entraîneur Omar Belatoui, sur la sellette, restent sur un triste bilan de trois revers de suite.

À l'Ouest du pays, le MCO a dû attendre la 6e journée pour décrocher au premier succès, à domicile face à l'USM Khenchela (1-0), sur une réalisation de son buteur attitré Bengrina (19e). Après un début de saison exemplaire (trois victoires en autant de matchs), l'USMK marque le pas avec cette troisième défaite de rang.

Cette 6e journée prendra fin dimanche, avec l'affleure CR Belouizdad - JS Kabylie qu'abritera le stade olympique du 5 juillet à partir de 19h00.

LIGUE 1-MC EL BAYADH Abdelhak Belaid confirmé au poste d'entraîneur en chef (club)

L'entraîneur du MC El Bayadh, Abdelhak Belaid, qui tenait jusque-là, la barre technique de l'équipe à titre intérimaire, a été confirmé dans ses fonctions, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de ce club de Ligue 1 de football.

Le jeune technicien a bénéficié de cette "promotion" grâce au bon parcours qu'il a réalisé avec la formation du Sud-ouest du pays, depuis qu'il l'a pris en mains en remplacement de Abdennour Hamici, parti à l'issue de la défaite concédée sur le terrain du MC Alger pour le compte de la troisième journée, précise-t-on de même source.

Sous la houlette de Belaid, le MCEB, qui en est à sa deuxième saison parmi l'élite, a obtenu sept points sur neuf possibles, ce qui lui a valu de réaliser une belle remontée au classement où il pointe provisoirement à la troisième place avec 10 unités, en attendant le déroulement du dernier match de la 6e journée, dimanche soir (19h00), entre le CR Belouizdad et la JS Kabylie.

Belaid, qui vient de mener les siens à une large victoire à domicile contre l'US Souf (4-0), occupait depuis la fin de l'exercice dernier le poste d'entraîneur assistant de l'ASO Chlef, qu'il a quitté en début de championnat.

Lors de la prochaine journée, le MCEB, qui a vécu une intersaison compliquée à cause de ses problèmes financiers, rendra visite, lors de la prochaine journée, au NC Magra (3e-10 pts), qui marche lui aussi fort depuis quelque temps et qui reste sur une victoire ramenée du terrain du CS Constantine (1-0), vendredi passé pour le compte de la sixième journée.

LIGUE 2 AMATEUR (GR. CENTRE-EST - 5^E J) L'IBKEK reste en tête, le MSP Batna et l'Olympique Akbou reviennent à un point

L'IB Khemis El Khechena a sauvé sa place de leader du groupe Centre-Est de la Ligue 2 de football amateur, en arrachant le match nul en déplacement chez l'USM El Harrach (1-1), au moment où ses deux nouveaux poursuivants le MSP Batna et l'Olympique Akbou ont obtenus de précieuses victoires, respectivement, devant l'AS Khroub (3-1) et le MC El Eulma (2-1), à l'occasion de la cinquième journée disputée samedi.

Ce nul du leader l'IBKEK (1er, 11 pts) chez la lanterne rouge l'USMH (1 point), permet au MSP Batna et l'Olympique Akbou de revenir à un point du leader, alors que la CA Batna auteur d'un match nul (0-0) chez la JS Bordj Ménael (7e, 7 pts), glisse au troisième rang avec neuf points. Battue par le MO Constantine (1-0), le HB Chelghoum Laid (7 pts) recule de son côté à la septième place, au profit de son adversaire du jour et l'IRB Ouargla, vainqueur sur le fil devant l'AS Ain M'lila (1-0).

Cette cinquième journée a également enregistré la défaite à domicile (1-2) du NRB Teleghma (7e, 7 pts) face à l'ES Sour Ghozlane, qui remonte à la 10e place avec six points. Dans le bas du classement, le nouveau promu l'Olympique Magrane (4 points) a décroché son premier succès de la saison en s'imposant devant l'USM Annaba (14e, 2 pts).

Cette nouvelle défaite de l'USMA n plonge le club dans la zone de relégation avec l'AS Khroub et l'USM El Harrach.

Dans le groupe Centre-Ouest, dont les rencontres se sont disputées vendredi, l'ES Mostaganem a conservé le fauteuil de leader suite à son match nul en déplacement face au promu l'ESM Koléa (0-0), alors que son dauphin le RC Kouba a concédé sa première défaite de la saison face au MCB Oued Sly (1-2).

Malgré ce premier faux pas après quatre succès de rang, l'Espérance de Mostaganem (13 points) possède trois points d'avance sur ses deux poursuivants directs, l'ESM Koléa et le RC Kouba, qui se partagent la deuxième place avec 10 points.

Derrière le trio de tête, le GC Mascara et l'ASM Oran se sont quittés sur un score de parité (1-1) et restent aux contacts du haut du classement en occupant conjointement le quatrième rang avec huit points, alors que le CR Témouchent a renversé sur le fil le WA Boufarik (2-1).

Ce succès à domicile permet à l'équipe de Témouchent de revenir à hauteur de son adversaire du jour à la sixième place du classement avec sept points. Cette cinquième journée du groupe Centre-Ouest, a été également marquée par le premier succès de la saison du nouveau promu, la JS Guir Abadla devant le SC Mecheria (3-2).

APS

Résultats partiels et classement

Résultats partiels et classement à l'issue des rencontres de la 6e journée de la Ligue 1 Mobilis de football, disputées vendredi et samedi :

Vendredi :

CS Constantine - NC Magra 0-1
MCE El-Bayadh - US Souf 4-0
MC Oran - USM Khenchela 1-0
MC Alger - JS Saoura 4-0

Samedi :

ES Ben Aknoun - Paradou AC 0-1
ASO Chlef - ES Sétif 2-1
US Biskra - USM Alger 1-0

Dimanche, 19 novembre :

CR Belouizdad - JS Kabylie (19h00)

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	15	6
2). Paradou AC	13	6
3). MC El Bayadh	10	6
→). NC Magra	10	6
→). ASO Chlef	10	6
6). CR Belouizdad	9	5
→). ES Sétif	9	6
→). CS Constantine	9	6
→). USM Khenchela	9	6
→). US Biskra	9	6
11). JS Saoura	8	6
12). JS Kabylie	7	5
13). USM Alger	6	6
→). MC Oran	6	6
15). US Souf	4	6
16). US Ben Aknoun	1	6

La 6^e journée en un coup d'œil

Résultats partiels et buteurs de la sixième journée de la Ligue 1 Mobilis de football, à l'issue des matchs disputés vendredi et samedi :

Vendredi :

CS Constantine 0 :
NC Magra 1 : Bourahla (70e)

MCE El-Bayadh 4 : Belmiloud (11e, 49e), Berriah (81e), Belaribi (83e)

US Souf 0 :

MC Oran 1 : Bengrina (19e)

USM Khenchela 0 :

MC Alger 4 : Naidji (18e), Belaïli (53e, 89e, s.p), Merzougui (90e+5)
JS Saoura 0 :

Samedi :

ES Ben Aknoun 0 :
Paradou AC 1 : Titraoui (79e)

ASO Chlef 2 : Aggoun (13e), Moulay-Abdelaziz (50e)
ES Sétif 1 : Zaamoum (37e)

US Biskra 1 : Zeghnoun (14e)

USM Alger 0 :

Reste à jouer / Dimanche, 19 novembre :
CR Belouizdad - JS Kabylie 19h00.

AL ITTIHAD D'ARABIE SAOUDITE L'Argentin Marcelo Gallardo nouveau entraîneur

L'entraîneur argentin Marcelo Gallardo, figure de River Plate, s'est engagé avec Al-Ittihad, champion d'Arabie Saoudite en titre, a annoncé le club saoudien samedi.

Gallardo, âgé de 47 ans, rejoint l'actuel cinquième de Saudi Pro League pour un an et demi, a indiqué Al-Ittihad dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux.

L'Argentin, surnommé "El Muneco", a mené son ancien club de River Plate au sacre en Copa Libertadores à deux reprises (2015, 2018) après une carrière de joueur marquée par des passages à Monaco et le Paris SG en France, ainsi que par un autre titre en Libertadores avec River Plate (1996).

Il remplace le Portugais Nuno Espirito Santo, titré avec Al-Ittihad la saison dernière. Gallardo aura sous ses ordres de grands noms tels que Karim Benzema, N'Golo Kanté ou encore Fabinho.

GRÈCE Menacé lors d'un match en 2018, un arbitre admet avoir changé le résultat de la rencontre par peur

L'arbitre grec Giorgos Kominis, connu pour avoir été menacé par le président du PAOK Salonique, lors d'un match contre l'AEK Athènes en 2018, a avoué samedi avoir pris une décision ayant changé le résultat final de la rencontre, par crainte pour ses proches.

L'homme fort du PAOK, Ivan Savvidis, avait pénétré sur la pelouse lors de cette rencontre en mars 2018, arme à la ceinture, pour menacer l'arbitre qui venait de refuser un but à son équipe, pour cause de hors-jeu, à la 90e minute.

M. Kominis avait alors modifié sa décision, accordant le but au PAOK, qui devait en principe hériter de la première place en Super League, avec une victoire 1-0.

Mais l'arbitre n'avait pas pu convaincre l'AEK de revenir sur le terrain pour que le match soit réglementairement terminé, les joueurs refusant de reprendre la rencontre après l'incident.

Giorgos Kominis a expliqué au média betarades.gr avoir en effet changé l'issue du match, par crainte pour sa famille.

"Cette rencontre a hanté ma carrière", a dit l'arbitre, ajoutant avoir "vécu dans la peur". L'incident avait amené le gouvernement à suspendre le championnat grec pendant près de trois semaines.

APS

REAL MADRID Blessé à la cuisse gauche, Vinicius indisponible plusieurs semaines

L'attaquant du Real Madrid Vinicius Junior, touché jeudi lors du match du Brésil face à la Colombie, souffre d'une blessure à la cuisse gauche, a confirmé le club espagnol samedi, et son absence devrait être de plusieurs semaines.

Les examens médicaux réalisés par l'international brésilien à son retour à Madrid ont révélé "une rupture du biceps fémoral avec atteinte du tendon distal de la jambe gauche", écrit le Real Madrid dans un communiqué.

Ces examens confirment le diagnostic initial de la sélection brésilienne pointant "une blessure au muscle postérieur de la cuisse gauche" pour sa star de 23 ans, qui a dû déclarer forfait pour le choc contre l'Argentine mardi au stade Maracana de Rio de Janeiro, comptant pour la 6e journée des qualifications au Mondial-2026.

Le club madrilène n'a pas précisé la durée d'indisponibilité de son joueur, mais Vinicius devrait manquer plus de deux mois de compétition

et ne pas pouvoir rejouer avant 2024, selon la presse espagnole. Un nouveau coup dur pour "Vini", qui avait déjà été éloigné des terrains pendant plus d'un mois après une blessure à la cuisse droite fin août contre le Celta Vigo en Liga. "Je crois que c'est la même blessure que l'autre fois. J'ai ressenti une douleur à l'arrière de la cuisse", avait-t-il commenté à l'issue du récent match perdu par le Brésil contre la Colombie (2-1) à Baranquilla. L'absence de Vinicius vient s'ajouter à la longue liste des blessés au Real, privé de Jude Bellingham (épaule), Eduardo Camavinga (genou), Aurélien Tchouaméni (pied), Kepa (adducteur), Thibaut Courtois (genou), Eder Militao (genou) et Arda Guler (cuisse).



PAYS-BAS Décès à 75 ans de Ruud Geels, légende de l'Ajax

L'ancien international néerlandais Ruud Geels, vainqueur de la Coupe d'Europe avec le Feyenoord Rotterdam en 1970 avant de devenir un des meilleurs buteurs de l'histoire de l'Ajax Amsterdam, est mort à 75 ans, a annoncé samedi le club amstellodamois.

"Il marquait toujours, mais n'était jamais vraiment au premier plan", a salué l'Ajax dans un communiqué. Geels comptait 20 sélections avec les Oranje entre 1974 et 1981.

Il avait signé avec l'Ajax après avoir participé à la Coupe du monde 1974 en Alle-

magne, où les Pays-Bas avaient été finalistes mais où il n'avait disputé aucun match.

Il a joué avec l'Ajax, rappelle le club, 166 matches et inscrit 153 buts de 1974 à 1978.

Il fut sacré deux fois champion des Pays-Bas au cours de sa carrière, en 1977 avec l'Ajax, huit ans après l'avoir été avec Feyenoord.

Né à Haarlem près d'Amsterdam, Geels avait fait ses premiers pas dans le football professionnel à Telstar, avant de rejoindre le Feyenoord.

Après son passage au Feyenoord, il

avait joué aux Go Ahead Eagles et au Club Bruges - où il fut sacré champion de Belgique en 1973 - avant d'arriver en 1974 à l'Ajax.

Cet attaquant, excellent joueur de tête, a terminé meilleur buteur de l'Eredivisie quatre fois de suite de 1975 à 1978, et meilleur buteur de la Coupe UEFA lors de la saison 1975/1976.

Celui qui a en outre porté les maillots des clubs néerlandais du Sparta Amsterdam, du PSV Eindhoven, de Breda, et celui belge d'Anderlecht, avait mis un terme à sa carrière en 1984, à l'âge de 35 ans.

QUALIFS.EURO-2024 L'Allemagne retombe dans ses travers défensifs contre la Turquie

A sept mois du match d'ouverture de l'Euro-2024 à Munich, l'Allemagne est retombée dans ses travers défensifs samedi soir à Berlin, s'inclinant contre la Turquie (3-2), une défaite inquiétante dans l'optique de la compétition continentale de l'été prochain (14 juin-14 juillet).

La Mannschaft ne s'était plus inclinée contre la Turquie depuis plus de 18 ans (2-1

le 8 octobre 2005). Il faut remonter à la mi-juin 1951 pour trouver trace d'une défaite à domicile contre les Turcs.

En 2022 et en 2023, l'Allemagne a disputé jusqu'à présent 22 matches, et n'a quitté la pelouse qu'à trois reprises sans avoir encaissé de buts, contre Israël (2-0), Oman (1-0) et le Pérou (2-0), à chaque fois en match amical.

Depuis sa prise de fonction

au poste de sélectionneur fin septembre, le principal chantier de Julian Nagelsmann est donc le secteur défensif, qui a tant peiné sous le mandat de Hansi Flick. Mais si l'entraîneur a changé, les problèmes restent les mêmes.

Samedi soir, dans un stade olympique de Berlin acquis à la cause des Turcs (entre 45.000 et 50.000 supporters turcs sur les 72.592), le techni-

rien bavarois a encore innové.

En l'espace d'une petite dizaine de minutes dans les dix dernières minutes de la première période, les Turcs ont trouvé le chemin des filets à deux reprises par Ferdi Kadıoglu (38e) et Kenan Yildiz (45e+2). Ils ont été aidés par les largesses de Benjamin Henrichs et Leroy Sané sur le premier but et par la glissade de Henrichs sur le deuxième.

Les Gallois en danger après leur nul contre l'Arménie

Le Pays de Galles a perdu des points dans la course à la qualification pour l'Euro-2024 après avoir concédé un match nul 1-1 contre l'Arménie, samedi à Erevan.

Lucas Zelarayan a ouvert le score pour les Arméniens dès la 5e minute de jeu, avant l'égalisation des visiteurs d'un but contre son camp de Nair Tychkizyan (45+2). Avec 11 points, les Gallois sont

deuxièmes de leur groupe D - cinq points derrière la Turquie déjà qualifiée - mais ne comptent qu'un point d'avance sur la Croatie, qui affronte la Lettonie à partir de 18h00.

Alors que les hommes de Rob Page avaient fait une belle opération en battant les Croates à Cardiff il y a un peu plus d'un mois, ils ont donc manqué l'occasion de creuser l'écart et pourraient être dépassés

La Croatie se rapproche de la qualification

La Croatie a pris la deuxième place du groupe D en qualifications pour l'Euro-2024 après sa victoire 2-0 à Riga en Lettonie samedi, et a son destin en mains avant la dernière journée.

Des buts de Lovro Majer (7e) et d'Andrej Kramaric (16e) permettent aux Croates de

tés d'avance sur le pays de Galles, accroché 1-1 par l'Arménie un peu plus tôt dans la journée.

La Croatie, qui affrontera justement les Arméniens mardi pour la dernière journée, sera qualifiée en cas de victoire, voire même en cas de contre performance si de leur côté les Gallois ne gagnent pas

contre la Turquie, première et déjà qualifiée.

Mais en cas d'égalité de points, ce sont les Gallois qui seraient qualifiés, grâce à leur avantage en confrontations directes (un nul, une victoire).

Alors que les hommes de Rob Page avaient fait une belle opération en battant les Croates à Cardiff il y a un peu

plus d'un mois, ils ont buté sur l'Arménie, 95e nation au classement Fifa, et qui les avait déjà battus 4-2 en juin à Cardiff.

Lucas Zelarayan a ouvert le score pour les Arméniens dès la 5e minute de jeu, avant l'égalisation des visiteurs d'un but contre son camp de Nair Tychkizyan (45+2).

**AL ITTIHAD :
GALLARDO,
C'EST SIGNÉ**

Karim Benzema connaît son futur entraîneur. Comme prévu, Marcelo Gallardo a été choisi par Al Ittihad pour prendre la succession de Nuno Espirito Santo. Le manager argentin, libre depuis son départ de River Plate, en décembre dernier, s'est engagé jusqu'en juin 2025 avec le club saoudien. Il touchera un salaire annuel de 15 millions d'euros dans le Golfe.



**MAN CITY
KOVACIC APPREND
BEAUCOUP DE
GUARDIOLA**

Transféré de Chelsea à Manchester City, Mateo Kovacic (29 ans, 14 matchs toutes compétitions cette saison) apprend énormément de choses auprès de Pep Guardiola. Le milieu de terrain croate a évoqué sa relation avec l'entraîneur catalan. "C'est incroyable et difficile parce que j'apprends beaucoup de nouvelles choses et j'aurais adoré venir plus tôt pour apprendre. Mais il n'est jamais trop tard pour apprendre. Je pense comme ça. Je suis donc heureux de pouvoir apprendre de lui et de ce qu'il me dit", a indiqué l'ancien joueur du Real Madrid pour le Daily Mirror. "J'aurais aimé qu'on me dise déjà tout ça il y a quelques années. Mais oui, maintenant je peux encore apprendre et on peut vraiment dire qu'il est fantastique. J'ai vraiment apprécié ça dès le premier instant. C'était difficile les premiers jours de comprendre ce qu'il voulait : ne bouge pas là-bas, vas là-bas. J'aime beaucoup courir sur le terrain. Mais il m'a dit : 'sois plus calme, ne cours pas trop'. C'était donc comme une petite surprise pour moi et c'est sympa", a rajouté Kovacic.



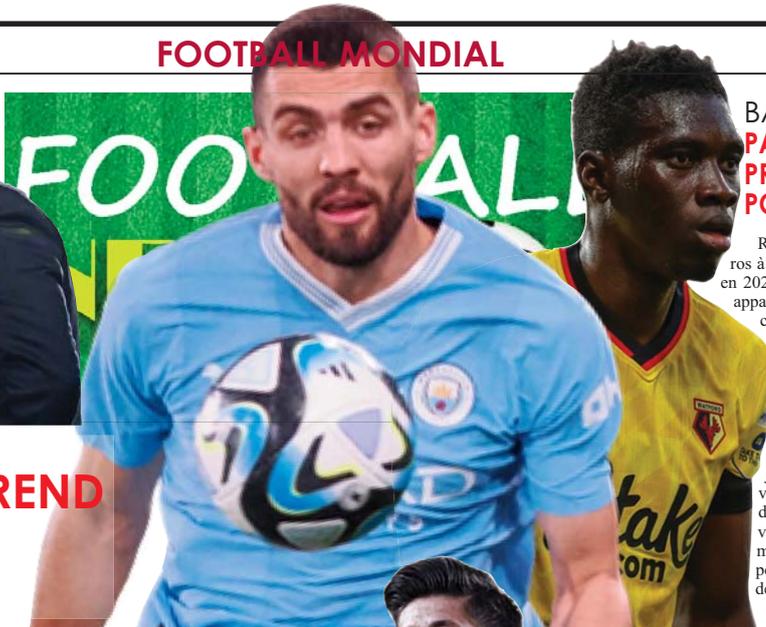
**MAN UTD
FERNANDES NE
COMPTE PAS
BOUGER**

Malgré la situation difficile de Manchester United, Bruno Fernandes (29 ans, 17 matchs et 4 buts toutes compétitions cette saison) ne compte pas partir. Le milieu offensif portugais a notamment évoqué un possible départ dans le Golfe dans les prochains mois. "Je suis pleinement concentré sur la sélection et Manchester United. Je suis heureux où je suis même si les récents résultats ne sont pas ceux espérés. C'est flatteur d'être convoité, indépendamment du club ou du championnat intéressés", a jugé le Lusitanien face aux journalistes.



**BAYERN
PAS DE
PROLONGATION
POUR SARR**

Recruté pour 8 millions d'euros à l'Olympique de Marseille en 2020, Bouna Sarr (31 ans, 5 apparitions toutes compétitions cette saison) n'est jamais parvenu à s'imposer au Bayern Munich. Selon Bild, les dirigeants du club allemand n'ont pas l'intention de prolonger le contrat du latéral droit sénégalais, qui expire en juin prochain. Le board bavarois pourrait même décider de pousser l'ancien Messin vers la sortie au cours du mercato hivernal à venir pour économiser une partie de son salaire.



**REAL MADRID
LE CLUB VOULAIT PRÊTER
GÜLER**

De nouveau blessé, Arda Güler (18 ans) doit encore patienter pour faire ses débuts avec le Real Madrid. De quoi conforter la Maison Blanche dans sa première idée. Selon le quotidien AS, le club madrilène, conscient des limites physiques du milieu offensif, souhaitait d'abord le laisser en prêt pour une saison à Fenerbahçe. Mais le Real s'était heurté au choix de l'international turc, persuadé de pouvoir franchir un cap cet été. Il faut dire que le Merengue était notamment en contact avec le FC Barcelone, le Milan AC ou encore l'Ajax Amsterdam avant son transfert à Madrid pour 20 millions d'euros.



**KROOS FAIT DU
PIED À WIRTZ**

Impressionnant avec le Bayer Leverkusen, Florian Wirtz (20 ans, 17 matchs et 6 buts toutes compétitions cette saison) est très apprécié du Bayern Munich. Mais pas que. Son homologue du Real Madrid, Toni Kroos (33 ans, 16 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison), lui a envoyé un message assez clair. "Quels sont les joueurs qui ont le potentiel pour jouer au Real Madrid ? Je devrais avoir une vision plus globale, mais je pense à Florian Wirtz. Je pense qu'il pourrait être un très bon renfort", a jugé le champion du monde 2014 dans des propos repris par Marca. Une chose semble certaine : un départ de Wirtz ne devrait pas se faire en dessous de 100 millions d'euros.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal

Directeur de publication
Smaïl Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smaïl Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97 »
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

SAHARA OCCIDENTAL

Algérie et Royaume-Uni réaffirment leur engagement à parvenir à une solution politique

L'Algérie et le Royaume-Uni ont réaffirmé leur engagement à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, sur la base du règlement onusien qui prévoit le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, selon le Communiqué commun sanctionnant les travaux de la 2e session du dialogue stratégique entre les deux pays.

Lors de cette session, les deux parties ont réitéré leur engagement à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, sur la base du règlement onusien qui prévoit le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, conformément aux principes et objectifs de la Charte des Nations unies. Elles ont également réaffirmé leur plein soutien aux efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies, Staffan de Mistura, ainsi qu'à la MINURSO. Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a



eu des entretiens constructifs avec le ministre d'Etat britannique en charge du Moyen-Orient, de l'Afrique du nord, de l'Asie du sud et des Nations unies, Lord

Tariq Ahmad de Wimbledon, "visant à renforcer la coopération bilatérale actuelle et future". Les deux ministres ont évoqué les questions

régionales et multilatérales d'intérêt commun, échangeant leurs évaluations de la situation dans la région MENA et au Sahel, selon le même communiqué commun.

PATRONAT

Le dernier discours du président de la République a redonné de l'espoir aux opérateurs économiques (CREA)

Le discours du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prononcé jeudi dernier, à Alger, lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques, a redonné de l'espoir et rassuré les entrepreneurs, a souligné Abdelouahed Kerrar, vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA). Intervenant sur les ondes de la radio algérienne, M. Kerrar a affirmé que "le discours du président de la République, prononcé à l'occasion de la clôture de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, est un discours d'espoir par rapport à tout ce que recèle notre pays comme richesses humaines et naturelles", assurant que "la sérénité et la confiance sont indispensables pour le développement économique". Parmi les décisions saluées par M. Kerrar, celle portant sur le gel des travaux de la commission relative à la surfacturation, affirmant que "la décision d'arrêter cette commission a été chaleureusement applaudie par tous les présents. C'est une décision qui a réellement impulsé la confiance". Pour le vice-président du CREA, il s'agit aussi d'"un message très fort du président de la République envers le monde économique". L'autre décision présidentielle qui a été également appréciée et bien accueillie par les chefs d'entreprise concerne la promulgation de la nouvelle loi sur le foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, a-t-il précisé, relevant que "ce texte va donner un nouveau souffle à beaucoup d'entreprises qui attendaient cette loi et qui avaient des projets à réaliser". Estimant que le pays "est sur la bonne voie" en matière de décisions économiques, M. Kerrar a salué, également, les efforts entrepris par les pouvoirs publics notamment en matière de stabilisation des textes relatifs à l'investissement pour une durée de 10 ans, assurant que cette démarche répondait aux attentes des organisations patronales. Au sujet de la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat en Algérie, le vice-président du CREA a mis en avant les capacités des jeunes qui avaient présenté, a-t-il dit, des projets "innovants et ambitieux", tout en mentionnant que "des membres de la diaspora, dont certains ne sont pas nés en Algérie, ont pris part à cet événement pour manifester leur attachement au pays et pour mettre au profit des étudiants établis en Algérie leurs expertises". Par ailleurs, M. Kerrar a évoqué les capacités de l'industrie pharmaceutique algérienne à couvrir les besoins nationaux et contribuer aux exportations hors hydrocarbures. "L'Algérie est parmi les premiers pays de la région qui a réussi à couvrir 70% de ses besoins locaux en médicaments par la production locale, alors que certains pays qui disposent d'une industrie qui date des années 50 ne couvrent leurs besoins nationaux qu'à hauteur de 50%", a-t-il fait savoir, assurant que "notre pays peut devenir un grand acteur régional de l'industrie pharmaceutique".

FINANCES

Hausse des recettes de l'Etat à 6.261 milliards DA durant les huit premiers mois de 2023 (DGT)

Les recettes de l'Etat ont augmenté durant les huit premiers mois de l'année 2023, atteignant ainsi 6.261 milliards DA, soit une hausse de plus de 3% sur un glissement annuel, a indiqué, jeudi, le Directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, M. Salah Labani. Auditionné par la Commission des

finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Saad Bghidja, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, M. Labani a précisé que les recettes de l'Etat enregistrées jusqu'à fin août 2023 ont atteint 6.261 milliards DA, soit une hausse de 210 milliards DA par rapport aux recettes enregistrées durant la même période de 2022, estimées à 6.050 milliards DA.

Il s'agit principalement des recettes de la fiscalité pétrolière d'une valeur de 3.292 milliards DA (soit une hausse de 86 milliards DA par rapport à la même période de 2022), tandis que les recettes hors fiscalité pétrolière ont atteint 2.962 milliards DA (soit une augmentation de 124 milliards DA), outre d'autres recettes diverses, selon les données avancées par le Directeur général.

Quant aux charges du budget de l'Etat, elles s'élevaient à fin août dernier à 7.000 Mds de DA, enregistrant ainsi une augmentation importante estimée à 1.756 Mds de DA, par rapport aux huit premiers mois de l'année dernière (5.243 Mds de DA).

Ces charges englobent notamment les dépenses des personnels d'une valeur de 2.164 Mds de DA, les dépenses d'investissement (1.182 Mds de DA), ainsi que les dépenses de transfert (2.683 Mds de DA), selon M. Labani. Lors de la même séance, la commission des finances et du budget a auditionné le Directeur général du budget, El Hadji Amri qui a présenté un exposé sur le projet du budget contenu dans la loi de finances pour l'exercice 2024.

Il a affirmé, dans ce contexte, que le projet du budget de l'Etat s'inscrivait dans le cadre de la démarche visant à consolider les efforts consentis par les pouvoirs publics, en termes de promotion de l'investissement, de relance des grands projets structurels, de la poursuite de la diversification de l'activité économique en vue de sou-

tenir la croissance, alléger à moyen terme la dépendance aux hydrocarbures et prendre en charge l'incidence financière induite par les mesures visant à assurer la sécurité alimentaire.

Au volet social, M. Labani a rappelé les efforts déployés par les pouvoirs publics à travers la révision du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG) à partir de 2021, l'augmentation des salaires des fonctionnaires issue de la révision des points indiciaires au titre des années 2022, 2023 et 2024, soit une hausse de 47% au profit de 2,086 millions de fonctionnaires et agents publics, outre l'institution de l'allocation chômage de 13.000 DA/mois au profit des primo-demandeurs d'emploi. Cette allocation, ajoutée le responsable, qui a été revalorisée à 15.000 DA en 2023 concerne 2,035 millions de bénéficiaires.

A cela s'ajoutent les allocations et les pensions de retraite ayant bénéficié d'une enveloppe supplémentaire, l'augmentation de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) qui est passée de 3000 DA à 7000 DA. Cette dernière est dédiée à plus de 1,071 millions de bénéficiaires.

M. Labani n'a pas omis, dans ce sillage, de citer l'allocation versée aux personnes handicapées à 100% (314.000 bénéficiaires) qui est passée de 10.000 DA à 12.000 DA, en sus de la bourse universitaire qui a revu à la hausse, passant de 1300 DA à 2000 DA, soit une hausse de 700 DA/mois en faveur de 946.000 étudiants. Le Directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat a fait état d'ajustements de la trajectoire budgétaire à moyen terme pour la période 2023-2025, présentée au titre de la loi des finances 2023. A ce propos, M. Labani a précisé que les dépenses dépasseront 15,275 mds DA en 2024 contre 14,706 mds DA en 2023, et devront atteindre 15,900 mds DA en 2025.

ORGANISATION DE L'UNITÉ SYNDICALE AFRICAINE Mise en exergue des efforts de l'Algérie pour l'amélioration des conditions des travailleurs

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Faycal Bentaleb a mis en exergue, samedi, les efforts consentis par l'Algérie pour promouvoir les libertés syndicales, améliorer les conditions des travailleurs et prévenir les conflits collectifs au travail. Présidant l'ouverture des travaux du 12e congrès de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), organisé au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), le ministre a affirmé que l'Algérie "connaît des réformes continues sur les plans social et économique, en tête desquelles la Constitution de 2020 qui consacre davantage de droits et de libertés individuelles et collectives, y compris le libre exercice du droit syndical". Pour ce faire, le ministre a évoqué "la mise en œuvre de nombreuses révisions en matière de législation nationale relative à la promotion de la liberté syndicale, à la protection des délégués syndicaux et des conditions des travailleurs, à l'amélioration des relations professionnelles et à la prévention des conflits collectifs au travail".

"L'Algérie œuvre à consolider les mécanismes de relance économique, et ce à travers la promotion de l'investissement et des partenariats pour réaliser un développement équitable, mettre en place un environnement propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat notamment pour les jeunes et les femmes, outre le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et des startups en vue de réaliser du progrès", a-t-il soutenu. A ce propos, il a rappelé une série de mesures à caractère social décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la protection du pouvoir d'achat des citoyens et le soutien des personnes à faible revenu.

Dans le cadre de la démarche nationale visant à élargir la couverture sociale, à résorber l'activité informelle et à intégrer dans le secteur

formel, M. Bentaleb a affirmé que "le nombre de personnels déclarés dans la sécurité sociale a atteint 409.017 à fin septembre 2023 contre 393.367 enregistrés fin septembre 2022". Le nombre de bénéficiaires de la couverture sociale dans le cadre de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) a, quant à lui, dépassé les 29 millions de citoyens, selon le ministre.

Les recettes de la CNAS ont augmenté "lors des neuf premiers mois de l'année en cours, passant de 1,020 mds DA (2022) à 1,243,3 mds DA en 2023 soit une hausse de 21,9%". Saluant le rôle de l'OUSA qui défend "les droits matériels et moraux de plus de 100 millions de travailleurs africains", M. Bentaleb a mis en relief ses efforts pour l'amélioration des conditions des travailleurs africains et la promotion du dialogue social, de l'emploi et de la sécurité sociale au continent.

Il a affirmé également le soutien de l'Algérie à l'OUSA afin de réaliser les intérêts communs visant l'évolution et la stabilité des travailleurs africains.

Evolution de la situation dramatique à Gaza et les territoires palestiniens occupés, le ministre a réitéré "le soutien indéfectible de l'Algérie au combat du peuple palestinien, notamment les travailleurs qui mènent héroïquement une bataille contre les violations de l'entité sioniste jusqu'au recouvrement de leurs droits légitimes". M. Bentaleb a plaidé, à ce propos, pour "la mobilisation de l'ensemble des forces vives locales, continentales et régionales pour immédiatement mettre un terme à cette situation inhumaine et soutenir le peuple palestinien face au siège inique et les bombardements ciblant les agglomérations et les structures économiques et sociales".

BANQUE D'ALGÉRIE Cotations hebdomadaires des billets de banque et chèques de voyage

Voici les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables du 19 au 25 novembre 2023, communiquées par la Banque d'Algérie.

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	132,25	140,32
1 EUR	143,28	152,06
1 GBP	163,68	173,75
100 JPY	87,34	95,68
1 CHF	148,78	157,93
1 CAD	96,49	102,40
1 DKK	19,22	20,40
1 SEK	12,53	13,30
1 NOK	12,21	12,96
1 AED	36,01	38,21
1 SAR	35,26	37,42
1 KWD	428,28	455,01

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	133,60	140,32
1 EUR	144,74	152,06
1 GBP	165,34	173,75
100 JPY	88,23	92,68
1 CHF	150,29	157,93
1 CAD	97,46	102,40
1 SEK	12,66	13,30